

**Assemblée générale**

Distr. générale  
2 mai 2012  
Français  
Original : anglais

**Soixante-sixième session**

Point 146 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement  
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies****Compte d'appui aux opérations de maintien  
de la paix : exécution du budget de l'exercice  
allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011  
et projet de budget pour l'exercice  
allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013****Rapport du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2010/11	363 811 506
Dépenses de 2010/11	341 421 400
Solde inutilisé de 2010/11	22 390 100
Crédit ouvert pour 2011/12	344 792 400
Montant estimatif des dépenses de 2011/12 <sup>a</sup>	335 651 700
Montant estimatif du solde inutilisé de 2011/12 <sup>a</sup>	9 140 700
Projet de budget du Secrétaire général pour 2012/13	320 456 700
Recommandation du Comité consultatif pour 2012/13	321 493 000

<sup>a</sup> Date des estimations : 29 février 2012 (voir annexe II).



## Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations. ....	3
I. Introduction. ....	4
II. Observations d'ordre général. ....	4
III. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 ...	15
IV. Informations financières mises à jour pour l'exercice en cours. ....	16
V. Projet de budget pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013. ....	17
A. Département des opérations de maintien de la paix. ....	27
B. Département de l'appui aux missions. ....	32
C. Département de la gestion. ....	35
D. Bureau des services de contrôle interne. ....	51
E. Cabinet du Secrétaire général. ....	52
F. Administration de la justice. ....	53
G. Bureau de la déontologie. ....	53
H. Bureau des affaires juridiques. ....	53
I. Département de la sûreté et de la sécurité. ....	54
VI. Conclusion et recommandations. ....	55
Annexes	
I. Structure du Bureau des opérations du Département des opérations de maintien de la paix au 1 <sup>er</sup> février 2012 : organigrammes. ....	57
II. Dépenses effectives et montant estimatif des dépenses pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012. ....	61
III. Ressources nécessaires : exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013. ....	63
IV. Postes prévus pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013. ....	76
V. Postes : changements proposés pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 ...	87
VI. Emplois de temporaire proposés pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 ...	92

## Abréviations

AMISOM	Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie
BNU-UA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)
DAM	Département de l'appui aux missions
DOMP	Département des opérations de maintien de la paix
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
UNSOA	Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM

## I. Introduction

1. L'application des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires conduirait à augmenter de 1 036 300 dollars le montant total du projet de budget du compte d'appui pour les opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 (A/66/721), cette différence étant le résultat net des modifications suivantes : a) une réduction nette de 212 100 dollars des ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes (voir sect. V et VI ci-dessous) et b) un relèvement de 1 248 400 dollars du montant consacré aux postes, le Comité n'étant pas favorable à la suppression proposée de 11 postes financés au moyen du compte d'appui et à la création des postes correspondants dans le budget 2012/13 de la BSLB (voir par. 51 a) et 55 ci-dessous).

2. Le Comité consultatif a examiné le texte préliminaire du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 (A/66/721) et le rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur le budget du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 (A/66/737). Il était également saisi du rapport du Bureau sur la mise en œuvre du projet pilote visé par l'Assemblée générale dans la résolution 63/287 (A/66/755), sur lequel ses observations et recommandations sont présentées dans un additif (A/66/779/Add.1) au présent rapport.

3. Le rapport du Comité consultatif sur les questions transversales concernant les opérations de maintien de la paix a été publié sous la cote A/66/718. Son rapport sur celui du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix pour l'exercice terminé le 30 juin 2011 [A/66/5 (Vol.II)] a été publié sous la cote A/66/719. Dans le présent rapport, le Comité traite des ressources et autres éléments qui se rapportent directement au compte d'appui. Ses observations et recommandations générales concernant l'administration et la gestion des ressources du compte d'appui et les domaines où des améliorations seraient souhaitables sont présentées à la section II du présent rapport.

4. On trouvera à la fin du présent rapport la liste des documents que le Comité consultatif a étudiés ou utilisés comme sources complémentaires lorsqu'il a examiné la question du financement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

## II. Observations d'ordre général

### **Ressources nécessaires au compte d'appui et montant global des ressources consacrées aux opérations de maintien de la paix**

5. Le Comité consultatif a reçu un tableau récapitulatif des ressources financières et humaines consacrées aux opérations de maintien de la paix, de l'exercice 2007/08 à l'exercice 2012/13 (voir tableau 1 ci-dessous). Il en retient que le montant global des ressources demandées pour l'exercice 2012/13 au titre du compte d'appui et de la BSLB est égal à 390 900 000 dollars, soit 5,6 % du total des ressources prévues pour les opérations de maintien de la paix et le Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM (UNSOA). Ce chiffre est en deuxième position dans le classement de

ceux des cinq derniers cycles budgétaires. Le Comité note aussi, dans le tableau, que l'effectif du personnel civil d'appui aux missions de maintien de la paix passe de 1 421 pour l'exercice 2007/08 à 1 860 prévus pour 2012/13.

Tableau 1

**Récapitulatif des ressources financières et humaines consacrées aux opérations de maintien de la paix, de l'exercice 2007/08 à l'exercice 2012/13**

(En millions de dollars des États-Unis)

**A. Ressources financières**

	<i>Montants effectifs</i>				<i>Crédits ouverts</i>	<i>Montants prévus</i>
	<i>2007/08</i>	<i>2008/09</i>	<i>2009/10</i>	<i>2010/11</i>	<i>2011/12</i>	<i>2012/13</i>
<b>Montants bruts</b>						
Missions de maintien de la paix et UNSOA	6 013,9	6 781,8	7 200,2	7 175,8	7 422,0	7 011,0
BSLB	40,2	44,3	57,9	68,1	68,5	70,5
Compte d'appui (y compris le projet de progiciel de gestion intégré)	222,5	272,0	318,5	341,4	344,8	320,4
<b>Total partiel</b>	<b>6 276,6</b>	<b>7 098,1</b>	<b>7 576,6</b>	<b>7 585,3</b>	<b>7 835,3</b>	<b>7 401,9</b>
BSLB et compte d'appui	262,7	316,3	376,4	409,5	413,3	390,9
Pourcentage du compte d'appui et de la BSLB par rapport au total partiel Missions de maintien de la paix et UNSOA	4,4	4,7	5,2	5,7	5,6	5,6
Nombre de missions en cours	17	18	17	16	16	16

**B. Ressources humaines**

	<i>Montants effectifs</i>				<i>Crédits ouverts</i>	<i>Montants prévus</i>
	<i>2007/08</i>	<i>2008/09</i>	<i>2009/10</i>	<i>2010/11</i>	<i>2011/12</i>	<i>2012/13</i>
<b>Effectifs</b>						
Personnel en tenue des Nations Unies <sup>a</sup>	113 128	117 020	113 613	111 537	112 554	109 792
Personnel en tenue de l'AMISOM <sup>b</sup>	—	8 270	8 270	8 270	12 270	17 731
Personnel civil des missions <sup>c</sup>	27 801	28 665	26 927	26 391	24 291	23 431
Personnel civil d'appui aux missions <sup>d</sup>	1 421	1 678	1 760	1 920	1 858	1 860

<sup>a</sup> Effectif le plus élevé autorisé par le Conseil de sécurité, y compris UNMOGIP et ONUST.

<sup>b</sup> Effectif autorisé le plus élevé.

<sup>c</sup> Hors BSLB et compte d'appui, mais y compris ONUST, UNMOGIP et UNSOA.

<sup>d</sup> Nombre de postes financés au moyen du compte d'appui [sauf emplois de temporaire financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions)] ou du budget ordinaire (DOMP, DAM) et postes et emplois de temporaire de la BSLB.

6. Le Comité consultatif a aussi demandé des renseignements sur les ressources humaines et les fonds nécessaires pour l'exercice 2012/13 ou approuvés au budget

ordinaire aux fins des services d'appui aux opérations de maintien de la paix (voir tableau 2).

Tableau 2

**Besoins en matière de ressources humaines et financières : répartition entre le compte d'appui et le budget ordinaire**

<i>Département ou bureau</i>	<i>Postes</i>		<i>Ressources financières (millions de dollars É.-U.)</i>	
	<i>Projet de budget 2012/13 du compte d'appui</i>	<i>Budget ordinaire approuvé pour 2012-2013</i>	<i>Projet de budget 2012/13 du compte d'appui<sup>a</sup></i>	<i>Budget ordinaire approuvé pour 2012-2013<sup>b</sup></i>
Département des opérations de maintien de la paix	485	28	89,7	10,4
Département de l'appui aux missions	386	30	66,0	8,0
Département de la gestion	242	852	86,4	380,6
Bureau des services de contrôle interne	97	122	25,5	38,3
Cabinet du Secrétaire général	5	51	1,1	15,1
Bureau de l'administration de la justice	—	26	3,3	12,2
Bureau de l'aide juridique au personnel	—	10	0,1	2,5
Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies	7	21	1,7	6,7
Bureau de la déontologie	—	9	1,2	3,9
Bureau des affaires juridiques	15	150	3,4	45,4
Département de l'information	4	732	0,7	179,1
Département de la sûreté et de la sécurité	18	1 072	3,7	213,4
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	—	12	0,2	8,2
<b>Total</b>	<b>1 259</b>	<b>3 115</b>	<b>283,1</b>	<b>919,8</b>

<sup>a</sup> Les montants prévus pour le projet de progiciel de gestion intégrée ne sont pas compris.

<sup>b</sup> Exercice de deux ans.

7. Le Comité consultatif rappelle que les opérations de maintien de la paix sont en période de stabilisation depuis l'exercice 2011/12 (voir A/65/827, par. 54). Il rappelle aussi que l'Assemblée générale savait que le niveau du compte d'appui devrait être fonction, en gros, des mandats, du nombre, de la taille et de la complexité des missions de maintien de la paix (voir résolution 65/290). À ce propos, il a demandé, en mars 2012, s'il existait une méthode qui permette d'établir un lien étroit entre l'effectif financé au moyen du compte d'appui et la taille et la complexité des opérations, mais, à la fin de sa session d'hiver, il n'avait reçu aucune réponse écrite du Secrétariat. Il a aussi demandé des précisions écrites sur l'observation faite oralement par le Secrétariat selon laquelle pourraient figurer au compte d'appui des postes qu'il conviendrait mieux de financer au moyen du budget

ordinaire, mais une fois de plus, aucune réponse ne lui était parvenue à la fin de sa session. D'autre part, il rappelle qu'à la suite de l'étude de la gestion faite par des consultants externes indépendants et des autres études que l'ONU a fait faire sur l'évolution du compte d'appui et de ses modèles de dotation en effectifs, études auxquelles des sommes considérables ont été consacrées, il a déclaré qu'à son avis c'était au Secrétariat qu'il revenait en dernier ressort d'élaborer, en s'appuyant sur le savoir accumulé à l'intérieur de l'Organisation et en employant les moyens du bord, des propositions concrètes et pratiques sur la question d'un modèle de calcul des effectifs à prévoir au compte d'appui (A/65/782, par. 23). **Le Comité consultatif estime que l'Assemblée générale doit disposer de l'information demandée lorsqu'elle examinera le projet de budget du compte d'appui pour l'exercice 2012/13.**

8. Le Comité consultatif répète qu'il pense qu'il faudrait déterminer en quoi consistent, d'une part, les capacités de base nécessaires pour assurer effectivement les activités de gestion et d'appui des opérations de maintien de la paix et, de l'autre, les capacités à géométrie variable qui doivent être adaptées en fonction des fluctuations du volume des activités de maintien de la paix. Cela devrait s'accompagner d'une évaluation des capacités, structures et processus de gestion nécessaires pour accomplir les multiples tâches et assurer les multiples fonctions de façon plus efficiente et avec une meilleure coordination entre le Siège et les missions (voir A/65/827, par. 51).

9. Tout en ne niant pas qu'il existe un rapport entre les capacités d'adossement offertes grâce au compte d'appui et la masse totale des activités menées dans le domaine du maintien de la paix, le Comité consultatif affirme à nouveau qu'il estime que le montant des crédits demandés au titre du compte d'appui doit aussi tenir compte de la globalité des ressources disponibles, y compris les postes inscrits au budget ordinaire et les montants prévus pour les objets de dépense autres que les postes, par exemple le personnel temporaire (autre que pour les réunions), les consultants et vacataires et les capacités des organismes des Nations Unies qui participent à la fourniture d'un appui aux opérations hors Siège (ibid., par. 52).

10. Le Comité consultatif reste persuadé que la stabilisation de l'ampleur des activités de maintien de la paix devrait aller de pair avec une sensible évolution à la baisse des ressources (postes et autres) demandées pour l'appui aux missions, vu que les capacités ont déjà été renforcées dans les budgets des exercices précédents, lorsque le volume des activités de maintien de la paix était en croissance. Il pense également que grâce aux réformes successives et aux bienfaits de plusieurs initiatives passées, ainsi qu'à l'amélioration des modes d'exécution des tâches, l'Organisation devrait être bien armée pour faire preuve d'efficacité lorsqu'elle lance des opérations de maintien de la paix et lorsqu'elle leur fournit l'appui dont elles ont besoin. Lorsqu'il a examiné le projet de budget du compte d'appui pour l'exercice 2011/12, il a indiqué qu'il comptait que les effets des études des ressources existantes et de la rationalisation des activités d'appui aux opérations de maintien de la paix se feraient sentir dans les budgets des exercices suivants (voir A/65/827, par. 55), et il est déçu de constater que le projet de budget pour l'exercice 2012/13 ne prévoit qu'une réduction de deux postes (voir par. 45 ci-dessous).

11. Le Comité consultatif compte sur le Secrétaire général pour prendre au sérieux les préoccupations qu'il continue d'exprimer et faire apparaître dans son projet de budget du compte d'appui pour l'exercice 2013/14 les effets du réajustement des ressources consacrées à l'appui au niveau des activités de maintien de la paix (voir aussi par. 15 ci-dessous). À ce propos, il rappelle qu'il a examiné le rapport du Secrétaire général sur des modalités de financement et de soutien des missions politiques spéciales, et que l'Assemblée générale est actuellement saisie de son rapport sur la question (A/66/7/Add.21).

**Présentation des crédits à ouvrir au compte d'appui et au budget de la Base de soutien logistique de Brindisi**

12. Dans ses deux derniers rapports sur le compte d'appui, le Comité consultatif a noté que, lors de la présentation des budgets du compte d'appui et de la BSLB, certains éléments programmatiques et certaines fonctions se trouvaient dispersés et imputés à des budget différents sans que soient indiqués clairement les éléments (ligne hiérarchique, attributions et responsabilités, transparence) qui pourraient permettre de connaître le total des ressources (postes et autres) nécessaires pour telle ou telle fonction d'appui (voir aussi par. 78 à 81 ci-dessous). **Sans nécessairement contester le choix de l'emplacement d'une fonction ou activité, car tel ou tel lieu peut permettre une plus grande efficacité ou mieux convenir par rapport à certains impératifs, le Comité consultatif continue d'insister sur le fait qu'il faut que la totalité des ressources affectées à une certaine fonction ou à l'ensemble des activités d'appui aux opérations de maintien de la paix, ainsi que les lignes de responsabilité correspondantes, soient présentées et exposées de façon claire et transparente (A/65/827, par. 39 et A/64/753, par. 8).**

13. Le Comité consultatif rappelle que, pendant la première phase de la transformation de la BSLB en Centre de services mondial dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions, il a été proposé de transférer du Siège à la Base, en 2011/12, neuf postes existants dont les titulaires s'occupaient de la gestion de l'informatique et des communications, du traitement de l'indemnité pour frais d'études, de l'appui technique relatif au système financier, de la gestion des marchés des missions et de celle des aéroports et aéroports (A/65/827, par. 43). Sur ces neuf transferts de poste, l'Assemblée générale en a approuvé huit (résolution 65/290, annexe I.B). Le Comité avait fait observer, à l'époque, qu'au fur et à mesure qu'avancait la transformation de la Base et qu'il était proposé d'y transférer du Siège de plus en plus de fonctions et de ressources, la Base prendrait une place encore plus importante dans l'adossement des opérations de maintien de la paix. À ce propos, le Comité note que, dans le projet de budget du compte d'appui pour l'exercice 2012/13, les fonctions touchant à l'administration des ressources humaines et physiques sont désignées comme devant être transférées du DAM à la Base et au centre de communications secondaire actif de Valence (Espagne). Il est proposé de supprimer les 34 postes existants figurant au budget du compte d'appui en les recréant simultanément dans le budget de la BSLB, mais il est aussi proposé de financer au moyen du compte d'appui, pendant les six premiers mois, 16 emplois de temporaire qui passeraient ensuite dans le budget de la Base (voir par. 51 à 55 ci-dessous).

14. Lorsqu'il a examiné le projet de budget du compte d'appui pour l'exercice 2011/12, le Comité consultatif a dit qu'il pensait que, du fait que deux budgets distincts étaient présentés, l'un pour le compte d'appui et l'autre pour la BSLB, la



présentation des dépenses d'appui deviendrait de plus en plus dispersée au fur et à mesure de l'évolution du Centre de services mondial. Il a aussi été d'avis que, les fonctions qu'il était proposé de transférer à Brindisi correspondant à des activités d'appui, le Directeur de la Base étant rattaché au Secrétaire général adjoint par l'intermédiaire du Sous-Secrétaire général à l'appui aux missions, et tant la Base que le compte d'appui étant financés au moyen d'un système de financement commun, il devrait être envisagé de présenter les deux projets de budget dans le même rapport (A/65/827, par. 44). L'Assemblée générale a pris note de l'avis du Comité (résolution 65/290, par. 19).

**15. Compte tenu des fonctions et des postes déjà transférés au cours de l'exercice 2011/12 et de ceux qu'il est proposé de supprimer dans le budget du compte d'appui en même temps qu'ils seraient recréés dans le budget 2012/13 de la BSLB, compte tenu également du rôle de plus en plus important joué par celle-ci dans les activités d'appui aux opérations de maintien de la paix, le Comité consultatif reste convaincu que la fusion des budgets du compte d'appui et de la Base en un budget unique permettrait de présenter plus clairement et avec une plus grande transparence la totalité des ressources allouées à telle fonction ou à l'appui fourni à l'ensemble des opérations de maintien de la paix. Il pense que la création d'un budget consolidé d'appui aux opérations de maintien de la paix aiderait à améliorer la transparence budgétaire, l'application du principe de responsabilité et la présentation des budgets. Il recommande donc à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de présenter ses propositions relatives au compte d'appui et à la BSLB dans un document unique, à compter du projet de budget pour l'exercice 2013/14.**

#### **Équipes opérationnelles intégrées**

16. Le Comité consultatif rappelle que le Secrétaire général a proposé de créer sept équipes opérationnelles intégrées dotées d'un effectif de 49 personnes, dans le cadre de la réorganisation de 2007 du DOMP, afin que l'appui aux opérations de maintien de la paix soit assuré de façon plus cohérente et rapide (voir A/61/858 et Add.1). Aux paragraphes 35 et 48 de sa résolution 61/279, l'Assemblée générale, convenant que la formule de l'équipe opérationnelle intégrée était effectivement un moyen de garantir la coordination horizontale et l'intégration de processus à travers tous les services du DOMP et du DAM, a approuvé 26 postes à créer dans le service correspondant au domaine d'activité concerné. Depuis, le fonctionnement des équipes a été évalué plusieurs fois, y compris aux occasions visées dans le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du système des équipes opérationnelles intégrées (A/65/669).

17. Dans le rapport en question, le Secrétaire général indiquait que les équipes opérationnelles intégrées des quatre divisions régionales du Bureau des opérations du DOMP restaient le principal interlocuteur pour les questions politiques, opérationnelles et de planification intégrée pour tous les partenaires de maintien de la paix s'intéressant à des questions concernant une mission en particulier. Chacune comportait des spécialistes des questions politiques, militaires, de police ou d'appui et exploitait l'expérience acquise dans d'autres domaines, selon les besoins. Le succès des équipes était dû en grande partie à la souplesse avec laquelle les spécialistes pouvaient, y compris dans les missions ou les projets portant sur des domaines de spécialisation, être répartis entre les équipes en fonction de l'évolution constante des circonstances auxquelles doivent s'adapter les opérations de maintien

de la paix. **Le Comité consultatif a toujours été partisan d'une plus grande souplesse dans l'utilisation des équipes opérationnelles intégrées face à l'évolution des besoins des opérations de maintien de la paix, ainsi que d'une exploitation efficiente des ressources, comme il l'a montré dans sa première recommandation relative au projet de création des équipes (A/61/937, par. 62) et montré à nouveau dans ses rapports ultérieurs sur le compte d'appui.**

18. Après avoir examiné le rapport du Secrétaire général, l'Assemblée générale a prié celui-ci de lui présenter, à la deuxième partie de la reprise de sa soixante-sixième session, une analyse complète des aspects administratifs et budgétaires du rôle des équipes opérationnelles intégrées et de leurs activités (résolution 65/289). Il a été indiqué au Comité consultatif que l'information donnée par le Secrétaire général dans son rapport intitulé « Aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies » donnait suite à cette demande (voir A/66/679, par. 21 à 27). **Le Comité consultatif ne trouve pas que l'information donnée dans le rapport en question apporte une réponse satisfaisante à la demande de l'Assemblée, qui voulait une analyse complète des aspects administratifs et budgétaires du rôle des équipes opérationnelles intégrées et de leurs activités. L'Assemblée souhaitera peut-être renouveler cette demande.**

19. Le Comité consultatif note, dans l'aperçu général, que le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix a formé une équipe spéciale de haut niveau à laquelle participent des représentants de toutes les spécialités. D'après le Secrétaire général, cette équipe procédera périodiquement à l'examen des équipes opérationnelles intégrées, pour être sûre que sa configuration correspond à la dynamique des besoins politiques et opérationnels des missions dont elles assurent l'appui, ce qui est un moyen de renforcer le contrôle des activités et de vérifier quelle est la meilleure configuration des équipes (A/66/679, par. 23 et 26). **Pour le Comité consultatif, la création de l'Équipe spéciale est une bonne chose, qui, il n'en doute pas, doit garantir que la meilleure utilisation possible sera faite des équipes opérationnelles intégrées. Le Comité demande que l'information sur les études en cours soit présentée dans le projet de budget du compte d'appui pour l'exercice 2013/14.**

20. Le Secrétaire général indique aussi que, si l'on n'a pas besoin des spécialistes des questions militaires, de police, d'administration et d'appui pour les affecter directement à une équipe particulière, on peut les affecter temporairement à l'exercice de fonctions prioritaires dans leur domaine, tout en les maintenant disponibles pour être rappelés d'urgence au Bureau des opérations ou déployés temporairement – comme ils l'étaient par le passé – pour aider à faire face à une situation de crise dans une mission (ibid., par. 24). Il a été indiqué au Comité consultatif que cinq spécialistes avaient été affectés temporairement dans leur domaine de spécialisation d'origine (1 P-4 officier de liaison militaire, 2 P-4 officiers de liaison de la police, 1 P-5 spécialiste hors classe des activités d'appui et 1 P-4 spécialiste de l'administration), étant entendu que les postes seraient réintégrés, le cas échéant, au sein d'une équipe opérationnelle intégrée faisant face à de nouveaux besoins.

21. Le Secrétaire général indique en outre qu'en cas de fermeture de mission ou de réduction d'effectifs, les postes de spécialiste des affaires politiques des équipes (dont le Bureau des opérations est aussi le service d'origine) sont soit transférés à d'autres missions, soit supprimés, s'il est constaté à la suite d'une évaluation interne

qu'ils ne sont plus nécessaires (ibid., par. 25). S'étant renseigné, le Comité consultatif a appris que, depuis la création des équipes, un poste P-4 de spécialiste des affaires politiques du Bureau des opérations avait été supprimé par l'Assemblée générale, après la liquidation de la MINURCAT (résolution 65/290, annexe I.B).

22. Le Comité consultatif a reçu les organigrammes du Bureau des opérations, où l'on voit la répartition des neuf équipes opérationnelles intégrées qui existent actuellement (voir annexe I). Ces équipes couvrent actuellement la MINUSS et la FISNUA, la MINUAD, l'Afrique de l'Ouest, la région des Grands Lacs, la MANUA, l'Asie, le Moyen-Orient, l'Europe et Haïti. En réponse à ces questions, le Comité a appris qu'au total 107 postes et emplois de temporaire avaient été approuvés pour les équipes opérationnelles intégrées, financés au moyen du budget ordinaire et du compte d'appui, comme suit :

Tableau 3  
**Postes et emplois de temporaire approuvés pour les équipes opérationnelles intégrées**

<i>Bureau des opérations Équipes opérationnelles intégrées</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Compte d'appui</i>			<b>Total</b>
		<i>Postes du Bureau des opérations<sup>a</sup></i>	<i>Postes de spécialiste<sup>b</sup></i>	<i>Emplois de temporaire</i>	
Bureau du Directeur de la Division Afrique I	2	–	–	–	<b>2</b>
MINUSS-FISNUA et MINUAD	1	15	12	–	<b>28</b>
Bureau du Directeur de la Division Afrique II	1	1	–	4	<b>6</b>
Afrique de l'Ouest et région des Grands Lacs	2	15	9	–	<b>26</b>
Bureau du Directeur de la Division Asie et Moyen-Orient	1	1	–	–	<b>2</b>
MANUA, Asie et Moyen-Orient	2	18	5	–	<b>25</b>
Bureau du Directeur de la Division Europe et Amérique latine	1	1	–	–	<b>2</b>
Europe et Haïti	1	11	4	–	<b>16</b>
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>62</b>	<b>30</b>	<b>4</b>	<b>107</b>

<sup>a</sup> Postes du Bureau des opérations et postes approuvés comme faisant partie du tableau d'effectifs du Bureau des opérations du DOMP.

<sup>b</sup> Postes de spécialiste et postes approuvés comme faisant partie du tableau d'effectifs d'un bureau déterminé du DOMP ou du DAM (« bureaux d'origine ») aux fins de l'appui aux équipes opérationnelles intégrées au Bureau des opérations, dans leur domaine d'activité, par exemple des officiers de liaison militaires ou de police, des spécialistes de l'administration et des spécialistes hors classe des activités d'appui. Ces postes reviennent à leur bureau d'origine lorsqu'on n'en a plus besoin.

23. Le Comité consultatif a aussi été informé que la réduction prévue des effectifs de la MINUT et les évaluations ou études techniques réalisées récemment ou en cours de réalisation dans plusieurs missions (FINUL, MINUL, MONUSCO, MINUAD, ONUCI, MINUSS et MANUA) pourraient donner lieu à des

recommandations ayant une incidence sur les effectifs et l'organisation des composantes militaire et de police de ces missions. Il a également été informé que, bien qu'il soit trop tôt pour présenter le résultat précis de ces études ou pour savoir à l'avance ce que le Conseil de sécurité décidera à leur sujet, la tendance générale, dans les opération de maintien de la paix, est à la réduction des effectifs.

24. Dans son rapport précédent sur le compte d'appui, le Comité consultatif a été d'avis qu'il faudrait tenir à l'examen la formule des équipes opérationnelles intégrées et continuer d'évaluer son utilité à la lumière de l'expérience acquise et des enseignement tirés de cette expérience (A/65/827, par. 31). **Le Comité consultatif n'a pas changé d'avis. Vu la multiplication des équipes et l'augmentation de leur taille depuis leur création, il considère qu'il faudrait ajuster le nombre d'équipes opérationnelles intégrées et les ressources en personnel qui leur sont affectées aux fins de l'adossement des opérations de maintien de la paix, afin de les faire correspondre effectivement au niveau global de ces opérations. D'ailleurs, n'étant pas convaincu que des équipes opérationnelles intégrées soient nécessaires pour épauler les missions bien établies ou stabilisées, il demande que les études à venir portent aussi sur cette question.**

#### Ressources nécessaires au titre de la formation

25. Le Comité consultatif a été informé qu'en 2012/13, un montant total de 4 284 400 dollars était demandé au titre du compte d'appui pour financer les activités de formation. Il a demandé des précisions sur le montant total des ressources consacrées aux activités de formation qui provenaient de toutes les sources de financement (voir tableau 4 ci-après). Le Comité note que le montant total des ressources consacrées aux activités de formation qui proviennent de toutes les sources de financement est de 43 439 000 dollars en 2010/11, 43 771 500 dollars en 2011/12 et 45 690 000 dollars en 2012/13, soit une tendance à la hausse. Il note également que les ressources consacrées à la formation demandées au titre du compte d'appui représentent plus de 2 % des dépenses de personnel, contre 1 % environ pour les activités de formation financées par toutes les sources de financement.

Tableau 4

#### Montant total des ressources approuvées ou demandées pour 2012/13 (toutes ressources et montant total des dépenses) et approuvées pour 2010/11 et 2011/12 (compte d'appui et montant total des dépenses)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dépenses de personnel, y compris le personnel temporaire (autre que pour les réunions)</i>	<i>Crédits de formation</i>	<i>Montant en pourcentage des dépenses de personnel</i>
<b>2012/13</b>			
Budget ordinaire <sup>a</sup>	1 370 137,0 <sup>b</sup>	16 825,8	1,23
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	208 368,0	4 284,4	2,06

	<i>Dépenses de personnel, y compris le personnel temporaire (autre que pour les réunions)</i>	<i>Crédits de formation</i>	<i>Montant en pourcentage des dépenses de personnel</i>
Missions de maintien de la paix (y compris BSLB et UNSOA)	1 546 822,2	21 443,1	1,39
<b>Total partiel</b>	<b>3 125 327,2</b>	<b>42 553,3</b>	<b>1,36</b>
Ressources extrabudgétaires	1 704 285,1	3 136,7	0,18
<b>Total 2012/13</b>	<b>4 829 612,3</b>	<b>45 690,0</b>	<b>0,95</b>
<b>2011/12</b>			
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	216 501,0	5 154,8	2,38
<b>Total 2011/12</b>	<b>4 680 417,1<sup>c</sup></b>	<b>43 771,5</b>	<b>0,94</b>
<b>2010/11</b>			
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	227 563,0	5 829,4	2,56
<b>Total 2010/11</b>	<b>4 240 678,2<sup>d</sup></b>	<b>43 439,0</b>	<b>1,02</b>

<sup>a</sup> 50 % des ressources approuvées pour l'exercice biennal.

<sup>b</sup> Traitements nets.

<sup>c</sup> Comprend la formation ayant trait aux normes IPSAS (41 700 dollars) au titre du budget ordinaire.

<sup>d</sup> Comprend la formation ayant trait aux normes IPSAS (586 400 dollars).

26. Le Comité consultatif est d'avis que les ressources nécessaires au titre de la formation financées par le compte d'appui devraient être revues et que le résultat de cet examen devrait être consigné dans le projet de budget pour 2013/14. Il estime que les activités de formation financées par toutes les sources de financement devraient être mieux coordonnées et mieux suivies et que toutes les ressources nécessaires à la formation dans les opérations de maintien de la paix devraient être présentées de manière plus complète et plus transparente. Les observations et recommandations du Comité consultatif sur les questions de formation dans les opérations de maintien de la paix figurent dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations (A/66/718).

#### Présentation des cadres de budgétisation axée sur les résultats

27. Le Comité consultatif constate que, dans l'ensemble, la présentation des cadres de budgétisation axée sur les résultats a été améliorée dans les rapports sur la présentation du budget et sur l'exécution du budget du compte d'appui mais il estime qu'il faut encore les affiner, notamment dans les domaines suivants :

a) Il est indiqué que les fonctions du conseiller en communication pour les questions de police, au Département des opérations de maintien de la paix, consistent, entre autres, à protéger l'identité de la Police des Nations Unies (A/66/721, par. 121). Le Comité trouve que cette notion n'est pas claire et qu'il faudrait qu'elle soit définie par l'Assemblée générale;

b) Pour le Département de l'appui aux missions, à l'indicateur de succès 3.12, il est proposé de réduire de 40 % la consommation de carburant d'aviation dans toutes les missions de maintien de la paix en 2012/13. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que l'indicateur de succès 3.12 signifiait que 40 % de la flotte aérienne serait plus économe en carburant grâce à l'application de mesures comme la réduction du nombre d'aéronefs, l'achat de nouveaux hélicoptères plus économes en carburant et le retrait progressif des vieux aéronefs qui consomment beaucoup de carburant. **Le Comité consultatif fait remarquer que dire que 40 % de la flotte aérienne sera plus économe en carburant n'équivaut pas à dire qu'il y aura une réduction de 40 % de la consommation de carburant d'aviation dans toutes les missions de maintien de la paix en 2012/13.** Il rappelle que dans sa résolution 65/289, l'Assemblée générale a souligné l'importance d'évaluer toute la gamme et la rentabilité globale des facteurs ayant trait aux services aériens, dont la consommation de carburant, les dépenses d'entretien et les impératifs de sûreté et de sécurité (résolution 65/289, par. 48). Il fait d'autres observations sur la gestion des opérations aériennes dans les missions de maintien de la paix dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations (A/66/718);

c) Pour le Département de l'information (A/66/721, par. 663), le Comité consultatif prend note de l'indicateur de succès 1.1, à savoir que 60 % des produits mis en distribution soient diffusés ou incorporés dans les sites Web d'information par au moins cinq organes de presse à vocation régionale. **Le Comité consultatif estime que cet indicateur ne semble pas correspondre à la réalisation escomptée qui concerne la présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix;**

d) Le Comité relève que, dans son rapport sur l'exécution du budget, le Secrétaire général indique que certains produits prévus n'ont pas été obtenus en 2010/11 car l'Assemblée générale n'avait pas approuvé leur financement. Ainsi, il est indiqué qu'au Département de la gestion, l'examen rapide de toutes les demandes de contrôle hiérarchique faites par des missions de maintien de la paix (dans un délai de 30 jours pour les affaires concernant le Siège et de 45 jours pour les affaires hors Siège) n'a pas eu lieu car l'Assemblée n'a pas approuvé la création du Groupe du contrôle hiérarchique. **Le Comité consultatif étant d'avis que le contrôle hiérarchique est une fonction qui doit s'exercer en continu, périodiquement et dans les meilleurs délais, il regrette que ce travail important n'ait pas été accompli (voir également par. 106 et 107 ci-après).**

#### **Représentation des pays fournissant des contingents dans les effectifs des opérations de maintien de la paix**

28. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 7 de sa résolution 65/290, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire de nouveaux efforts concrets pour que les pays qui fournissent des contingents soient correctement représentés au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions. En réponse à ses questions, le Comité a reçu des informations sur la composition des deux départements au Siège. **D'après ces renseignements, le Comité consultatif estime qu'il faut redoubler d'efforts**

**pour améliorer la représentation des pays concernés et il demande que des informations sur les mesures prises à cette fin figurent dans le prochain rapport du Secrétaire général sur le compte d'appui.** Il fait d'autres observations sur la représentation des pays fournissant des contingents et la représentation des femmes dans les effectifs des missions de maintien de la paix dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations (A/66/718).

#### **Gestion des postes vacants**

29. Le Comité consultatif a été informé qu'afin de gérer prudemment les ressources approuvées au titre du budget ordinaire pour l'exercice biennal 2012/13, certaines mesures avaient été prises récemment pour toutes les catégories de postes vacants en attente de recrutement qui étaient inscrits au budget ordinaire. Ayant demandé des précisions, il a été informé que ces mesures visaient à mieux suivre l'évolution des dépenses afférentes aux postes. Il lui a été indiqué que le Secrétariat étudierait plus tard, en se fondant sur l'expérience tirée du budget ordinaire, l'opportunité d'appliquer des mesures analogues à d'autres sources de financement, y compris au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

### **III. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011**

30. Dans son rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011, le Secrétaire général indique que le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont conduit des activités financées sur le compte d'appui pour coordonner et appuyer 13 opérations de maintien de la paix, la BSLB, l'AMISOM et la liquidation de la MONUG et de la MINURCAT (A/66/610, par. 2). Un récapitulatif des initiatives clefs menées par les départements et bureaux concernés figure à la section I du rapport. On trouvera dans le document A/66/610/Add.1 des informations sur les produits prévus et les produits exécutés par tous les départements et bureaux financés sur le compte d'appui.

31. Le montant total des ressources autorisées au titre du compte d'appui pour l'exercice 2010/11 s'élevait à 363 811 506 dollars, dont : a) 356 033 000 dollars au titre des postes et des autres objets de dépense autorisés par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/271, y compris 57 033 000 dollars prévus pour le progiciel de gestion intégré; b) 7 672 300 dollars pour le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine autorisés par l'Assemblée dans sa résolution 64/288; et c) 106 206 dollars représentant la part de l'examen structurel des technologies de l'information et des communications autorisés par l'Assemblée dans sa résolution 65/259 (A/66/610, résumé et par. 1).

32. On trouvera un récapitulatif de l'exécution du budget pour l'exercice 2010/11, par catégorie de dépenses, dans le tableau 1 du rapport sur l'exécution du budget. Le montant brut des dépenses pour l'exercice s'est élevé à 341 421 400 dollars, contre 363 811 500 dollars approuvés. Le solde inutilisé se monte à 22 390 100 dollars (6,2 %), en chiffres bruts, soit une sous-utilisation des crédits au titre des postes (13 021 800 dollars) et des autres objets de dépense (9 368 300 dollars).

33. Les principaux écarts pour 2010/11 sont expliqués aux paragraphes 13 à 22 du rapport sur l'exécution du budget. Le Comité consultatif relève dans le rapport que le solde inutilisé, d'un montant de 22 390 100 dollars, tient essentiellement à une sous-utilisation des crédits comme suit :

a) Le montant de 13 021 800 dollars à la rubrique des dépenses de postes s'explique principalement par un taux de vacance de postes plus élevé que prévu au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions, pour cause de retards dans les recrutements, ainsi que par des dépenses communes de personnel inférieures aux prévisions au Département de la gestion;

b) Le montant de 4 183 300 dollars à la rubrique des autres objets de dépense du personnel temporaire (autre que pour les réunions) est dû essentiellement à un taux de vacance de postes plus élevé que prévu à la Division des investigations du Bureau des services de contrôle interne en raison des difficultés rencontrées pour trouver et recruter des candidats ayant les qualifications professionnelles exigées des enquêteurs, ainsi qu'au Département des opérations de maintien de la paix du fait des retards de recrutement;

c) Le montant de 2 644 500 dollars à la rubrique des autres objets de dépense au titre de l'informatique s'explique principalement par les facteurs suivants : la non-réalisation par le Bureau de l'informatique et des communications des activités de développement et application de systèmes prévues, et les postes vacants en ce qui concerne le personnel des services contractuels du Département de l'appui aux missions chargé de l'appui opérationnel TIC; l'inscription par inadvertance de dépenses informatiques de l'exercice 2010/11 au compte du Département de la gestion pour l'exercice 2011/12; et le non-achat du logiciel de gestion des nouveaux dossiers qui devait être installé dans le Bureau des services de contrôle interne, en raison des défauts constatés lors de sa mise à l'essai dans les missions.

34. Le Comité consultatif fait les observations qui s'imposent sur les renseignements figurant dans le rapport sur l'exécution du budget concernant les départements et les bureaux dans l'examen du projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013, à la section V ci-après.

#### **IV. Informations financières mises à jour pour l'exercice en cours**

35. Le Comité consultatif rappelle que pour l'exercice 2011/12, l'Assemblée générale a approuvé par sa résolution 65/290 les crédits d'un montant brut de 344 792 400 dollars demandés pour le compte d'appui, dont 47 185 200 dollars destinés au projet de progiciel de gestion intégré, en application de sa résolution 64/243. Il a reçu un tableau présentant les dépenses effectives et les dépenses prévues pour l'exercice 2011/12, joint en annexe II au présent rapport. Ce tableau indique qu'en date du 29 février 2012, les dépenses engagées pour l'exercice s'élevaient à 236 094 700 dollars. À la fin de l'exercice en cours, les dépenses totales devraient s'élever à 335 651 700 dollars, sur un crédit ouvert à concurrence de 344 792 400 dollars, soit un solde inutilisé de 9 140 700 dollars (2,7 %).



36. Pour le même exercice, dans sa résolution 65/290, l'Assemblée générale a approuvé le maintien de 1 295 postes et la création d'un nouveau poste temporaire. Le Comité consultatif a été informé que sur les 1 295 postes approuvés (868 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 427 postes d'agent des services généraux et catégories apparentées), une moyenne de 1 127 postes était pourvue pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 29 février 2012 (732 postes d'administrateur et 395 poste d'agent des services généraux). Le taux moyen de vacance de postes était de 15,6 % pour les administrateurs et de 7,6 % pour les agents des services généraux pour cette période, contre 15,5 % pour les administrateurs et 14,4 % pour les agents des services généraux durant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 28 février 2011 (A/65/827, par. 65).

**37. Le Comité consultatif demande que les informations les plus récentes concernant les dépenses effectives et les dépenses prévues et les taux d'occupation des postes soient fournies à l'Assemblée générale au moment où elle examinera les propositions du Secrétaire général pour le budget du compte d'appui.**

## **V. Projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013**

### **Ensemble des ressources nécessaires**

38. Dans son rapport sur le budget du compte d'appui pour l'exercice (A/66/721), le Secrétaire général estime le total des ressources nécessaires à 320 456 700 dollars (brut), soit une réduction de 24 335 700 dollars (7,1 %), par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2011/12. Le Comité consultatif observe qu'en comparaison avec les dépenses d'un montant de 335 651 700 dollars prévues pour l'exercice 2011/12 (voir par. 35 ci-dessus), les ressources demandées pour l'exercice 2012/13 représentent une réduction de 15 195 000 dollars. Il a reçu un tableau des crédits demandés pour le compte d'appui pour l'exercice 2012/13, indiquant l'ensemble des ressources demandées au titre des postes et autres objets de dépense, ainsi qu'une répartition par département et bureau des ressources à financer sur le compte d'appui (voir annexe III). Le total des ressources demandées pour 2012/13 se répartit comme suit :

a) Les dépenses relatives aux postes et autres objets de dépense, d'un montant de 283 119 100 dollars, soit une réduction de 14 488 100 dollars (4,9 %) par rapport aux montants alloués au titre des postes (187 237 700 dollars) et des autres objets de dépense (95 881 400 dollars) pour l'exercice 2011/12;

b) Les dépenses relatives au projet de progiciel de gestion intégré d'un montant de 37 337 600 dollars (réduction de 9 847 600 dollars (20,9 %) par rapport aux ressources allouées au même projet pour l'exercice 2011/12), conformément à la résolution 66/246 de l'Assemblée générale et sur la base des estimations présentées dans le troisième rapport d'étape du Secrétaire général sur ce projet (A/66/381).

39. D'après le projet de budget, le Comité consultatif observe que les ressources demandées pour l'exercice 2012/13 comprennent également : a) la part du compte d'appui consacrée aux postes et autres objets de dépense de l'administration de la justice (3 321 800 dollars); b) la part du compte d'appui consacrée aux dépenses

renouvelables du centre informatique auxiliaire (362 200 dollars), en application de la résolution 66/247 de l'Assemblée générale; et c) les ressources nécessaires pour financer l'assurance maladie après la cessation de service des retraités des opérations de maintien de la paix (8 484 000 dollars) (A/66/721, par. 18 à 20).

40. Le Secrétaire général fournit, aux paragraphes 16 à 33 de son projet de budget (A/66/721), une analyse des ressources demandées pour l'exercice 2012/13. Il impute essentiellement la réduction de 14 488 100 dollars dans le projet de budget (le projet de progiciel de gestion intégré étant mis à part) aux éléments suivants :

a) Le transfert proposé des fonctions du Département de l'appui aux missions à la BSLB et au centre de communications secondaire actif à Valence, les dépenses au titre des postes et autres objets de dépense étant inscrites au projet de budget de la BSLB pour l'exercice 2012/13;

b) Des dépenses non renouvelables relatives à la mise en place de systèmes informatiques déjà approuvés, pour laquelle un crédit avait été prévu au budget de l'exercice 2011/12;

c) Le fait qu'aucun crédit supplémentaire ne soit demandé pour financer de nouvelles initiatives informatiques en 2012/13.

41. Le Secrétaire général indique en outre qu'après déduction des dépenses au titre des postes et autres objets de dépense associées au transfert de fonctions susmentionnées, le total des crédits demandés pour l'exercice 2012/13 est inférieur de 6 839 700 dollars (2 %) au crédit ouvert pour l'exercice 2011/12. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les ressources demandées au titre du transfert de fonctions du Siège à la BSLB et au centre de communication secondaire actif à Valence s'élevaient à 7 648 400 dollars, réparties entre les postes (4 430 800 dollars) et les autres objets de dépense (3 217 600 dollars). Ces derniers comprennent le personnel temporaire (autre que pour les réunions) (1 094 800 dollars), les voyages (357 300 dollars), les installations et infrastructures (740 000 dollars), les communications (50 000 dollars) et l'informatique (975 500 dollars).

### **Paramètres budgétaires**

42. Les paramètres budgétaires appliqués aux dépenses au titre des postes et autres objets de dépense pour l'exercice 2012/13 sont expliqués aux paragraphes 37 à 44 du projet de budget du Secrétaire général pour le compte d'appui. Le Comité consultatif relève que des taux de vacance de postes de 15,9 % et 7,9 % ont été appliqués aux estimations concernant, respectivement, les postes d'administrateur et les postes d'agent des services généraux, en fonction des taux moyens de vacance de postes effectifs connus au moment de l'établissement du projet de budget (voir par. 36 ci-dessus). Les taux de vacance de postes appliqués aux estimations des dépenses au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) sont de 25,4 %, de 6,8 % pour les postes existants et de 65 % et 50 %, respectivement, pour les nouveaux emplois d'administrateur et d'agent des services généraux.

43. **Ayant observé que les crédits inutilisés pour l'exercice 2010/11 s'expliquent principalement par les vacances de postes occasionnées par les retards de recrutement au Département des opérations de maintien de la paix (5 221 100 dollars) et au Département de l'appui aux missions (6 424 000 dollars) (voir par. 33 ci-dessus et A/66/610, par. 24 et 34), le Comité**

consultatif est d'avis que ces deux départements devraient s'efforcer d'accélérer leur procédure de recrutement et, si des postes demeurent vacants pendant des périodes prolongées, de les réexaminer en vue de déterminer s'ils en ont besoin pour s'acquitter de leurs mandats respectifs. Il aborde également la question des taux de vacance dans les opérations de maintien de la paix dans son rapport sur les questions transversales relatives au maintien de la paix (A/66/718).

44. Les paramètres budgétaires de l'exercice 2012/13 comprennent notamment : a) les coûts de location (14 300 dollars par membre du personnel, appliqués à tous les postes proposés au Siège, en fonction des tarifs des baux commerciaux actuellement en vigueur sur le marché) qui sont administrés de façon centralisée par le Département de la gestion, pour tous les départements et bureaux financés sur le compte d'appui; b) la maintenance du matériel informatique (1 500 dollars par membre du personnel, sur la base de l'accord de prestation de services standard de catégorie B du Bureau de l'informatique et des communications); et c) l'achat de nouveaux ordinateurs de bureau et de nouveaux ordinateurs portables, d'un coût unitaire moyen de 900 et 1 500 dollars, respectivement. **Le Comité consultatif estime que les coûts moyens des ordinateurs sont élevés; il demande qu'il soit procédé à l'examen du prix unitaire effectif des ordinateurs et que les résultats de cet examen figurent dans le prochain projet de budget, avec les prix éventuellement révisés. Il estime également que des prix ainsi révisés devraient, le cas échéant, être appliqués aux estimations budgétaires portant sur toutes les autres sources de financement.**

#### Postes

45. Les dépenses prévues au titre des postes à financer sur le compte d'appui pendant l'exercice 2012/13 s'élèvent à 187 237 700 dollars, soit une réduction de 4 214 600 dollars (2,2 %) par rapport aux dépenses de 2011/12. Ce montant couvre 1 259 postes (852 postes d'administrateur et 407 postes d'agent des services généraux), contre 1 295 postes approuvés pour l'exercice 2011/12 (868 postes d'administrateur et 427 postes d'agent des services généraux), soit une réduction de 36 postes (16 postes d'administrateur et 20 postes d'agent des services généraux) (A/66/721, résumé). Le Comité consultatif observe que, tandis que la suppression de 36 postes est proposée dans le budget du compte d'appui, le projet de budget de la BSLB prévoit la création de 34 postes concernant des fonctions qu'il est prévu de transférer à la BSLB et au centre de communications secondaire actif de Valence (voir par. 51 et 52 ci-après).

46. Les dépenses nécessaires au titre des postes pour l'exercice 2012/13 figurent à l'annexe IV du présent rapport, ventilées par département et bureau. Le Comité consultatif a également reçu un tableau concernant les transferts, réaffectations, reclassements et suppressions de postes proposés, ainsi que les changements de noms de certains services ou groupes proposés pour l'exercice 2012/13 (voir annexe V). Un récapitulatif des modifications du tableau d'effectifs proposées par le Secrétaire général et les recommandations du Comité consultatif y afférentes sont présentés ci-après.

#### Transfert

47. Le transfert des 26 postes ci-après est inscrit au budget du compte d'appui pour l'exercice 2012/13 (A/66/721) :

a) 2 postes [1 spécialiste des questions politiques (P-5) et 1 spécialiste des questions politiques (P-4)] à transférer de l'Équipe d'appui aux activités de paix de l'Union africaine au Bureau du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix (voir par. 74 ci-après);

b) 6 postes [spécialiste des ressources humaines : 1 P-4, 2 P-3 et 1 P-2; assistant chargé des ressources humaines : 1 agent des services généraux (1<sup>re</sup> classe) et 1 agent des services généraux (Autres classes)] à transférer au sein de la Division du personnel des missions (Département de l'appui aux missions) (voir annexe V);

c) 2 postes de technicien en télécommunications [agent des services généraux (1<sup>re</sup> classe)] à transférer de la Division de l'informatique et des communications (Département de l'appui aux missions) au Bureau de l'informatique et des communications (Département de la gestion);

d) 16 postes à transférer au Bureau des services de contrôle interne : 1 de la MINUS à la MINUSS (Division des enquêtes); 9 de la MINUS à la MINUSS et 1 de la MINUL à l'ONUCI (Division de l'audit interne); et 5 (2 de la MINUAD, 2 de la MINUS et 1 de la MONUSCO) au Bureau des auditeurs résidents au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) (Division de l'audit interne).

**48. Le Comité consultatif n'a pas d'objection aux transferts proposés par le Secrétaire général.**

#### *Réaffectation/reclassement*

49. Il est proposé de réaffecter et de reclasser un poste de spécialiste de la gestion administrative de classe P-3 en poste de conseiller en communication pour les questions de police de classe P-4 au Bureau du Conseiller pour les questions de police du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité (Département des opérations de maintien de la paix) (A/66/721, par. 120 à 122). **Le Comité consultatif recommande l'approbation de la réaffectation proposée pour ce poste; mais il ne recommande pas qu'il soit reclassé à la classe P-4. On trouvera des explications plus détaillées à ce sujet aux paragraphes 77 à 79 ci-après.**

50. À la Division du personnel des missions (Département de l'appui aux missions), il est également proposé de réaffecter un poste de spécialiste des ressources humaines (P-3) du Service de la gestion du personnel des missions au Bureau du Directeur pour en faire un poste d'administrateur de programme (ibid., par. 215). Il est indiqué que le Bureau du Directeur n'a actuellement pas de moyens propres pour coordonner et superviser la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions ni pour faire face à l'accroissement considérable de la charge de travail. **Le Comité consultatif n'a pas d'objection à la réaffectation proposée.**

#### *Suppressions de postes*

51. Les 36 postes dont la suppression est proposée dans le projet de budget du compte d'appui se répartissent comme suit :

a) À la Division du personnel des missions (Département de l'appui aux missions), 11 postes seraient supprimés du budget du compte d'appui et simultanément inscrits au budget de la BSLB pour être affectés au centre de communications secondaire actif de Valence (voir A/66/721, par. 208) comme suit :

- i) Section des indemnités et des voyages : 1 poste de chef de section (P-5), 1 spécialiste des ressources humaines (P-4) et 1 poste d'assistant chargé des ressources humaines [agent des services généraux (Autres classes)];
- ii) Section de l'Europe et des Amériques : 1 poste d'assistant chargé des ressources humaines [agent des services généraux (Autres classes)];
- iii) Section de l'assurance qualité et de la gestion de l'information : 1 poste de spécialiste des ressources humaines (P-3) et 2 postes d'assistant chargé des ressources humaines [agent des services généraux (Autres classes)];
- iv) Section de l'encadrement des politiques et de la structuration organisationnelle : 4 postes d'assistant chargé des ressources humaines [agent des services généraux (Autres classes)];

b) Il est proposé de supprimer les postes suivants à la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions : 2 postes d'assistant chargé des ressources humaines [agent des services généraux (Autres classes)], l'un à la Section de l'Europe et des Amériques, l'autre à la Section de l'assurance qualité et de la gestion de l'information;

c) À la Division du Soutien logistique (Département de l'appui aux missions), il est proposé de supprimer 23 postes, les mêmes postes devant être simultanément créés à la BSLB :

- i) Service du soutien aux opérations : 1 chef du Service (D-1) et 1 assistant administratif [agent des services généraux (Autres classes)];
- ii) Section des opérations logistiques : 1 fonctionnaire du soutien logistique (P-3) et 1 assistant logisticien [agent des services généraux (Autres classes)];
- iii) Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide : 1 chef du Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide (P-4), 1 spécialiste des stocks stratégiques pour déploiement rapide (P-3), 1 assistant aux finances [agent des services généraux (1<sup>re</sup> classe)], 1 assistant aux opérations [agent des services généraux (Autres classes)];
- iv) Section des approvisionnements : 2 postes P-4 et 1 poste P-3 de fonctionnaire de l'approvisionnement et 2 postes d'assistant à l'approvisionnement [agent des services généraux (Autres classes)];
- v) Section du génie : 1 poste P-4 et 4 postes P-3 d'ingénieur et 2 postes d'assistant au soutien logistique [agent des services généraux (Autres classes)];
- vi) Section du transport de surface : 1 poste P-3 de fonctionnaire des transports et 2 postes d'assistant (transports) [agent des services généraux (Autres classes)].

52. Le Comité consultatif a obtenu à sa demande le tableau ci-dessous, où sont énumérés les 34 postes et 16 emplois de temporaire devant être créés à Brindisi et à Valence au cours de l'exercice 2012/13, par type de poste ou d'emploi, par classes, par lieu d'affectation et par bureau.

Tableau 5  
**Postes et emplois de temporaire devant être créés à la BSLB  
et au centre de communications secondaire actif de Valence**

<i>Bureau/type (de poste ou d'emploi)</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Classe</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>
Division du personnel des missions	Valence		
Emplois PT		G(AC)	4
		P-3	12
<b>Total partiel</b>			<b>16</b>
Postes		G(AC)	8
		P-3	1
		P-4	1
		P-5	1
<b>Total partiel</b>			<b>11</b>
<b>Total partiel, Division du personnel des missions</b>			<b>27</b>
Division du soutien logistique	Brindisi		
Postes		G(AC)	9
		G(1°C)	1
		P-3	8
		P-4	4
		D-1	1
<b>Total partiel, Division du soutien logistique</b>			<b>23</b>
<b>Total</b>			<b>50</b>

*Abréviations :* G(AC), agent des services généraux (Autres classes); G(1°C), agent des services généraux (1<sup>re</sup> classe); PT, Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

53. Le Comité consultatif a demandé si le transfert prévu des fonctions de la Division du soutien logistique aurait une incidence sur la délégation des pouvoirs en matière d'achats, compte tenu de la résolution 59/288 de l'Assemblée générale concernant la réforme des achats. Il a été informé que les transferts proposés n'auraient pas d'effet sur les questions relatives aux achats abordées dans la résolution, ni sur la délégation des pouvoirs en matière d'achats.

54. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la suppression proposée des 23 postes à la Division du soutien logistique (Département de l'appui aux missions) au Siège, ni à la création simultanée des mêmes postes à la BSLB. Il ne voit pas d'objection non plus à la suppression de deux postes d'assistant chargé des ressources humaines [agent des services généraux (Autres classes)] à la Division du personnel des missions (Département de l'appui aux missions),

celle-ci estimant que ces deux postes n'avaient plus de raison d'être (A/66/721, par. 214 et 218).

55. À ce stade, le Comité ne recommande pas de donner suite à la proposition du Secrétaire général visant à supprimer 11 postes à la Division du personnel des missions (Département de l'appui aux missions) et à les réaffecter au centre de communications secondaire actif de Valence. Compte tenu de la position qu'il a adoptée au sujet de la proposition du Secrétaire général relative à la situation des installations de Valence, il recommande le maintien des 11 postes à la Division du personnel des missions, au Siège, pour l'exercice 2012/13. Les recommandations du Comité sont présentées en détail dans ses rapports sur la stratégie globale d'appui aux missions et sur le projet de budget de la BLSB, où la question des postes susmentionnés est également évoquée (voir A/66/718, sect. IV et A/66/718/Add.15).

#### *Restructuration*

56. Le Secrétaire général propose de modifier la nomenclature organisationnelle de la Division du personnel des missions et de la Division du soutien logistique (Département de l'appui aux missions), et du Bureau des services centraux d'appui (Département de la gestion), de la manière suivante (voir annexe V) :

a) Division du personnel des missions : la « Section des indemnités et des voyages » deviendrait l'« Équipe des indemnités et des voyages »;

b) Division du soutien logistique : le « Service du soutien aux opérations » deviendrait la « Section du soutien aux opérations »; le « Service du soutien spécialisé », le « Service du soutien stratégique »; et le « Service des transports et des mouvements », le « Service des transports stratégiques »;

c) Bureau des services centraux d'appui : l'Équipe des mouvements stratégiques de marchandises et le Groupe des affrètements ponctuels et des opérations de transit fusionneraient pour former l'« Équipe des mouvements stratégiques » à la Section de la logistique et du transport de la Division des achats.

57. S'agissant des changements de nomenclature proposés, le Comité consultatif a été informé que dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions, conformément à la résolution 64/269 (sect. VI, par. 15 et 16) de l'Assemblée générale, le Département de l'appui aux missions avait procédé à un examen de chacune de ses divisions. En ce qui concerne la Division du soutien logistique, le projet de transfert de fonctions du Siège à la Base de soutien logistique se traduirait par des changements structurels et la suppression de postes à la Division (voir aussi A/66/721, par. 252, 261 et 267). **Le Comité ne voit pas d'objection à ce que les bureaux de la Division de soutien logistique et du Bureau des services centraux d'appui soient rebaptisés. Compte tenu de la position qui est la sienne concernant le transfert des fonctions au centre de communications secondaire actif de Valence, il estime que la Section des indemnités et des voyages (Division du personnel des missions) devrait garder son nom actuel.**

#### *Examen des postes*

58. Le Comité consultatif rappelle que, comme l'a demandé l'Assemblée générale, il convient de communiquer, au cours de l'examen du budget du compte d'appui,

des explications sur les postes qui seront restés vacants pendant au moins 12 mois au 30 juin d'une année donnée, (résolution 58/298, par. 12). À la lecture du projet de budget, il note que le Secrétaire général ne prévoit pas que tel ou tel poste à reconduire soit resté vacant pendant 12 mois ou plus au 30 juin 2012 (A/66/721, par. 45).

### **Autres objets de dépenses**

#### *Personnel temporaire (autre que pour les réunions)*

59. Le Comité consultatif note que 150 emplois de temporaire et 176 personnes/mois financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions) sont proposés pour l'exercice 2012/13, contre 162 emplois de temporaire et 92 personnes/mois approuvés pour 2011/12 (voir annexe VI). Sur les 150 emplois proposés pour 2012/13, 139 correspondent à des reconductions et 11 à de nouveaux emplois. Dans le projet de budget du compte d'appui, il est proposé de reconduire pour six mois 16 emplois de temporaire à la Division du personnel des missions (Département de l'appui aux missions) qui seraient inscrits au budget de la BSLB pour les mois restants de l'exercice 2012/13. **Le Comité ne voit pas d'objection à la reconduction proposée des 139 emplois de temporaire ni à celle des personnes/mois compte tenu des justifications fournies par le Secrétaire général, à ces deux exceptions près : a) le nouveau poste P-4 proposé pour six mois (voir par. 93 ci-dessous); et b) la reconduction proposée pour six mois de 16 emplois de personnel temporaire (autre que pour les réunions) à la Division du personnel du Département de l'appui aux missions, et l'inscription de fonds correspondant à six mois supplémentaires au budget de la BSLB (voir par. 52 et 92 ci-dessous). Le Comité recommande le maintien de ces derniers postes au Siège pour l'exercice 2012/13.**

60. Le Comité consultatif note, à la lecture de l'annexe VI, que plus de 100 des 139 emplois de personnel temporaire (autre que pour les réunions) sont en place depuis trois ans ou plus, des douzaines d'entre eux l'étant notamment depuis quatre à cinq ans ou plus (voir par. 150 ci-dessous). Il relève également qu'au sein de son propre secrétariat existe depuis deux ans un emploi dont les fonctions ont à son sens un caractère permanent. **Le Comité fait ressortir que le fait qu'un tel nombre de postes continuent d'être financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) montre qu'il convient de revoir les fonctions concernées pour déterminer si elles sont à caractère temporaire ou permanent. Tout en comprenant que certaines des positions défendues aient pu découler des décisions de l'Assemblée générale elle-même, le Comité estime que le recours aux emplois de personnel temporaire (autre que pour les réunions) devrait respecter la transparence budgétaire. À ce titre, il rappelle que le personnel temporaire est destiné à assurer des fonctions à caractère provisoire, notamment dans le cadre de remplacement de personnel permanent en congé de maladie ou de maternité.**

61. Le Secrétaire général propose que soient financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) 11 nouveaux emplois en tout, répartis comme suit : Département de l'appui aux missions (1), Département de la gestion (7), Bureau des services centraux d'appui (1) et Cabinet du Secrétaire général (2). On trouvera ci-dessous un récapitulatif de ces emplois et les recommandations du Comité consultatif, des explications plus détaillées étant



présentées dans les paragraphes ci-après concernant tel ou tel département et bureau concerné, le cas échéant.

**62. Compte tenu des justifications et des renseignements complémentaires fournis par le Secrétaire général, le Comité consultatif recommande l'approbation des quatre nouveaux emplois financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions), étant entendu que ces quatre emplois sont tous associés à des fonctions d'une durée limitée et n'ont pas de caractère permanent :**

**a) Département de l'appui aux missions : un directeur (D-2) du Bureau du Sous-Secrétaire général (voir par. 85 à 87 ci-dessous);**

**b) Département de la gestion :**

**i) Un chef de projet (P-5) chargé des normes IPSAS (Bureau du contrôleur) (voir par. 115 ci-dessous);**

**ii) Un analyste (P-3) des systèmes de gestion (Section de l'informatique ressources humaines) (voir par. 116 à 118 ci-dessous);**

**iii) Un spécialiste (P-3) des systèmes informatiques chargé du système électronique de gestion des carburants (Bureau de l'informatique et des communications) (voir par. 144 à 146 ci-dessous).**

**63. Le Comité consultatif se prononce contre les sept nouveaux emplois de temporaire suivants :**

**a) Département de la gestion :**

**i) Un fonctionnaire (P-4) des finances et du budget (Division du financement des opérations de maintien de la paix) (voir par. 108 et 109 ci-dessous);**

**ii) Un analyste (P-3) des systèmes de gestion et un analyste assistant des systèmes de gestion [agent des services généraux (Autres classes)], Section de l'informatique ressources humaines (Siège) (voir par. 116 à 118 ci-dessous);**

**iii) Un assistant au contrôle du système [agent des services généraux (Autres classes)], Section de l'informatique ressources humaines à Bangkok (voir par. 119 ci-dessous).**

**b) Bureau des services centraux d'appui : un assistant enquêteur [agent des services généraux (Autres classes)] (voir par. 147 ci-dessous);**

**c) Cabinet du Secrétaire général : un Coordonnateur (D-1) pour les questions relatives à la situation des femmes et un assistant administratif [agent des services généraux (Autres classes)] (voir par. 151 à 153 ci-dessous).**

#### *Voyages*

**64. Les dépenses prévues au titre des voyages pour l'exercice 2012/13 se chiffrent à 12 177 800 dollars, soit une diminution de 637 300 dollars (5 %) par rapport au montant de 2011/12. Le total des ressources demandées correspond au financement sur le compte d'appui de neuf départements et bureaux selon la répartition suivante :**

**a) 5 290 700 dollars pour le Département des opérations de maintien de la paix;**

b) 1 968 300 dollars pour le Département de l'appui aux missions; c) 2 239 500 dollars pour le Département de la gestion; d) 1 373 600 dollars pour le Bureau des services centraux d'appui; e) 159 000 dollars pour le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies; f) 72 300 dollars pour le Bureau de la déontologie; g) 34 000 dollars pour le Bureau des affaires juridiques; h) 64 700 dollars pour le Département de l'information; i) 975 700 dollars pour le Département de la sûreté et de la sécurité.

**65. Le Comité consultatif réaffirme son opinion selon laquelle les dépenses de voyage devraient être aussi limitées que possible compte tenu des améliorations apportées aux autres moyens de communication. Dans son rapport sur les voyages aériens (A/66/739, par. 26), il a estimé qu'avant d'autoriser un voyage en mission, il importe avant tout de déterminer si des contacts personnels sont nécessaires à l'exécution d'un mandat. Dans le cas contraire, il convient d'avoir recours à d'autres options. Le Comité recommande donc une diminution totale de 323 900 dollars des dépenses de voyage prévues pour l'exercice 2012/13, les montants à éliminer se répartissant comme suit :**

a) 76 000 dollars dans les crédits proposés pour le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (voir par. 72 ci-dessous);

b) 72 200 dollars dans ceux du Bureau du Secrétaire général adjoint (Département de l'appui aux missions) (voir par. 88 ci-dessous);

c) 100 000 dollars dans ceux du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité (Département de la gestion) (voir par. 111 ci-dessous);

d) 75 700 dollars dans ceux du Département de la sûreté et de la sécurité (voir par. 160 ci-dessous).

*Appui du Siège concernant les questions budgétaires et financières*

66. Le Comité consultatif note que le Département de la gestion et celui de l'appui aux missions se rendent l'un et l'autre dans les missions de maintien de la paix pour fournir sur place une aide en matière budgétaire et financière, notamment en ce qui concerne l'établissement de la présentation des budgets des missions et l'évaluation des ressources nécessaires. Pour l'exercice 2012/13, il est proposé que le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité du Département de la gestion se rende dans huit opérations de maintien de la paix au titre de l'appui technique (236 460 dollars) et de la formation (199 100 dollars) et que la Division du budget et des finances du Département de l'appui aux missions se rende dans 10 missions au titre de l'appui technique (153 200 dollars).

**67. Le Comité estime que la planification des visites sur le terrain devrait faire l'objet d'une coordination entre le Département de la gestion et le Département de l'appui aux missions. Il encourage par ailleurs le Secrétaire général à étudier la possibilité de regrouper l'appui fourni par les départements du Siège aux opérations de maintien de la paix en ce qui concerne les questions budgétaires et financières, et de rendre compte des résultats dans le cadre de l'examen permanent de la procédure d'établissement des budgets de maintien de la paix. Ses observations concernant l'examen permanent figurent dans son rapport sur les questions transversales relatives aux opérations de maintien de la paix (A/66/718).**

*Portail d'information intégré*

68. Le montant de 770 000 dollars demandé correspond aux dépenses nécessaires pour acquérir des licences de logiciels, payer les redevances et s'assurer des services contractuels pour la poursuite de la mise en œuvre du portail d'information intégré. **Le Comité consultatif recommande que le montant proposé au titre du portail d'information intégré soit réduit de 70 000 dollars (voir par. 139 ci-après).**

## **A. Département des opérations de maintien de la paix**

### **1. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine**

69. Le Comité consultatif rappelle que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/288 du 1<sup>er</sup> juillet 2010, a pris la succession de quatre entités installées à Addis-Abeba et dotées de mandats distincts dans le domaine de la paix et de la sécurité en Afrique, à savoir : a) le Bureau de liaison des Nations Unies auprès de l'Union africaine; b) l'Équipe d'appui aux activités de paix de l'Union africaine; c) l'Équipe de planification des Nations Unies pour la Mission de l'Union africaine en Somalie; et d) les services chargés de l'appui administratif au sein du Mécanisme conjoint d'appui et de coordination (A/64/792, par. 3). Au cours de son examen des propositions du Secrétaire général relatives au compte d'appui, le Comité a été informé que le Bureau était devenu pleinement opérationnel en août 2011. Ayant demandé des précisions, il a également été informé qu'aucune circulaire du Secrétaire général concernant le statut du Bureau n'avait encore été publiée et que le Secrétariat s'attelait actuellement à cette tâche. **Le Comité consultatif compte que le statut du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine sera précisé dès que possible.**

*Coopération entre le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, l'Union africaine et le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie*

70. Le Comité consultatif a demandé des renseignements sur les bienfaits tangibles qu'apportait le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et l'étendue de sa coopération avec l'UNSOA. Il a été informé que le Bureau avait enregistré de grands progrès depuis qu'il était devenu pleinement opérationnel, le plus notable étant la collaboration concernant l'élargissement des opérations de l'AMISOM. Il lui a été précisé que cette avancée était saluée par l'Union africaine et certains États Membres. S'agissant du partenariat avec l'Union africaine, la présence à Addis-Abeba de hauts représentants de l'ONU permettait de garantir que les vues de l'Organisation soient entendues et prises en compte. Il a également été indiqué au Comité que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine était chargé d'offrir des compétences techniques à la Commission de l'Union africaine en vue de la planification, du déploiement et de la gestion de l'AMISOM, que l'UNSOA avait pour mission de fournir un dispositif d'appui logistique à l'AMISOM sur le terrain, et que ces deux entités coopéraient donc sur les plans stratégique et opérationnel.

*Collaboration entre le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine  
et la Commission économique pour l'Afrique*

71. Au cours de son examen du budget initial du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, le Comité consultatif a déclaré qu'il comptait que le nouveau Bureau et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) coordonneraient étroitement leurs activités et que le Bureau serait installé dès que possible dans le complexe de la Commission. Il a également estimé que le Bureau devrait pouvoir faire appel aux services d'appui de la CEA dans des domaines tels que la gestion des ressources humaines, la sécurité, les services médicaux, les services de paie et les services informatiques (A/64/792, par. 22). Durant son examen des propositions du Secrétaire général concernant le compte d'appui, le Comité consultatif a été informé qu'en raison du retard pris dans la construction du nouveau bâtiment destiné à accueillir le Bureau et la CEA, on prévoyait que les gains d'efficacité réalisés grâce à la fourniture de services communs une fois le partage de locaux effectif ne se matérialiseraient qu'au cours de l'exercice budgétaire 2013/14. Il a également été informé qu'afin de permettre à la CEA de fournir plus facilement ses services au Bureau, celui-ci avait détaché, selon que de besoin, jusqu'à six membres de son personnel à la Commission de façon à proposer au Bureau certains services dans les domaines des finances, des voyages, des achats, des services médicaux, du génie et de la sécurité. **Le Comité consultatif encourage la Commission économique pour l'Afrique à continuer de chercher des moyens de mettre en commun ses services avec le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine. Il compte que ces deux entités tireront profit de leur future installation dans les mêmes locaux pour réaliser des gains d'efficacité concrets dans le cadre de leurs activités.**

*Voyages*

72. Le Comité consultatif note qu'un montant de 376 000 dollars est demandé au titre des voyages pour l'exercice 2012/13, ce qui représente une augmentation de 227 900 dollars (153,9 %) (A/66/721, par. 55). Le Bureau étant devenu pleinement opérationnel pendant l'exercice en cours, le Comité estime qu'une certaine augmentation des ressources nécessaires aux voyages lors du prochain exercice est justifiée. **Néanmoins, le Comité consultatif encourage le Bureau à hiérarchiser les dépenses consacrées aux voyages. Il recommande par conséquent que les crédits demandés au titre des voyages pour l'exercice 2012/13 soient réduits de 76 000 dollars.**

*Rapport sur l'exécution du budget*

73. Le Comité consultatif constate, à la lecture du rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2010/11 (A/66/610), que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine s'est acquitté de certaines grandes activités prévues, telles que l'élaboration et l'approbation d'une troisième feuille de route pour la mise en place de la force africaine en attente et la fourniture d'une assistance non négligeable à l'Union africaine pour l'aider à administrer avec succès les activités opérationnelles de l'AMISOM, y compris l'accroissement des effectifs militaires jusqu'au niveau maximum autorisé. Toutefois, il note également que certains produits planifiés importants n'ont pas été exécutés, en raison de facteurs externes et internes. Le principal facteur interne est l'insuffisance des ressources humaines, le Bureau ayant été créé au cours de l'exercice et ayant enregistré un taux moyen de vacance de

postes de 34,9 %. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que le taux de vacance de postes avait été réduit à 9,7 %. **Le Comité consultatif compte que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine exécutera de manière plus satisfaisante les tâches qui lui ont été confiées à mesure que les postes seront pourvus et que le Bureau deviendra pleinement opérationnel (voir aussi par. 74 ci-dessous).**

## 2. Bureau des opérations

### *Transfert de deux postes au Bureau des opérations*

74. Il est proposé de transférer l'Équipe d'appui aux activités de paix de l'Union africaine, notamment ses deux administrateurs (1 P-5 et 1 P-4), de la Division de l'Afrique I au Bureau du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix (A/66/721, par. 90 à 92). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'objectif de ce transfert était de veiller à ce que l'Équipe d'appui bénéficie plus directement des grandes orientations fournies par le Sous-Secrétaire général. Il a également été informé que ce transfert permettrait notamment à l'Équipe de recenser les questions stratégiques, opérationnelles et transversales relatives à l'appui au Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et à l'Union africaine. **Le Comité consultatif compte que le transfert proposé de l'Équipe d'appui aux activités de paix de l'Union africaine permettra au Siège d'aider plus efficacement le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine à s'acquitter de sa mission.**

### *Rapport sur l'exécution du budget*

75. Le Comité consultatif constate que les listes de responsables de l'information ont été activement mises à jour mais que les consultations prévues avec les États Membres n'ont pas eu lieu, la priorité ayant été donnée à l'établissement des listes (voir A/66/610/Add.1, p. 10 et 11). **Le Comité consultatif compte que les consultations prévues seront tenues avec le plus grand nombre possible d'États Membres afin de promouvoir l'échange d'informations sur les listes et d'obtenir d'eux des noms de spécialistes de l'information rapidement déployables.**

76. Le rapport sur l'exécution du budget indique en outre que la mise en œuvre de la politique et du programme type du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions en matière de sûreté sur le terrain dans 14 missions, à la Base de soutien logistique des Nations Unies et dans tous les sites d'appui ne s'est pas déroulée comme prévu. Il y est également précisé que le retard pris dans la mise en œuvre du système s'explique par des problèmes de recrutement, qui avaient été réglés depuis. Dans le même temps, des projets de politique et de directives relatives à la sûreté sur le terrain ont toutefois été élaborés et testés à la MINUSTAH, et devraient être mis en œuvre en juin 2012 au plus tard (voir A/66/610/Add.1, p. 12). **Le Comité consultatif compte que les projets de politique et de directives seront mis en œuvre en temps utile et que les résultats en seront présentés dans le prochain rapport sur l'exécution du budget.**

### 3. Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

#### *Réaffectation/reclassement*

77. En ce qui concerne la réaffectation et le reclassement proposé d'un poste P-3 de spécialiste de la gestion administrative en poste P-4 de conseiller en communication pour les questions de police (voir, plus haut, par. 49), il est indiqué dans le projet de budget que le titulaire collaborerait avec le Département de l'information et la Section des affaires publiques du Département des opérations de maintien de la paix pour promouvoir les activités de police et celles qui ont trait à l'état de droit. Le titulaire reprendrait également les fonctions de communication actuellement exercées par son homologue au sein de la Force de police permanente de Brindisi, car celles-ci gagneraient à être exercées au Siège (A/66/721, par. 120 et 121). Il est donc proposé de supprimer un poste de conseiller en communication pour les questions de police (P-4) au sein de la Force de police permanente, comme l'indique le budget de l'exercice 2012/13 de la Base de soutien logistique des Nations Unies.

78. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les fonctions attachées au poste de spécialiste de la gestion administrative (P-3) avaient été transférées à d'autres postes d'administrateur existants ayant des attributions similaires au sein du Bureau du Conseiller pour les questions de police. Le titulaire du poste P-4 de conseiller en communication pour les questions de police, créé en même temps que la Force de police permanente en 2006 et financé au moyen du compte d'appui (voir la résolution 60/268 de l'Assemblée générale et le document A/60/807), avait pour mission d'élaborer des stratégies de communication pour les opérations de police des Nations Unies dans leur ensemble ainsi que pour chacune des missions. Le poste P-4 a été transféré à la Base de soutien logistique en 2009 et les ressources correspondantes ont été inscrites au budget de celle-ci, lorsqu'il a été décidé que l'ensemble de la Force de police permanente devait être installée à Brindisi (résolution 63/286 de l'Assemblée générale). Le Comité a également été informé qu'il était désormais clair que ce poste pourrait avoir davantage de poids s'il était installé au Siège, où il permettrait de nouer des liens plus étroits avec les institutions chargées de l'état de droit et de la sécurité et avec la Section des affaires publiques du Département. Le Comité a également été informé que la Section des affaires publiques du Département des opérations de maintien de la paix comptait cinq postes (1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 2 postes d'agent des services généraux) et un emploi temporaire (P-3), financés au moyen du compte d'appui.

**79. Tout en recommandant d'approuver la réaffectation proposée du poste P-3 de spécialiste de la gestion administrative en poste P-3 de conseiller en communication pour les questions de police (plutôt que son reclassement à P-4 proposé par le Secrétaire général), le Comité consultatif demande d'examiner si ce poste au Bureau du Conseiller pour les questions de police doit être maintenu durablement, compte tenu des effectifs actuels de la Section des affaires publiques du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'information. Le Comité recommande qu'il soit rendu compte des résultats de cet examen dans le projet de budget pour l'exercice 2013/14.**

80. S'agissant de la présentation de la proposition de réaffectation et de reclassement, le Comité consultatif estime que la description de la proposition figurant dans le budget manque de clarté et de transparence. Il a cherché à savoir si cette proposition consistait de fait à supprimer le poste P-3 et à transférer le poste P-4 de Brindisi au Siège. Il a été informé que, dans un souci de simplification, au

lieu de soumettre une proposition qui aurait des incidences sur deux budgets, le Secrétaire général proposait, pour l'exercice 2012/13, de supprimer du budget de la Base logistique le poste P-4 (voir A/66/718/Add.15, par. 55, et A/66/724, par. 81) et de réaffecter et reclasser un poste relevant déjà du Siège qu'il était prévu de supprimer dans le budget du compte d'appui. **Le Comité consultatif note que cela confirme que, dans le cadre de la présentation des budgets du compte d'appui et de la Base de soutien logistique des Nations Unies, certains éléments ou fonctions avaient été dispersés et imputés à différents budgets, sans que l'on ait précisé clairement, par souci de transparence, la filière hiérarchique, les fonctions et les modalités d'exercice du principe de responsabilité qui permettraient de déterminer l'ensemble des ressources (en personnel et autres) nécessaires à l'exercice des différentes fonctions d'appui.**

*Rapport sur l'exécution du budget*

81. Le Comité consultatif constate, à la lecture du rapport d'exécution du budget (voir A/66/610/Add.1, p. 22 et 23), que deux produits prévus n'ont pas été exécutés, à savoir : a) des retards de recrutement ont entravé l'élaboration d'une série de directives sur la conduite d'audits et d'inspections des composantes de police des Nations Unies; et b) seul un des deux modules d'orientation sur les activités de désarmement, démobilisation et réintégration a été mis au point et devrait être achevé en avril 2012. **Le Comité consultatif compte que des progrès seront réalisés dans ces domaines et qu'il en sera rendu compte dans le prochain rapport sur l'exécution du budget.**

#### **4. Division des politiques, de l'évaluation et de la formation**

*Rapport sur l'exécution du budget*

82. Au paragraphe 25 de son rapport sur l'exécution du budget (A/66/610), le Secrétaire général indique que le solde non utilisé au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) a été contrebalancé par un certain nombre de facteurs, et notamment par la création de postes supplémentaires d'agent des services généraux afin d'assurer l'assistance à la formation, qui n'avait pas fait l'objet d'une demande de crédits. À sa demande, le Comité s'est vu préciser qu'en raison de la multiplication des activités de formation au cours de l'exercice, le Service intégré de formation avait demandé un poste [agent des services généraux (Autres classes)] pour une durée de trois mois, qui viendrait appuyer l'équipe de gestion du programme, notamment pour la conception et la tenue d'une formation à l'intention des conseillers militaires et les conseillers pour les questions de police, et viendrait remplacer un membre du personnel en congé de maladie.

83. Le Comité consultatif note également, à la lecture du rapport sur l'exécution du budget, que neuf missions de maintien de la paix ont participé à un atelier sur les pratiques optimales, contre 14 missions prévues initialement. Le Secrétaire général indique que ce taux de participation plus faible que prévu est en partie lié aux vacances de postes de spécialiste des meilleures pratiques dans certaines missions (A/66/610/Add.1, p. 29). À sa demande, le Comité s'est vu préciser que huit missions comptaient des postes de spécialiste des meilleures pratiques : la MINUAD (1 P-4, 1 P-3), la MINUSS (1 P-4, 1 P-3), la MANUA (1 P-4), la FINUL (1 P-4), l'ONUCI (1 P-4), la MINUT (1 P-3), la MONUSCO (1 P-3) et la MINUSTAH (1 P-3). Au cours des 12 derniers mois, les postes vacants à la MINUAD avaient été

pourvus, ainsi que l'un des postes vacants à la MINUSS. Il restait donc un poste vacant à la MINUSTAH, et un à la MINUSS. **Le Comité consultatif prie les missions concernées de procéder rapidement à des recrutements afin de pourvoir les postes de spécialiste des meilleures pratiques qui restent vacants.**

## **B. Département de l'appui aux missions**

### **1. Bureau du Secrétaire général adjoint**

*Directeur [D-2, nouvel emploi de temporaire (autre que pour les réunions)]*

84. Le projet de budget indique qu'un emploi de directeur, au rang de D-2, va être créé pour permettre au Bureau de mieux coordonner les services d'appui apportés aux opérations de maintien de la paix et de s'acquitter des fonctions qui ne sont pas exercées, telles que : a) l'organisation et la coordination des activités liées au cycle de vie d'une mission (démarrage, mobilisation d'effectifs supplémentaires, réduction des effectifs, liquidation et transition); b) la coordination des plans d'opération et des directives budgétaires pour l'appui aux missions et les centres de services; c) l'application d'une méthode visant à améliorer l'efficacité de l'appui aux missions et des centres de services; et d) la coordination entre les activités d'appui aux missions menées sur le terrain et la stratégie et les fonctions de contrôle mises en œuvre au niveau du Département, en liaison avec les divisions (A/66/721, par. 192).

85. En réponse à ses questions quant à la nature réellement temporaire des fonctions envisagées pour l'emploi proposé, le Comité consultatif s'est vu préciser que cette nature temporaire était à mettre en perspective avec la définition actuelle du projet final de mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions, qui aura des conséquences sur la structure du Département de l'appui aux missions (décrite dans ST/SGB/2010/2). La proposition de structure du Département sera soumise à l'Assemblée générale à sa soixante-septième session, dans le cadre du budget du compte d'appui pour l'exercice 2013/14. Il a également été précisé au Comité que les rôles et responsabilités du Directeur (D-2) étaient proches de ceux du Sous-secrétaire général à l'appui aux missions, qui comprenait l'élaboration de politiques et stratégies multisectorielles d'appui aux missions et la gestion au quotidien de l'appui opérationnel aux missions. Il lui a par ailleurs été indiqué que ces responsabilités et fonctions étaient distinctes de celles du chef de cabinet et des directeurs des quatre divisions fonctionnelles du Département.

86. Ayant demandé si l'emploi proposé était actuellement pourvu, le Comité consultatif s'est vu préciser que depuis la création du Département il y a quatre ans, un membre supplémentaire du personnel avait été temporairement affecté au Bureau pour assister le Sous-secrétaire général dans ses fonctions. Il a également demandé quel était le rang du titulaire actuel et d'où provenaient les crédits qui servaient à financer cet emploi. Il voulait aussi savoir si le financement du poste par les crédits affectés au recrutement de personnel temporaire (autre que pour les réunions), comme cela était proposé, allait entraîner des économies. Il lui a été répondu que le titulaire avait été affecté à un poste D-2 vacant de la MINUAD du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2011 et à un poste financé au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2012. Par ailleurs, puisque le titulaire est actuellement rémunéré au moyen des crédits accordés au titre du personnel



temporaire (autre que pour les réunions), la création du poste de D-2 dans la même catégorie, comme cela a été proposé, n'entraînerait aucune économie.

**87. Le Comité consultatif recommande l'approbation du poste de D-2, étant entendu que l'emploi est de nature temporaire et qu'il correspond à l'actuelle définition du projet final de mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions. Il note que les fonctions associées à l'emploi proposé ne seront plus nécessaires après l'exercice 2012/13.**

#### *Voyages*

**88. Le Secrétaire général propose un montant de 72 200 dollars au titre des voyages pour aider à faire appliquer le concept des centres de services régionaux en Afrique de l'Ouest et au Moyen-Orient (A/66/721, par. 196). Le Comité consultatif signale que le concept des centres de services régionaux en Afrique de l'Ouest et au Moyen-Orient n'a pas encore été approuvé par l'Assemblée générale. Compte tenu de la position qu'il a adoptée en ce qui concerne le rapport du Secrétaire général sur la stratégie globale d'appui aux missions, le Comité se prononce contre le crédit proposé de 72 200 dollars au titre des voyages (A/66/718, sect. IV).**

#### *Rapport sur l'exécution du budget*

**89. À la lecture du rapport sur l'exécution du budget, le Comité consultatif note que des réunions de coordination ont été organisées afin de donner des orientations stratégiques sur les activités à mener en vue d'assurer une protection contre l'exploitation et la violence sexuelles, et que ces activités auparavant dévolues au Groupe de travail du Comité exécutif pour les affaires humanitaires et du Comité exécutif pour la paix et la sécurité ont été transférées au Groupe de travail du Comité permanent interorganisations (A/66/610/Add.1, p. 30 et 31). Le Comité fait également remarquer que deux produits prévus n'ont pas été obtenus : a) la publication d'un manuel de conseils utiles en mission à l'intention des équipes chargées des questions de déontologie et de discipline dans les opérations hors Siège a été reportée de l'exercice 2010/11 à l'exercice 2011/12 (A/66/610/Add.1, p. 33); et b) l'enregistrement dans le système de suivi des fautes professionnelles, par toutes les opérations de maintien de la paix, de la totalité des allégations de faute grave dans les sept jours suivant leur signalement (A/66/610, p. 24). Au sujet de l'enregistrement des allégations, il est indiqué que chaque mission avait certifié, dans un rapport mensuel, que toutes les plaintes reçues avaient été enregistrées dans le système. Le perfectionnement du système de suivi des fautes professionnelles, avec notamment la confirmation de l'enregistrement des allégations dans les sept jours, est en cours et sera mis en œuvre au premier semestre 2012. Les commentaires du Comité, au sujet du rapport du Secrétaire général sur les dispositions visant à prévenir l'exploitation et les violences sexuelles, se trouvent à la section III de son rapport sur les questions transversales relatives aux opérations de maintien de la paix (A/66/718). **Le Comité consultatif est d'avis que le système et le manuel constituent d'importants outils de contrôle, dont il faut achever la mise au point dans les meilleurs délais.****

## 2. Division du budget et des finances

### *Équipes Abacus*

90. Le Comité consultatif rappelle que l'une des initiatives lancées par la Division du budget et des finances, dans le cadre de la restructuration du Département des opérations de maintien de la paix en 2007, a été la création des équipes « Abacus » (composées de membres des quatre divisions du Département d'appui aux missions) déployées pour apporter des conseils au personnel des missions lors de l'établissement du budget (A/63/702 et Corr.1, par. 73 et 74). Le Secrétaire général a indiqué que cette initiative visait à contribuer à la rationalisation du processus budgétaire, tout en améliorant la qualité des projets de budget des opérations de maintien de la paix et la ponctualité de leur présentation. Il a signalé en outre que l'initiative Abacus représentait un changement notable dans la démarche et le rôle de la Division du budget et des finances des missions lors de l'établissement des budgets des opérations hors Siège.

91. Pour l'exercice 2012/13, un montant de 153 200 dollars est demandé au titre des voyages, pour 10 tournées dans les missions, destinées à les aider à établir leurs projets de budget et à évaluer les ressources dont elles ont besoin (A/66/721, par. 201). Le Comité consultatif relève qu'il n'est pas fait mention de la participation des équipes Abacus aux 10 tournées dans les missions proposées pour la Division du budget et des finances. A sa demande, le Comité s'est vu préciser que les missions étaient de plus en plus demandeuses de ce genre d'appui et que la démarche Abacus étant limitée à la période d'établissement du budget, l'initiative avait été repensée pour prendre en compte les situations plus complexes de certaines missions, le rôle des équipes opérationnelles intégrées, le démarrage, la transition ou la liquidation des missions, ainsi que la mise en œuvre d'autres initiatives comme la stratégie globale d'appui aux missions, le projet de progiciel de gestion intégré et les normes IPSAS. **Dans les prochains rapports sur le budget du compte d'appui, le Comité consultatif souhaite continuer à trouver des renseignements sur l'efficacité de l'initiative Abacus dans l'établissement du budget, et notamment sur l'efficacité du processus budgétaire, la ponctualité de la présentation des projets de budget et la qualité des propositions budgétaires.**

## 3. Division du personnel des missions

92. **À ce stade, le Comité consultatif se prononce contre la proposition du Secrétaire général de transférer 11 postes et 16 emplois de temporaire de la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions au Siège vers le centre de télécommunications secondaire actif de Valence (A/66/724, par. 14). Il recommande que les 11 postes et 16 emplois concernés soient maintenus au Siège et continuent d'être financés sur le budget du compte d'appui pour 2012/13.** Les recommandations détaillées du Comité figurent dans ses rapports sur la stratégie globale d'appui aux missions et dans le projet de budget de la BSLB (voir A/66/718, sect. IV, et A/66/718/Add.15, par. 20).

93. Il est proposé de créer un emploi de temporaire, correspondant à six mois de travail, de spécialiste des ressources humaines (P-4) pour examiner l'emploi d'agents du Service mobile et d'agents recrutés sur le plan national, afin de déterminer l'utilisation optimale de ces catégories de personnel, d'arrêter des critères d'utilisation des postes d'agent du Service mobile, de définir les fonctions du Service mobile qui pourraient être confiées à des agents recrutés sur le plan

national et de formuler des propositions pour réformer l'organisation des carrières des agents du Service mobile (A/66/721, par. 225). **Le Comité consultatif estime que des ressources internes peuvent être mobilisées pour réaliser cet examen, et notamment l'expertise des organismes des Nations Unies comme la Commission de la fonction publique internationale et le Corps commun d'inspection. Il se prononce donc contre la proposition de création d'un emploi de spécialiste des ressources humaines (P-4).**

#### 4. Division du soutien logistique

94. Le Comité ne s'oppose pas à la proposition consistant à supprimer 23 postes à la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions au Siège et à les créer simultanément à la BSLB (A/66/724, par. 11). Il émet toutefois des interrogations, notamment sur les critères selon lesquels les postes à supprimer seront sélectionnés. Des renseignements complémentaires et les commentaires du Comité figurent dans son rapport sur le budget de la BSLB (A/66/718/Add.15).

#### *Rapport sur l'exécution du budget*

95. Le Comité consultatif relève un retard dans la mise en œuvre de deux initiatives : a) un accord technique interorganisations mondial relatif aux transports; et b) un système intégré de gestion des carburants pour huit opérations de maintien de la paix (A/66/610/Add.1, p. 44). **Au sujet de la première initiative, le Comité consultatif encourage la mise en œuvre de l'accord dans les meilleurs délais. Au sujet de la seconde, il prend acte de l'élaboration d'une solution maison, faute de système adapté disponible dans le commerce.** De plus amples informations sur l'élaboration du système intégré de gestion des carburants, ainsi que les commentaires du Comité, se trouvent aux paragraphes 144 à 146 ci-dessous.

### C. Département de la gestion

96. Le Comité consultatif note qu'en application de la résolution 66/246 de l'Assemblée générale, les prévisions de dépenses pour le Département de la gestion comprennent désormais les ressources demandées au titre du Bureau de l'informatique et des communications, qui étaient jusque-là présentées séparément.

#### 1. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion

##### *Progiciel de gestion intégré (Umoja)*

97. Le Comité consultatif rappelle que, dans son troisième rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré (A/66/381), le Secrétaire général a proposé des mesures visant à atténuer les effets du retard de deux ans pris dans l'exécution du projet, en particulier la mise en œuvre d'une démarche par étapes. L'adoption des normes IPSAS étant liée d'une manière critique à la mise en service dans les délais prévus du progiciel de gestion intégré, la première version du progiciel, Umoja-Démarrage, comporterait les fonctionnalités nécessaires à l'application de ces normes. Umoja-Démarrage serait exploité à titre expérimental en janvier 2013 puis déployé progressivement jusqu'à ce qu'il couvre l'ensemble des services de l'Organisation d'ici à décembre 2014, en temps voulu pour assurer le passage aux normes IPSAS. La deuxième version, Umoja-Extension, qui devrait être déployée d'ici à décembre

2015, intégrerait les modules restants, notamment ceux relatifs aux ressources humaines et à l'établissement du budget.

98. Un bilan des progrès accomplis dans la mise en place du progiciel de gestion intégré Umoja depuis l'examen du troisième rapport d'étape (A/66/381), présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale lors de la partie principale de sa soixante-sixième session (voir A/66/7/Add.1), a été fourni au Comité consultatif, qui a été informé qu'un directeur par intérim du projet Umoja avait été nommé le 27 février 2012. En outre, l'acquisition de services d'intégration des systèmes pour la phase de développement du projet en était au stade de l'approbation et, une fois que les équipes du Secrétariat chargées des achats et des questions juridiques auraient arrêté les dispositions contractuelles, les activités de développement devraient commencer au cours du deuxième trimestre de 2012.

99. Le Comité consultatif a eu l'occasion de s'entretenir avec le nouveau Directeur du projet Umoja qui l'a informé que, durant le mois qui avait suivi sa prise de fonctions, il avait pu se faire une idée précise de l'état d'avancement du projet et avait opéré quelques aménagements visant à rendre l'équipe chargée du projet mieux à même de répondre aux besoins techniques et opérationnels à mesure qu'Umoja passerait de la phase de la conception à celle du développement et du déploiement. Des travaux sont en cours en vue de mettre en place un plan de déploiement détaillé et de recenser et d'apporter toutes autres améliorations qui pourraient être nécessaires.

100. Le Comité consultatif rappelle que, lorsqu'il avait examiné le troisième rapport d'étape du Secrétaire général sur le progiciel de gestion intégré (A/66/381), il avait été informé que le recrutement rapide des fonctionnaires et experts fonctionnels était essentiel à la réalisation du projet dans les limites du budget approuvé et selon le calendrier de mise en œuvre révisé. Le Comité a également reçu communication d'un plan de recrutement des fonctionnaires et experts fonctionnels pour Umoja (A/66/7/Add.1, par. 28 à 32).

101. À sa demande, le Comité consultatif a été informé de la situation concernant l'occupation des postes au sein de l'équipe du projet Umoja au 26 mars 2012 (voir tableau 6).

Tableau 6

Type de ressources	Effectif approuvé	Postes pourvus au 26 mars 2012	Projection d'ici à la fin avril 2012
Postes	90	67	69
Experts fonctionnels [emplois de personnel temporaire (autre que pour les réunions)]	66	17	16
<b>Total</b>	<b>156</b>	<b>84</b>	<b>85</b>

Le Comité consultatif constate qu'au 26 mars 2012, 67 des 90 postes approuvés avaient été pourvus et seuls 17 des 66 experts fonctionnels avaient été affectés au projet. Comme indiqué au tableau 6, ces chiffres devraient rester sensiblement les mêmes d'ici à la fin avril 2012. **Le Comité est préoccupé par l'absence de progrès dans la réalisation des objectifs fixés dans le plan de recrutement pour le projet Umoja en vue de pourvoir les postes. Il recommande à nouveau à**

**l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de suivre de près la situation concernant les postes vacants au titre du projet Umoja et de prendre immédiatement des mesures correctives pour remédier à tout retard pris dans la réalisation des objectifs du projet (A/66/7/Add.1, par. 32).**

102. Le Comité consultatif rappelle en outre qu'il était procédé à une analyse du coût total du projet Umoja, qui comprenait l'établissement de tous les coûts des activités à exécuter, avec indication des dépenses imputées sur le budget du projet Umoja et de celles qui seraient à la charge des départements et bureaux (A/66/7/Add.1, par. 53). Le Comité a également été informé que, pour les projets de progiciel de gestion intégré et les projets informatiques de grande envergure, l'essentiel des coûts d'élaboration étaient d'ordinaire inscrits au budget du projet central et les dépenses liées aux activités connexes, comme le nettoyage des données, la mise à l'essai et la formation, étaient, au moins en partie, à la charge des départements utilisateurs auxquels ces données appartenaient et auxquels il incombait d'accomplir ces tâches.

103. Le Comité consultatif a été informé que l'étude du coût total de la mise en place du projet Umoja était en cours dans le cadre du plan de développement détaillé mentionné plus haut. Il a en outre été informé que le Secrétaire général décrirait plus en détail les principaux jalons du projet et les mesures prises pour réduire les retards dans son rapport d'étape annuel sur la mise en œuvre du projet Umoja, qui sera présenté à l'Assemblée générale pour examen lors de la partie principale de sa soixante-septième session. **Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fournira un bilan complet des activités entreprises et des progrès réalisés, ainsi qu'un plan d'exécution global et détaillé pour le développement et le déploiement du système et une analyse précise des coûts y afférents.**

104. Le Comité consultatif a demandé un complément d'informations sur les rapports de l'équipe chargée du projet Umoja avec le Bureau de l'informatique et des communications du Département de la gestion et d'autres bureaux et départements. Il a été informé que l'équipe collaborait avec le Bureau de l'informatique et des communications et avec la Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions pour ce qui est des infrastructures, des services d'hébergement et des systèmes de générations antérieures dans ces bureaux. Le Bureau de l'informatique et des communications dirigeait les activités relatives aux infrastructures, compte tenu des besoins du système qui ont été communiqués par l'équipe chargée d'Umoja. En outre, cette équipe a contacté les référents processus métier<sup>1</sup> et évoqué avec eux les points suivants : validation de la conception des futurs processus métiers; collecte des données nécessaires pour dresser un inventaire des anciens systèmes; conception et collecte de données de référence pour l'établissement de prototypes; préparation du déploiement du système; identification de moyens de formation; et fourniture d'experts fonctionnels pour la phase de développement du système, y compris l'élaboration de supports de formation. Le Comité a en outre été informé que

<sup>1</sup> Département de la gestion (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, Bureau de la gestion des ressources humaines et Bureau des services centraux d'appui); Département de l'appui aux missions (Division du personnel des missions, Division du budget et des finances et Division du soutien logistique); Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences; missions de maintien de la paix; et bureaux hors Siège.

l'équipe chargée d'Umoja avait récemment tenu des réunions expressément consacrées aux activités de déploiement avec plusieurs départements et bureaux, dont le Département de l'appui aux missions, les commissions régionales, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, l'équipe chargée des normes IPSAS, le Bureau de la gestion des ressources humaines, le Bureau des services centraux d'appui, le Département de la sûreté et de la sécurité, le Département des affaires économiques et sociales et le Département de l'information. L'équipe Umoja a également participé à la conférence des chefs des services des achats et organisé des réunions d'information et des ateliers sur la mise en place de la première version du projet, Umoja-Démarrage.

### **Secrétariat du Comité des marchés du Siège**

105. Le Comité consultatif note que, dans le rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2010/11 (A/66/610/Add.1), le Comité des marchés du Siège a tenu 20 stages de formation destinés à des membres des comités locaux des marchés et des comités locaux de contrôle du matériel dans les missions de maintien de la paix. Il est prévu d'organiser 20 autres stages de formation de ce type pendant l'exercice 2012/13 (voir A/66/721, p. 134). Le Comité a été informé que le nombre de stages de formation devait être maintenu en permanence car le taux de rotation du personnel était élevé dans les missions de maintien de la paix. **Le Comité consultatif met en relief le rôle de premier plan incombant au Service intégré de formation qui doit établir les politiques et normes de formation, hiérarchiser les activités de formation et veiller à ce que les cours de formation soient adaptés aux besoins lors de l'exécution des tâches confiées aux missions. Il recommande que le Secrétaire général soit prié de faire en sorte que la mise au point et l'exécution de toutes les activités de formation soient coordonnées avec le Service intégré de formation et conformes aux normes et objectifs fixés à l'échelle de l'Organisation.** Le Comité a formulé d'autres vues sur les questions de formation dans son rapport sur les observations et recommandations concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/66/718).

### *Groupe du contrôle hiérarchique*

106. Le Comité consultatif note, dans le rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2010/11 (A/66/610/Add.1), qu'une série de produits du Groupe du contrôle hiérarchique n'ont pas été exécutés, dont l'examen de 84 décisions administratives contestées en vue de déterminer si elles étaient conformes ou non aux règles et directives applicables; la formulation de 25 recommandations concernant les mesures à prendre lorsqu'une décision contestée était contraire au Statut et au Règlement du personnel; la publication de 20 décisions motivées concernant toutes les demandes de suspension de l'exécution de décisions; et le recensement des problèmes systémiques concernant le pouvoir décisionnel des responsables. Il est expliqué dans les observations correspondantes que le produit prévu n'avait pas été exécuté car il était subordonné à la création du Groupe du contrôle hiérarchique qui n'avait pas été approuvée par l'Assemblée générale. **Le Comité consultatif fait observer que le Groupe du contrôle hiérarchique a été créé en 2009 et que son tableau d'effectifs comprend actuellement six postes inscrits au budget ordinaire (1 P-5, 2 P-4 et 3 agents des services généraux). Le Comité estime que l'explication fournie est incomplète et insatisfaisante.**

107. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la série de produits du Groupe du contrôle hiérarchique énumérée dans le rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/66/610/Add.1) correspondaient aux produits censés être exécutés par le titulaire du poste P-3 proposé qui n'avait pas été approuvé par l'Assemblée générale. Toutefois, toutes les demandes d'évaluation de la gestion émanant des missions de maintien de la paix avaient été traitées conformément au mandat et aux délais réglementaires établis par l'Assemblée. Le Comité a en outre été informé que les demandes présentées par des missions de maintien de la paix comptaient pour environ 30 % de la charge de travail confiée au Groupe du contrôle hiérarchique et que le taux d'exécution des produits du Groupe pour l'exercice 2010/11 serait indiqué dans le rapport sur l'exécution du budget pour 2010/11, qui sera examiné par l'Assemblée au cours de la partie principale de sa soixante-septième session. **Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général soit prié de fournir, dans les futurs rapports sur l'exécution du budget, des informations et des données plus complètes pour expliquer la non-exécution des réalisations escomptées et des produits.**

## 2. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

### *Personnel temporaire (autre que pour les réunions)*

108. Dans son rapport, le Secrétaire général propose de créer à la Division du financement des opérations de maintien de la paix un emploi de temporaire destiné à un fonctionnaire des finances et du budget (P-4) (A/66/721, par. 379), qui serait chargé de mettre au point et d'actualiser les instructions permanentes, les autres documents directifs et les supports de formation relatifs à l'élaboration ou à l'exécution des budgets à l'intention du personnel des missions et du Siège. À l'appui de sa proposition, le Secrétaire général indique que le volume de travail et l'ampleur des responsabilités de la Division ont considérablement augmenté au cours des derniers exercices, proportionnellement à l'évolution des opérations de maintien de la paix. Il indique en outre qu'à l'heure actuelle, la Division ne dispose pas de personnel expressément chargé d'examiner et d'actualiser les instructions permanentes et autres documents directifs en vigueur ainsi que les supports de formation, ni d'élaborer de nouveaux éléments, et que diverses recommandations d'audit avaient fait état de carences dans ce domaine.

**109. Le Comité consultatif estime que les fonctions attachées à l'emploi de temporaire proposé sont certes nécessaires, mais il considère néanmoins que, la Division comptant actuellement un effectif de 33 postes financés par le compte d'appui, ces fonctions peuvent être assumées au moyen des capacités existantes. Le Comité recommande donc que l'emploi de temporaire (P-4) destiné à un fonctionnaire des finances et du budget ne soit pas approuvé.**

### *Voyages*

110. Comme indiqué dans le tableau suivant le paragraphe 389 du rapport du Secrétaire général (A/66/721), les dépenses prévues au titre des voyages pour l'exercice 2012/13, d'un montant de 544 500 dollars, se répartissent comme suit : 65 240 dollars au titre de la planification des missions, de l'évaluation et des

consultations; 236 460 dollars au titre de l'appui technique; 43 700 dollars pour les séminaires/conférences/ateliers; et 199 100 dollars au titre de la formation. Ces prévisions de dépenses représentent une augmentation de 205 200 dollars (60,5 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice précédent. Le Secrétaire général indique que la variation s'explique principalement par les dépenses afférentes aux déplacements dans les missions de maintien de la paix des membres de l'équipe IPSAS qui aideront à établir des soldes d'ouverture conformes aux normes IPSAS (voir aussi plus loin par. 114) et assureront les activités de formation nécessaires pour le passage à ces nouvelles normes.

111. Le Comité consultatif note que les produits prévus au titre des voyages à des fins d'appui technique et de formation comportent des visites dans huit missions de maintien de la paix, qui permettront de fournir des conseils stratégiques et une assistance sur place pour les questions budgétaires et financières. **Le Comité consultatif estime qu'il faudrait regrouper ces visites dans un souci de rentabilité et d'économie, et il recommande donc une réduction de 100 000 dollars au titre des voyages du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité [voir aussi plus haut par. 66 a)].**

*Adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public :  
état d'avancement des travaux*

112. Le Comité consultatif rappelle que, pour assurer le passage aux normes IPSAS en 2014, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 60/283, les missions hors Siège, suivant le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix, doivent communiquer les soldes d'ouverture de leurs éléments d'actif d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 2013, au début de l'exercice 2013/14, et établir des états financiers conformes aux normes IPSAS, le 30 septembre 2014 au plus tard, soit trois mois après l'exercice prenant fin le 30 juin 2014 (voir A/65/827, par. 171). Le Comité rappelle en outre que lorsqu'il a examiné le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012, il a été informé que l'établissement de soldes d'ouverture des actifs conformes aux normes IPSAS représentait l'un des plus importants défis pour la mise en œuvre de ces normes, en particulier dans les opérations de maintien de la paix (A/65/827, par. 172).

113. Au cours de l'examen des propositions actuellement présentées par le Secrétaire général, le Comité consultatif a été informé que les activités liées à la mise en œuvre des normes IPSAS dans les missions, en particulier l'établissement des données nécessaires en vue de déterminer les soldes d'ouverture pour les immobilisations corporelles et les stocks, seraient intensifiées au cours de l'exercice 2012/13. Il a également été informé que ce renforcement des activités expliquait les augmentations de ressources proposées dans diverses catégories de dépenses du Bureau, en particulier au titre des consultants (voir A/66/721, par. 383 à 388).

114. Ayant demandé des précisions, le Comité a également été informé que l'établissement de soldes d'ouverture conformes aux normes IPSAS pour chaque mission de maintien de la paix nécessitait la redéfinition de chaque rubrique des états financiers établis conformément aux normes comptables du système des Nations Unies pour les aligner sur les normes IPSAS. Les soldes actuellement indiqués dans les anciens systèmes n'étaient pas conformes aux normes IPSAS, dans la mesure où ceux-ci n'avaient pas été conçus pour rendre compte de tous les coûts



associés à un élément d'actif donné, tels que l'expédition, les assurances et l'installation, ou des taux d'amortissement. Par ailleurs, comme les soldes d'ouverture devaient être établis en déterminant, à la satisfaction des auditeurs externes, la valeur de chaque article inscrit à l'actif conformément aux normes IPSAS, il fallait maintenir une piste d'audit claire. Il faudrait aussi tenir compte des spécificités de chaque opération de maintien de la paix au cours de ce processus.

**115. Le Comité consultatif est conscient des progrès réalisés jusqu'à présent dans la mise en œuvre des normes IPSAS dans les opérations de maintien de la paix, mais constate qu'il reste encore beaucoup à faire, au cours de l'exercice 2012/13, pour veiller au respect des délais fixés par l'Assemblée générale. C'est pourquoi, le Comité recommande d'approuver un nouvel emploi de temporaire (P-5) destiné à un directeur de projet de l'équipe chargée de la mise en œuvre des normes IPSAS, qui sera financé au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (voir plus haut par. 62). Le Comité compte que le Secrétaire général continuera de prendre toutes les mesures voulues pour que l'Organisation soit prête à appliquer les normes IPSAS en 2014, et qu'il fournira des informations plus détaillées sur l'état d'avancement du projet dans son prochain rapport d'étape annuel sur cette question. Le Comité rappelle à cet égard que, dans son dernier rapport d'étape sur les normes IPSAS, le Secrétaire général a indiqué que leur application était liée de manière critique à la mise en service dans les délais prévus d'Umoja. Le Comité a présenté des observations sur l'état d'avancement du projet Umoja aux paragraphes 97 à 104 ci-dessus.**

### **3. Bureau de la gestion des ressources humaines**

*Personnel temporaire (autre que pour les réunions)*

*Section des systèmes d'information ressources humaines (Siège)*

116. Dans son rapport, le Secrétaire général propose de créer à la Section des systèmes d'information ressources humaines les trois nouveaux emplois de temporaire suivants, qui seront financés au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (A/66/721, par. 430 et 431) :

a) Deux emplois d'analyste des systèmes de gestion (P-3), dont les titulaires organiseraient des sessions d'examen sur les deux principaux modules du système Inspira de gestion des aptitudes, qui concernent la dotation en effectifs des missions et l'accueil des nouvelles recrues. Ils constitueraient des dossiers sur les systèmes de gestion et les besoins fonctionnels, expérimenteraient les plans de travail, dirigeraient la préparation des scénarios de test et des supports de formation et superviseraient la préparation et la coordination des tests d'acceptation par les utilisateurs. Ils coordonneraient également les activités de service après vente et la mise en place finale du système à l'échelle mondiale;

b) Un emploi d'analyste assistant [agent des services généraux (Autres classes)], dont le titulaire aiderait les analystes susmentionnés.

117. S'étant renseigné, le Comité consultatif a appris que les fonctions attachées à ces trois emplois de temporaire concernent exclusivement la mise en service d'Inspira dans les missions. Elles seraient maintenues jusqu'à ce que la mise en place des modules de dotation en effectifs et d'accueil dans les missions soit

achevée. Le Comité a également appris que le nouveau calendrier de mise en place des divers modules d'Inspira dans les différents lieux d'affectation était le suivant :

- a) Module de suivi du comportement professionnel : 1<sup>er</sup> avril 2012;
- b) Module de gestion de la formation : deuxième trimestre 2013;
- c) Module de recrutement (dotation en effectifs, accueil des nouvelles recrues, gestion des postes, vérification des références et recrutement des consultants) : deuxième et troisième trimestres 2013;
- d) Module de gestion des aptitudes et compétences : exercice 2013/14.

**118. Le Comité consultatif n'est pas convaincu que le surcroît de travail généré par la mise en service des modules de dotation en effectifs et d'accueil des nouvelles recrues durant l'exercice 2012/13 justifie la création de trois emplois de temporaire à la Section des systèmes d'information ressources humaines. Aussi recommande-t-il à l'Assemblée générale, comme indiqué au paragraphe 62 ci-dessus, d'approuver la création d'un emploi de temporaire d'analyste des systèmes de gestion (P-3). Les fonctions attachées aux deux autres emplois [1 P-3 et 1 emploi d'agent des services généraux (Autres classes)] devraient être assurées par le personnel en place. Le Comité fait d'autres observations sur la mise en œuvre d'Inspira aux paragraphes 121 à 126 ci-après.**

*Section des systèmes d'information ressources humaines : Centre d'assistance Inspira de Bangkok*

119. Au paragraphe 437 de son rapport, le Secrétaire général propose de créer au Centre d'assistance Inspira de Bangkok un emploi de temporaire d'assistant au contrôle du système [agent des services généraux (1<sup>re</sup> classe)] financé au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions). Le titulaire serait chargé de contrôler correctement le fonctionnement du système, de résoudre les problèmes opérationnels, d'assurer la gestion de la configuration du système Inspira et l'appui y relatif et de régler tous les problèmes posés par le réseau de transmission de données. **Étant donné que le Centre d'assistance Inspira compte déjà 13 emplois de temporaire financés au moyen du compte d'appui, le Comité consultatif estime que les fonctions qui seraient attachées au nouvel emploi de temporaire doivent être assurées par le personnel en place. Il recommande donc à l'Assemblée générale de ne pas approuver la création de l'emploi de temporaire d'assistant au contrôle du système [agent des services généraux (1<sup>re</sup> classe)].**

*Consultants*

120. Le Comité consultatif note que sur le montant de 45 000 dollars prévu au titre des consultants pour l'exercice 2012/13, 15 000 serviraient à financer le recrutement pour une durée d'un mois d'un psychologue ou d'un praticien d'une discipline apparentée qui animerait un atelier de formation destiné à renforcer la résilience du personnel qui s'apprête à partir en mission ou qui est déjà en poste dans une mission et celle des membres de leur famille qui n'ont pas pu les accompagner. Ce consultant aiderait à animer une première session de formation de formateurs pour les conseillers du personnel et les référents qui seraient ensuite chargés d'animer les stages tenus régulièrement au titre de ce programme. Le Comité note aussi que cet atelier, organisé en réponse à l'inquiétude exprimée par l'Assemblée générale face

au niveau élevé des taux de vacance de postes (A/66/721, par. 447), a pour objet d'inciter les fonctionnaires des missions à rester sur le terrain et d'y améliorer ainsi le taux d'occupation des postes. S'étant renseigné, il a été informé que l'incidence des maladies psychologiques parmi le personnel de maintien de la paix devrait diminuer si celui-ci était mieux préparé aux difficultés physiques et affectives auxquelles il risque d'être soumis en travaillant dans les missions. De plus, les fonctionnaires qui ne sont pas actuellement en poste dans une mission seraient plus disposés à y aller s'ils pouvaient compter recevoir une bonne formation au préalable à la résilience. **Le Comité consultatif compte qu'il sera rendu compte, dans le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2012/13, de l'effet de cet atelier de formation sur les taux de recrutement et de rétention du personnel dans les missions de maintien de la paix.**

*Système Inspira de gestion des aptitudes*

121. Au paragraphe 407 de son rapport sur le budget du compte d'appui (A/66/721), le Secrétaire général indique que le Bureau de la gestion des ressources humaines s'emploiera, durant l'exercice, à mettre en service à l'échelle mondiale le système de gestion des aptitudes et son progiciel appelé Inspira et à achever de recenser les enseignements de la phase de stabilisation. En collaboration avec la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions, le Bureau s'emploiera également à donner une formation et des conseils aux utilisateurs du système.

122. Le Comité consultatif rappelle que la mise en service d'Inspira a commencé en avril 2010 par le lancement du module effectif initial (pour l'affichage des postes autres que ceux des missions) et du système pilote e-Performance. À l'époque, il était prévu que les modules de recrutement, d'apprentissage et de suivi du comportement professionnel seraient pleinement opérationnels dans toute l'Organisation en avril 2011. Cela étant, au cours de l'exercice, vu les difficultés éprouvées par certains utilisateurs d'Inspira, il a été décidé de stabiliser et d'améliorer ces modules avant de mettre en route d'autres modules (affichage des postes vacants dans les missions, version complète du système pilote e-Performance et module d'apprentissage en ligne). Le Comité note à ce propos que, d'après le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2010/11, sept produits prévus au titre de la réalisation escomptée 3.1 (Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix) n'ont pu être exécutés en raison de problèmes techniques liés à Inspira (voir A/66/610/Add.1).

123. Au moment où il examinait les propositions du Secrétaire général concernant le Bureau de la gestion des ressources humaines, le Comité consultatif a été informé qu'un plan de mise en œuvre d'Inspira avait été élaboré, en tenant compte des enseignements tirés de la mise en service des modules existants. Au cours de l'exercice 2012/13, beaucoup de produits du projet seront mis en service dans les missions, notamment les modules de dotation en effectifs, d'accueil des nouvelles recrues et de gestion de la formation. On commencera également à mettre en place des modules de gestion des postes et de vérification des références. Ces cinq modules devraient en principe être pleinement opérationnels dans les services du Secrétariat partout dans le monde en 2013.

124. S'étant renseigné, le Comité consultatif a également appris que le montant total des ressources approuvées à ce jour au titre du système Inspira, y compris les

dépenses afférentes au personnel temporaire, s'élève à 21 001 100 dollars, dont 3 546 000 (16,9 %) imputés sur le budget ordinaire et 17 455 000 (83,1 %) (y compris les 3 648 000 prévus pour l'exercice 2012/13) sur le compte d'appui.

125. Ayant demandé des précisions sur le lien qui existe entre Inspira et Umoja, le progiciel de gestion intégré, le Comité consultatif a été informé que le module de gestion des ressources humaines d'Umoja devrait être mis en service en 2014 et qu'à ce moment-là, les interfaces entre les deux systèmes seraient déjà en place. Les dépenses de mise en place des systèmes intégrés avaient été estimées à l'origine à 500 000 dollars, montant qui avait été inscrit pour Umoja au budget de 2009, mais dont on pense à présent qu'il pourra être réduit fortement en mettant à profit les compétences acquises sur le plan interne. Les frais courants d'exploitation et d'entretien entraînés par l'intégration des deux systèmes n'avaient pas été prévus dans le budget d'Umoja. On estime actuellement que leur montant équivaldrait au coût des services de deux ingénieurs à temps plein. **Le Comité consultatif estime que l'intégration d'Inspira et d'Umoja est indispensable à la mise en place d'un système global de gestion des ressources humaines qui soit efficace et maniable, en particulier pour ce qui est de la planification des effectifs, dont l'importance est primordiale.** Le Comité a fait des observations plus détaillées sur la mise en place d'Umoja aux paragraphes 97 à 104 ci-dessus.

126. **Le Comité consultatif regrette que la mise en place d'Inspira à l'échelle mondiale ait été retardée à cause des problèmes qui, à son avis, auraient pu être évités si le travail de planification et de préparation avait été mieux fait (voir A/65/827, par. 183), mais il se rend bien compte que le Bureau de la gestion des ressources humaines s'efforce de régler les problèmes et d'avancer en mettant le système en place dans les missions. Il ne doute pas qu'une fois que tout le système sera en service, la gestion des ressources humaines sera plus efficace dans les missions et les nombreux problèmes liés au recrutement qui sont à l'origine des forts taux de vacance de postes seront réglés. C'est pourquoi il demande instamment au Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que les autres modules du système soient rapidement mis en service. Un rapport actualisé et détaillé, comprenant des informations sur les enseignements tirés de l'expérience acquise jusque-là, devra être présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-septième session, lorsqu'elle examinera les questions relatives à la gestion des ressources humaines.**

*Arriéré de contentieux disciplinaire concernant le personnel des missions*

127. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général propose, dans son rapport sur le projet de budget du compte d'appui (A/66/721, par. 412 et 413), de reconduire deux emplois de temporaire de juriste (1 P-3 et 1 P-2) afin de résorber l'arriéré de contentieux disciplinaire et de recours correspondants concernant le personnel des missions. S'étant renseigné, le Comité a appris que l'arriéré de contentieux disciplinaire avait été réduit et que sur les quelque 390 affaires disciplinaires reçues avant 2012, il n'en restait plus qu'environ 90 à traiter. **Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 59, le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la reconduite de deux emplois de temporaire proposée par le Secrétaire général. Il compte toutefois que le reste de l'arriéré de contentieux sera résorbé durant l'exercice et que les deux emplois en question seront alors supprimés.**

### *Enquête détaillée sur les traitements*

128. Le Comité consultatif note que dans le cadre de budgétisation axée sur les résultats du Bureau de la gestion des ressources humaines, un des produits prévus au titre de la réalisation escomptée 3.1 (Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix) est la réalisation par le Bureau d'enquêtes détaillées ou partielles sur les traitements à la MINURSO (1 lieu d'affectation), à la MINUSTAH (1 lieu d'affectation), la MINUT (1 lieu d'affectation) et à l'ONUCI (1 lieu d'affectation). Alors qu'il examinait les propositions du Secrétaire général, le Comité consultatif a été informé que le Bureau prévoyait aussi d'effectuer une enquête à la MINUSS en novembre 2012, sans dépenser les crédits demandés pour l'exercice 2012/13. **Le Comité consultatif ne doute pas que les enquêtes seront effectuées de manière que les dépenses qu'elles entraînent soient engagées au cours de l'exercice sur lequel elles portent.**

### *Évaluation de l'effet des programmes de formation dans les missions*

129. Dans le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2010/11, le Secrétaire général indique, à propos de la réalisation escomptée 3.1 (Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix), que l'évaluation de l'incidence des programmes de formation dans cinq missions n'a pas pu être lancée comme prévu parce que les ressources financières demandées n'avaient pas été approuvées par l'Assemblée générale (voir A/66/610/Add.1). **Le Comité consultatif n'est pas satisfait de l'explication donnée dans le rapport sur l'exécution du budget, et il recommande encore une fois à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de présenter, dans ses rapports à venir, des informations et des données plus complètes pour expliquer pourquoi des réalisations escomptées ou des produits prévus n'ont pas vu le jour (voir par. 107 ci-dessus).**

## **4. Bureau des services centraux d'appui**

### *Dossiers présentés a posteriori*

130. Le Comité consultatif note, d'après l'indicateur de succès 3.5, que le Bureau cherche à ramener le délai moyen de présentation des dossiers dont est saisi le comité local des marchés au Comité des marchés du Siège (exception faite des dossiers présentés a posteriori) de 32 jours en 2010/11 à 28 jours en 2011/12 et à 24 en 2012/13. Le Comité rappelle à ce sujet que dans son rapport sur les opérations de maintien de la paix pour l'exercice clos le 30 juin 2011 [A/66/5 (Vol. II)], le Comité des commissaires aux comptes s'est dit préoccupé par l'utilisation de la procédure d'approbation a posteriori et par d'autres procédures irrégulières de passation des marchés et a souligné que le recours à la procédure d'approbation rétroactive ne devait se faire qu'en de rares exceptions.

131. Le Comité consultatif a demandé des précisions supplémentaires sur le nombre total de dossiers présentés a posteriori qui avaient été traités en 2010/11 et le nombre de dossiers de ce type déjà reçus en 2011/12. Il lui a été répondu qu'au cours de l'exercice 2010/11, sur les 111 dossiers que le Comité des marchés au Siège avait reçus des missions, 41 (37 %) étaient présentés à titre rétroactif. En ce qui concerne l'exercice en cours, sur les 47 dossiers présentés au Comité des marchés au Siège entre le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et le 27 mars 2012, 7 (14,6 %) l'ont été à titre rétroactif.

132. Le Comité consultatif, constatant que les données portant sur l'exercice en cours dénotent une tendance favorable, encourage le Secrétaire général à continuer de s'efforcer de faire en sorte que les comités locaux des marchés soumettent plus souvent en temps voulu les dossiers que le Comité des marchés du Siège doit examiner. Il souligne le rôle essentiel que joue le Bureau des services centraux d'appui dans le renforcement du contrôle des dossiers présentés a posteriori et dans l'action menée pour que les dossiers soient présentés conformément aux procédures établies dans le Manuel des achats. Il souligne aussi qu'il faut que le Siège soit sensible aux besoins des missions et traite sans tarder les dossiers présentés pour examen au Comité des marchés du Siège.

*Archivage et gestion des dossiers*

133. Le Comité consultatif a obtenu, à sa demande, des renseignements supplémentaires sur le coût total de la gestion des archives des opérations de maintien de la paix, question évoquée dans le rapport sur l'exécution du budget (A/66/721, par. 488 à 491). Il lui a été indiqué que le crédit demandé au titre de la gestion des archives et des dossiers comprenait :

a) Un montant de 240 000 dollars qui doit permettre à la Section des archives et de la gestion des dossiers de faire appel à des consultants pour la numérisation, le catalogage, la conservation et la sécurisation des archives des opérations de maintien de la paix. Ces services seront assurés par deux entreprises extérieures. Sur le montant total, 140 000 dollars serviront à financer les services d'archivistes chargés de traiter, de conserver et de répertorier quelque 75 mètres de linéaire de dossiers inactifs envoyés par les missions de maintien de la paix au Siège et 100 000 dollars serviront à financer la numérisation de 50 000 pages (12 mètres linéaires) d'archives non sensibles suivant les normes de conservation concernant la manipulation des documents fragiles, les images à haute résolution, la reconnaissance optique de caractères et les documents photographiques. Les dossiers seraient diffusés sur le site Web de l'ONU;

b) Un montant de 112 000 dollars, qui couvrirait les dépenses non renouvelables d'achat de licences d'utilisation de logiciels nécessaires pour que 88 membres du personnel émergeant au compte d'appui puissent utiliser le système d'archivage.

134. Le Comité consultatif a également appris que les dépenses récurrentes de maintenance du système s'élèveraient à 2 500 dollars par an. Le système devrait produire des gains d'efficacité et faciliter l'exécution des principales tâches de la Division des achats. En 2012/13, la Division concentrera ses activités sur la mise en service du système de tenue des dossiers et la numérisation des dossiers sur support papier. Au cours des exercices suivants, elle se consacrera à l'archivage électronique et à la création et à la gestion des dossiers uniquement sous format numérique, ce qui devrait lui permettre d'utiliser ses ressources plus rationnellement. La Section des archives et de la gestion des dossiers apportera un appui technique à la Division pour la gestion des dossiers et archives électroniques.

135. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à l'ouverture des crédits demandés. Cela étant, par souci de transparence, il recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de passer ces initiatives en revue dans l'introduction de son rapport sur le projet de budget de chaque département et

**bureau, en présentant notamment une évaluation des coûts et des avantages prévus et un plan de mise en œuvre.**

*Bureau régional des achats*

136. Le Comité consultatif constate, au paragraphe 466 du projet de budget, que le Bureau des services centraux d'appui continuera de fournir un appui en matière d'achats aux opérations de maintien de la paix, notamment en faisant des achats pour celles qui se trouvent dans une même région par l'intermédiaire du Bureau régional des achats à Entebbe (Ouganda) (A/66/721). Il a appris que celui-ci était en train d'examiner en détail les économies résultant des marchés que lui-même avait passés, y compris ceux qui sont dans leur dernière phase d'exécution. En attendant la conclusion de l'examen, le Comité a reçu des exemples d'économies réalisées jusqu'à présent, soit 459 218 dollars sur les produits liés à la connectivité des réseaux, 259 102 dollars sur les carrelages en céramique, 96 712 dollars sur le contreplaqué et 78 016 dollars sur le ciment. Il a également appris que le Bureau régional des achats avait réalisé non seulement des économies directes, mais aussi des économies indirectes, puisqu'il avait pu utiliser plus rationnellement ses effectifs, grâce à la baisse du nombre de demandes de produits semblables provenant de différentes missions, fournir des renforts à la MINUSS et à la FISNUA pendant leur phase de démarrage et assurer la formation du personnel chargé des achats et des demandes d'achat. Le Bureau a également organisé un certain nombre de séminaires dans les pays limitrophes pour conseiller les fournisseurs sur la manière de faire affaires avec l'ONU, de repérer les occasions de passation de marchés et aider les fournisseurs à se faire agréer.

**137. Le Comité consultatif se félicite des progrès faits par le Bureau régional des achats dans la fourniture d'un appui aux missions, des économies réalisées dans le domaine des achats et de l'accroissement de la rentabilité de ses activités d'achat, ainsi que de l'assistance qu'il a apportée aux fournisseurs actuels et potentiels. Il prie le Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée générale, dans son prochain document budgétaire, des conclusions de l'examen détaillé susmentionné.**

## **5. Bureau de l'informatique et des communications**

138. Le Comité consultatif formule des observations sur la mise en œuvre des systèmes de gestion informatique au profit des opérations hors Siège dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de la paix (A/66/718, par. 93, 101, 126 et 136).

*Portail d'information intégré*

139. Le Comité consultatif note qu'un montant total de 770 000 dollars est demandé afin de poursuivre la mise en service du portail d'information intégré, soit 150 000 dollars pour acheter des licences de logiciels et acquitter les redevances et 620 000 dollars pour continuer à déployer le portail et faire appel à des services contractuels de développement, dont trois spécialistes hors classe de l'adoption de nouveaux logiciels, un spécialiste (adjoint de 1<sup>re</sup> classe) de l'adoption de nouveaux logiciels et un analyste spécialisé dans la gestion du changement (A/66/721, par. 531). Le Comité a été informé que le portail visait à répondre aux demandes formulées par le personnel de maintien de la paix, qui souhaitait avoir plus facilement accès à la

multitude de sources d'information et de systèmes informatiques couramment utilisés pour accomplir des tâches quotidiennes dans le cadre des missions hors Siège<sup>2</sup>. Il a également été informé que l'un des grands avantages d'un portail d'information intégré tenait à ce que les utilisateurs n'avaient pas à se connecter à chaque application séparément mais pouvaient passer librement de l'une à l'autre après s'être connectés au portail depuis un point d'accès sécurisé, contrôlé et normalisé ouvrant sur l'ensemble des ressources. En outre, le portail d'information intégré permettrait d'éviter les doublons, offrant au contraire un accès plus simple aux renseignements ainsi compilés et permettant un meilleur partage des connaissances et informations. **Tout en reconnaissant l'intérêt d'un tel outil, le Comité consultatif juge excessif le montant de 620 000 dollars demandé au titre des services contractuels pour le développement du système et estime que certaines des tâches envisagées pourraient être accomplies grâce à un redéploiement des ressources internes. En conséquence, le Comité recommande que le montant de 620 000 dollars prévu au titre des services contractuels soit réduit de 70 000 dollars, pour le ramener à 550 000 dollars, et que l'Assemblée générale approuve un crédit d'un montant total de 700 000 dollars pour la poursuite de la mise en service du portail d'information intégré.**

*Transfert de la station terrestre de télécommunication par satellite*

140. Comme indiqué aux paragraphes 536 et 537 du projet de budget, il est proposé de transférer, de la Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions au Bureau de l'informatique et des communications du Département de la gestion, la responsabilité des stations terrestres de transmission par satellite et des activités et ressources connexes ainsi que les dépenses annuelles de fonctionnement y afférentes, estimées à 1 005 932 dollars (247 500 dollars pour 2 postes d'agent des services généraux, 295 000 dollars au titre des services contractuels et 463 432 dollars au titre de l'entretien du matériel), et notamment de transférer 2 postes de technicien en télécommunications [G(I°C)] de la Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions (Service des communications et de l'informatique opérationnelles des missions/Groupe des réseaux locaux) au Service de la gestion de l'infrastructure du Bureau de l'informatique et des communications du Département de la gestion (A/66/721, par. 504). De plus, un montant de 197 800 dollars est prévu pour l'achat de matériel (86 600 dollars) et des services contractuels d'appui continu (111 800 dollars) nécessaires au fonctionnement de la station terrestre. Le Secrétaire général indique que les connexions par satellite assurées à l'aide de la station terrestre ont été remplacées par de nouvelles technologies plus économiques,

<sup>2</sup> Les systèmes suivants sont couramment utilisés dans le cadre des missions hors Siège : courrier électronique; i-Seek; Système de diffusion électronique des documents (Sédoc); Mercury, pour la gestion des achats; Galileo, pour la gestion des biens; Nucleus, pour la gestion des ressources humaines; e-PAS, pour le suivi du comportement professionnel; système de déclaration de situation financière; base de données sur les pratiques et politiques; progiciel de gestion de la relation client, pour la gestion électronique du matériel appartenant aux contingents; mécanisme de contrôle des fonds; apprentissage en ligne; communautés de pratique; système électronique de gestion des mouvements de personnel; progiciel (de gestion de la relation client) iNeed, pour la gestion des services. Parmi les systèmes qui seront mis en service dans l'avenir proche figurent : de nouveaux modules Inspira; le progiciel de gestion intégrée Umoja; le système de gestion des carburants; le système de gestion des rations; et le dispositif mondial de relais pour les questions de sécurité.



comme des liaisons louées à la BSLB et au centre de communications secondaire actif de Valence. D'après lui, les nouvelles technologies devraient produire des gains d'efficacité d'un montant de 560 600 dollars par an.

141. Le Comité consultatif a demandé des renseignements complémentaires sur la logique présidant au maintien du système satellitaire, étant donné que l'Organisation prévoyait d'adopter une technique de remplacement pour les communications entre le Siège et les missions. Il a également demandé pourquoi subsistait le besoin des deux postes qu'il est proposé de transférer et comment les gains d'efficacité seraient réalisés. Le Comité a été informé que la station terrestre ne serait pas totalement démantelée mais fonctionnerait en mode réduit pour appuyer les opérations de crise du Secrétaire général, de son cabinet et d'autres départements en cas de défaillance des câbles transatlantiques. Le satellite servirait en dernier recours à acheminer les appels codés en provenance et à destination des missions et avec les États Membres, et les activités liées à la gestion du réseau longue portée se poursuivraient, en particulier la coordination et le traitement sécurisé des échanges entre tous les sites. Les titulaires des deux postes [agents des services généraux (Autres classes)] transférés de la Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions au Bureau de l'informatique et des communications du Département de la gestion seraient chargés d'assurer la gestion et le suivi des dispositifs (routeurs et commutateurs) d'organisation des échanges. Le Comité a par ailleurs été informé que les gains d'efficacité seraient principalement obtenus grâce à une réduction sensible de l'utilisation de la bande passante satellitaire (très coûteuse) et grâce à la disponibilité de transmissions de qualité et fiabilité élevées pour l'échange de données et les flux vidéo.

142. Le Comité consultatif note que, dans le projet de budget, le Secrétaire général semble mettre en correspondance le transfert de postes proposé et le projet de redéfinition du rôle du centre de communications secondaire de Valence, qui deviendrait un centre informatique intégré et une base d'appui à l'échelle de l'Organisation (A/66/721, par. 289). Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que les fonctions considérées n'étaient pas liées à la redéfinition en question mais à des activités en cours telles que la gestion du routage et le contrôle des services de téléphonie, de transfert de données et de flux vidéo du Siège vers les missions. **Le Comité consultatif recommande de faire plus grand cas à l'avenir de la précision et de l'exactitude des informations présentées dans les projets de budget.**

143. **Compte tenu des renseignements fournis, le Comité consultatif n'a aucune objection aux propositions du Secrétaire général. Il recommande cependant au Secrétaire général de rendre compte, dans le rapport sur l'exécution du budget, des gains d'efficacité effectivement réalisés grâce à la mise en œuvre de nouvelles technologies.**

#### *Système intégré de gestion des carburants*

144. Le Comité consultatif note que, dans son rapport sur le budget, le Secrétaire général a décidé de mettre au point en interne un système intégré de gestion des carburants, étant donné que le logiciel livré par le fournisseur n'était pas satisfaisant et ne répondait pas aux besoins de l'ONU et qu'il n'existait pas de produit adapté dans le commerce (A/66/721, par. 515). Le Secrétaire général propose de créer un nouvel emploi de temporaire afin de recruter un spécialiste des systèmes

informatiques (P-3), qui aiderait la Section de l'informatique des missions du Bureau de l'informatique et des communications à mettre au point et déployer le système de gestion des carburants, et qui veillerait à ce que celui-ci soit doté d'interfaces permettant d'échanger des données avec Umoja et les systèmes couramment utilisés dans les missions. Il indique par ailleurs que le système devrait être mis en service dans quatre missions en 2012/13 et que son déploiement devrait s'achever en 2014/15.

145. Le Comité consultatif a demandé des précisions sur l'état d'avancement du projet ainsi que sur les dépenses déjà encourues à ce titre. Il a été informé que le marché passé avec un fournisseur le 30 juin 2009 prévoyait la livraison, au plus tard le 30 juin 2010, d'un système dédié, fonctionnel et ayant fait l'objet de nombreux tests pour répondre aux besoins des missions hors Siège en matière de gestion des carburants. Le Département de l'appui aux missions avait établi les critères fonctionnels et techniques associés au projet et recommandé le choix d'un fournisseur. Le coût total du marché s'élevait à 6 562 500 dollars et se décomposait comme suit : 3 750 000 dollars pour la livraison du logiciel et 2 812 500 dollars au titre des services de maintenance annuelle sur cinq ans. En mars 2010, l'ONU a signé un avenant autorisant le versement partiel d'un montant de 1 162 500 dollars au fournisseur en règlement du développement achevé d'un tiers des fonctionnalités, tout en maintenant les termes du contrat. Toutefois, le logiciel proposé par le fournisseur a échoué aux essais d'acceptation menés à la FINUL en juin 2010 (plus de 70 % des essais fonctionnels et plus de 90 % des essais techniques). L'Organisation a dénoncé le contrat en mars 2011 au motif que le fournisseur n'avait pas satisfait aux critères fixés. **Le Comité consultatif compte que tout sera mis en œuvre afin de recouvrer l'acompte versé pour le logiciel non livré. Il entend que lui soit présenté dans le rapport sur l'exécution du budget un état détaillé des coûts relatifs au projet.**

146. **Le Comité consultatif déplore les retards successifs pris dans la mise en service du système intégré de gestion des carburants, initialement prévue pour 2009 (voir aussi plus haut par. 95). Il note que les carburants représentent des dépenses annuelles très importantes dans les missions de maintien de la paix et, vu les nombreuses possibilités de détournement de leur usage, il estime qu'un système de gestion intégré des carburants plus efficace doit être mis en place à titre prioritaire en vue de surveiller la consommation et de renforcer les contrôles internes. En conséquence, le Comité recommande d'approuver la proposition du Secrétaire général tendant à recruter un spécialiste des systèmes informatiques (P-3) pour aider à mettre au point et développer un tel système. Le Comité attend du Secrétaire général qu'il s'emploie à accélérer la mise en service intégrale du système conformément au calendrier révisé du projet.** Le Comité aborde la question des systèmes informatiques de gestion dans son rapport consacré aux observations et recommandations sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/66/718, par. 93).

## D. Bureau des services de contrôle interne

**Assistant enquêteur [agent des services généraux (Autres classes)],  
personnel temporaire (autre que pour les réunions),  
nouvel emploi de temporaire**

147. Un nouvel emploi de temporaire destiné à un assistant enquêteurs [agent des services généraux (Autres classes)] est demandé pour la Section des pratiques professionnelles de la Division des investigations du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) à New York (A/66/721, par. 556). Le Comité consultatif rappelle qu'il s'agit de la même demande que celle dont il avait déjà recommandé l'approbation dans les budgets des exercices 2010/11 et 2011/12 (A/65/827, par. 218). Il rappelle en outre que, lors de l'examen du projet de budget du Bureau des services de contrôle interne, le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit lui avait recommandé d'étudier cette demande de nouvel emploi de temporaire (A/66/737, par. 28). **Quoique n'ayant pas d'objection de principe aux fonctions qu'il est proposé de confier à un assistant enquêteur, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver l'emploi de temporaire proposé pour l'exercice 2012/13 avant que soit présenté le rapport détaillé demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/287.**

148. À cet égard, le Comité consultatif a été informé que, bien qu'un rapport sur l'exécution du projet pilote ait été présenté comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/287 (A/66/755), les incidences financières découlant dudit projet pilote ne seraient prises en compte que lors de l'exercice financier 2013/14. Le rapport du Comité sur le projet pilote figure dans l'additif au présent rapport (A/66/779/Add.1).

### Taux de vacance de postes

149. Le Comité consultatif note que, pour l'exercice 2010/11, le taux moyen de vacance de postes s'établissait à 22 % pour la catégorie des administrateurs. Ces vacances de postes concernaient essentiellement des auditeurs résidents de la Division de l'audit interne affectés aux missions de maintien de la paix (A/66/610, par. 49). Le Comité note également qu'un taux de vacance de 25 % est appliqué aux ressources prévues pour financer les postes d'administrateur, d'agent du Service mobile et d'agent des services généraux recruté sur le plan national reconduits dans les missions en 2012/13, compte tenu des taux moyens effectifs d'occupation des postes pour l'exercice en cours, alors que des taux de 15 % (administrateurs) et 14 % (agents des services généraux) avaient été approuvés pour 2011/12 (A/66/721, par. 551).

150. Le Comité consultatif constate qu'au titre de l'indicateur de succès 3.7, le Bureau entend réduire de 50 %, durant l'exercice 2012/13, le nombre d'enquêtes restant à mener. Le Comité note en outre que le Bureau présente toujours des taux de vacance de postes élevés, en particulier s'agissant des auditeurs résidents de la Division de l'audit interne affectés aux missions de maintien de la paix. À cet égard, il note aussi que le Bureau s'appuie sur un grand nombre d'emplois de temporaire [personnel temporaire (autre que pour les réunions)], dont la plupart sont maintenus depuis cinq ans ou plus (voir annexe V). **Le Comité consultatif demeure préoccupé par les taux élevés de vacance de postes au Bureau des services de contrôle interne, qui risqueraient de nuire aux travaux d'audit et d'enquête**

que le Bureau mène en rapport avec les missions de maintien de la paix. Le Comité invite instamment le Bureau à intensifier ses efforts de recrutement, en vue de régler ce problème des postes vacants qui n'a que trop duré, et de stabiliser son tableau d'effectifs.

## **E. Cabinet du Secrétaire général**

### *Coordonnateur pour les questions relatives à la situation des femmes au Secrétariat*

151. Le Secrétaire général propose de créer au Cabinet du Vice-Secrétaire général deux emplois de temporaire [personnel temporaire (autre que pour les réunions)] destinés à un coordonnateur pour les questions relatives à la situation des femmes au Secrétariat (D-1) et à un assistant administratif [agent des services généraux (Autres classes)] (A/66/721, par. 587 à 592). Selon cette proposition, le Coordonnateur représenterait le Siège et les opérations hors Siège auprès d'ONU-Femmes, coordonnerait les initiatives mises en œuvre dans tout le Secrétariat en vue de parvenir à l'égalité des sexes, et appuierait l'action des coordonnateurs bénévoles qui œuvrent dans les missions de maintien de la paix à la promotion de l'équilibre hommes-femmes et à la prise en compte de la problématique hommes-femmes.

152. Le Comité consultatif rappelle que, par sa résolution 64/289, l'Assemblée générale a créé l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), dont le mandat et les fonctions regroupent ceux du Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme, de la Division de la promotion de la femme, du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme. ONU-Femmes était en outre chargée de diriger et de coordonner les activités du système des Nations Unies en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme et de promouvoir le respect du principe de responsabilité dans ces domaines. Comme suite à ces questions, le Comité a été informé que, conformément aux dispositions de la résolution 64/289, 42 postes inscrits au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du budget ordinaire ont été transférés à ONU-Femmes (chap. 37). Il s'agissait des postes suivants : 1 SSG, 1 D-2, 3 D-1, 6 P-5, 7 P-4, 5 P-3, 5 P-2/1 et 14 G(AC).

153. Le Comité consultatif note qu'ONU-Femmes, qui fonctionne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, a récemment célébré son premier anniversaire et s'est montrée parfaitement capable de s'acquitter de son mandat. En outre, le Comité fait observer que le Département des opérations de maintien de la paix dispose déjà de ressources pour traiter des questions concernant la problématique hommes-femmes dans sa Division des politiques, de l'évaluation et de la formation (A/66/721, par. 143 et 152), ainsi qu'en la personne de son coordonnateur pour les questions relatives à la situation des femmes. Qui plus est, le Comité considère que les fonctions envisagées pour le poste D-1 n'ont pas un caractère temporaire et peuvent être assumées de façon permanente au moyen des capacités dont dispose ONU-Femmes. C'est pourquoi le Comité consultatif recommande à l'Assemblée de ne pas approuver la proposition tendant à créer les emplois de coordonnateur pour les questions relatives à la situation des

femmes au Secrétariat (D-1) et d'assistant administratif [agent des services généraux (Autres classes)].

## F. Administration de la justice

### Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

154. Le Secrétaire général indique que le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies a été saisi de 606 requêtes par les missions de maintien de la paix au cours de l'exercice 2010/11, contre 407 durant l'exercice 2009/10, ce qui représente une augmentation de près de 50 % (A/66/721, par. 604). Il indique en outre que cet accroissement du recours, par le personnel des missions, à des services de règlement amiable des différends en remplacement des procédures officielles est dû à la disponibilité de services directement assurés dans les antennes régionales de Kinshasa et de Khartoum (cette dernière antenne a été transférée à Entebbe en novembre 2011), au mécanisme des interventions sur demande et à des visites régulières auprès des missions qui ne sont pas desservies par les antennes régionales.

155. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 29 février 2012, le Bureau avait été saisi de 385 requêtes émanant de membres du personnel d'opérations de maintien de la paix. Sur la base de cette tendance, on prévoit qu'il devrait être saisi de 550 requêtes pour l'exercice 2011/12. Une analyse des 385 requêtes fait ressortir trois principaux points sensibles : a) la sécurité d'emploi et le déroulement des carrières (32 %); b) la rémunération et les prestations (18 %); et c) la relation d'évaluation, y compris le suivi du comportement professionnel (16 %). **Le Comité consultatif n'a cessé de souligner qu'il fallait autant que possible avoir recours à des méthodes de règlement amiable et éviter les procédures officielles.**

## G. Bureau de la déontologie

156. Il est indiqué dans le rapport sur l'exécution du budget que les dépenses du Bureau de la déontologie au titre des voyages se sont élevées à 77 200 dollars, en augmentation de 29 400 dollars (61,5 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2010/11. Selon le Secrétaire général, le dépassement des crédits s'explique par le fait qu'un nombre supérieur aux prévisions de spécialistes des questions déontologiques se sont rendus dans les missions pour y donner des consultations individuelles (A/66/610, par. 66). **Le Comité consultatif, au vu de l'importance de l'écart, estime que le Bureau devrait faire preuve de discipline budgétaire lors de l'utilisation des ressources prévues au titre des voyages.**

## H. Bureau des affaires juridiques

157. Le Comité consultatif s'est enquis des travaux de la Division des questions juridiques générales du Bureau des affaires juridiques en ce qui concerne l'administration de la justice et les questions administratives dans les missions de maintien de la paix. Il a été informé que la Division a fourni une aide et des conseils juridiques pour les affaires relatives à l'administration de la justice ainsi que pour

des questions concernant le droit administratif de l'Organisation des Nations Unies. La Division représente officiellement l'Organisation depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009 dans le cadre du nouveau système d'administration de la justice. Le Comité a également été informé que, du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 15 mars 2012, le Tribunal d'appel des Nations Unies avait été saisi de 320 affaires, dont 55 (17 %) se rapportaient à des opérations de maintien de la paix.

158. Les travaux de la Division du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 15 mars 2012 sont brièvement décrits ci-après :

a) Formulation d'avis concernant des cas d'espèce (procédure précontentieuse) : environ 72 % des recommandations de licenciement examinées par la Division concernaient du personnel des opérations de maintien de la paix;

b) Formulation d'avis concernant des cas d'espèce (au niveau du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies) : environ 25 % des avis fournis par la Division à des entités du Secrétariat représentant l'Organisation devant le Tribunal du contentieux administratif concernaient des affaires relatives à des opérations de maintien de la paix;

c) Examen et analyse des jugements du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies : 15 % des jugements rendus par le Tribunal concernaient des affaires relatives à des opérations de maintien de la paix; et

d) Représentation de l'Organisation devant le Tribunal d'appel des Nations Unies : environ 17 % des écritures déposées par la Division concernaient des affaires relatives à des opérations de maintien de la paix.

#### *Résultats obtenus*

159. L'un des indicateurs de succès pour le Bureau des affaires juridiques est de limiter autant que possible les indemnités versées par l'Organisation au titre de ses opérations et activités de maintien de la paix en proportion des montants réclamés. À cet égard, le Comité consultatif note que le Bureau a réussi à atteindre l'objectif fixé pour l'exercice 2010/11, les indemnités versées par l'Organisation au titre de ses opérations de maintien de la paix ayant représenté moins de 11 % des montants réclamés (A/66/610, p. 49, et A/66/721, p. 228). **Le Comité consultatif se félicite des résultats obtenus par le Bureau des affaires juridiques et compte qu'il continue de représenter diligemment l'Organisation lors des demandes d'indemnisation.**

## **I. Département de la sûreté et de la sécurité**

160. Un crédit de 975 700 dollars est demandé pour le Département de la sûreté et de la sécurité au titre des voyages pour l'exercice 2012/13. Le Comité consultatif a été informé que, pour l'exercice 2010/11, les dépenses du Département à ce titre se sont élevées à 783 900 dollars, soit moins que les crédits ouverts (852 600 dollars). Les dépenses prévues au titre des voyages pour l'exercice 2011/12 ont été estimées à 931 100 dollars au 29 février 2012, soit moins que les crédits ouverts (1 045 800 dollars). Le Comité note que les ressources demandées au titre des voyages pour l'exercice 2012/13 doivent servir à financer des déplacements aux fins de la formation (420 400 dollars), de la planification des missions et des activités d'évaluation et de consultation (491 600 dollars). **Le Comité est conscient de**

l'importance de toutes les activités liées à la sécurité, mais estime qu'il faut tirer pleinement parti des progrès des technologies informatiques et télématiques ainsi que d'autres méthodes afin de limiter les frais de voyage. Il invite le Département à hiérarchiser ses besoins dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne les voyages liés aux activités de formation, compte tenu de la structure des dépenses au cours des exercices actuel et précédent. En conséquence, le Comité recommande une réduction de 75 700 dollars des ressources prévues au titre des voyages pour le Département.

## VI. Conclusion et recommandations

161. Dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande ce qui suit :

a) Postes nécessaires : i) la suppression de 2 postes [agent des services généraux (Autres classes)]; ii) la suppression de 23 postes [1 D-1, 4 P-4, 8 P-3, 1 agent des services généraux (1<sup>re</sup> classe), 9 G(AC)] et leur création simultanée dans le budget de la BSLB; iii) le rétablissement de 11 postes [1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 8 agents des services généraux (Autres classes)] dont la suppression était proposée; iv) la réaffectation de 1 poste P-3; et v) le transfert de 26 postes;

b) Objets de dépense autres que les postes : i) l'approbation de 4 des 11 nouveaux emplois de temporaire [personnel temporaire (autre que pour les réunions)] proposés par le Secrétaire général; ii) la non-approbation de 7 des 11 nouveaux emplois de temporaire; iii) la non-approbation du nouvel emploi de temporaire (P-4) pour 6 mois; iv) le maintien de 16 emplois de temporaire au Siège pendant 12 mois, et non 6 mois; v) la réduction d'un montant total de 323 900 dollars des dépenses prévues au titre des voyages; et vi) la réduction de 70 000 dollars des dépenses prévues pour le portail d'information intégré.

162. Les recommandations susmentionnées du Comité consultatif représentent : a) au titre des postes nécessaires, une augmentation de 1 248 400 dollars, imputable au rétablissement des 11 postes dont la suppression était proposée, et b) au titre des objets de dépense autres que les postes, une réduction d'un montant net de 212 100 dollars, ce qui se traduit par une augmentation nette de 1 036 300 dollars par rapport au projet de budget présenté par le Secrétaire général.

163. En conséquence, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'ouvrir au budget du compte d'appui pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 des crédits d'un montant brut de 321 493 000 dollars (montant net : 292 740 700 dollars). Ce montant se répartir comme suit : 284 155 400 dollars au titre des postes et autres objets de dépense, et 37 337 600 dollars pour les dépenses liées au projet de progiciel de gestion intégré, conformément à la résolution 66/246 de l'Assemblée générale.

164. En ce qui concerne la proposition faite par le Secrétaire général au paragraphe 93 de son rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/66/610), le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de décider d'affecter au financement du compte d'appui pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 le solde de 28 488 100 dollars de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011, comprenant : a) le solde inutilisé dudit exercice, soit 22 390 100 dollars; et b) les autres recettes de

l'exercice, qui s'élèvent à 6 098 000 dollars et correspondent aux intérêts créditeurs (1 026 000 dollars), aux recettes diverses ou accessoires (615 000 dollars) et à l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (4 457 000 dollars).

165. Le Comité consultatif recommande que l'excédent du Fonds de réserve par rapport à son montant autorisé pour l'exercice clos le 30 juin 2011, soit un montant de 2 477 000 dollars, soit affecté au financement du compte d'appui pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 (voir A/66/721, par. 699).

#### *Documentation*

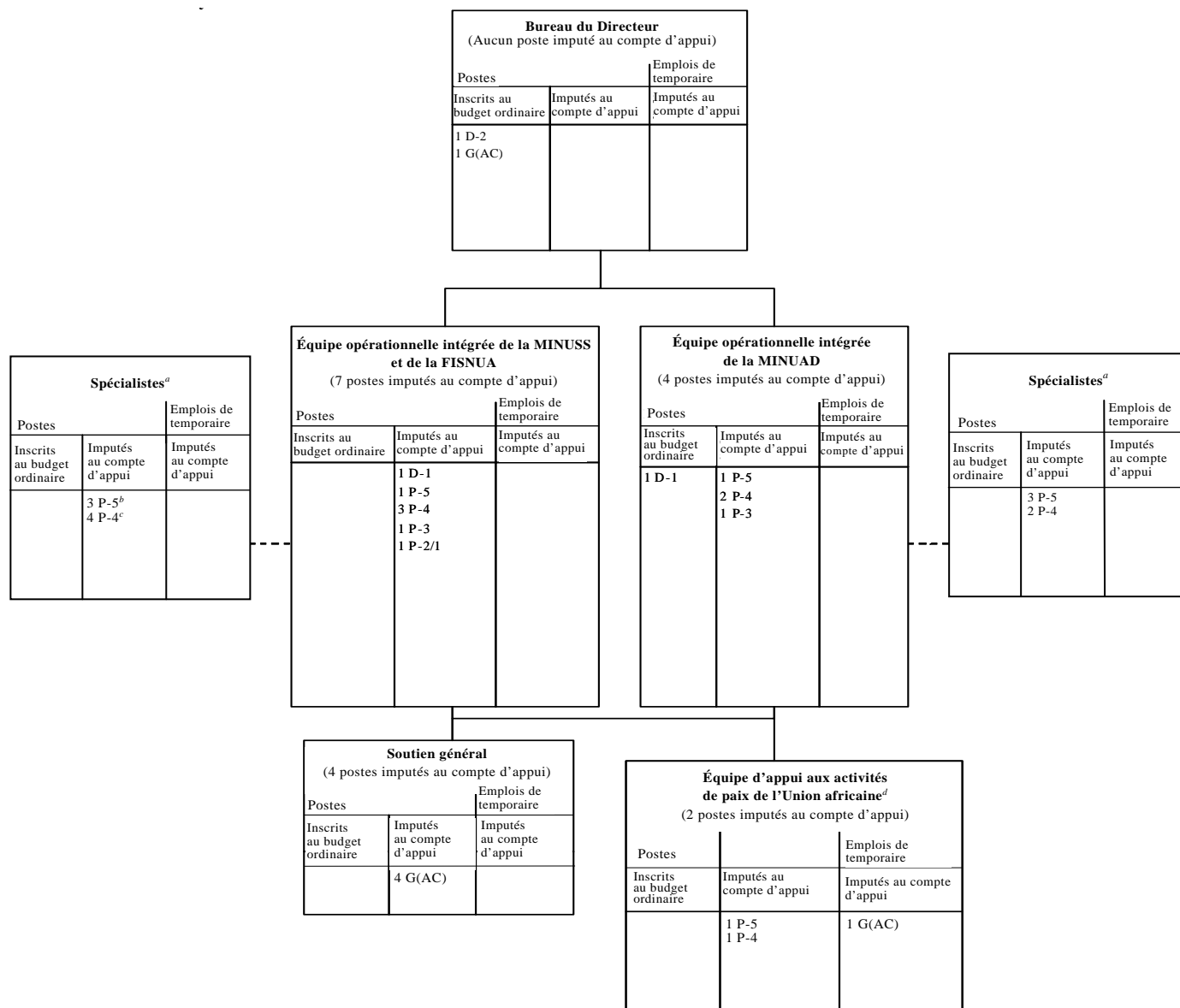
- Rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/66/610 et Add.1)
- Projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 (A/66/721)
- Rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur le budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 (A/66/737)
- Rapport global du Bureau des services de contrôle interne sur l'exécution du projet pilote visé par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/287 (A/66/755)
- Rapport du Secrétaire général donnant un aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/66/679)
- Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 30 juin 2010 (A/66/5 (Vol. II), chap. II)
- Rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'exécution du budget et le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (A/63/841, A/64/753 et A/65/827)
- Résolutions 64/271, 64/288, 65/259, 65/290 et 66/246 de l'Assemblée générale



## Annexe I

# Structure du Bureau des opérations du Département des opérations de maintien de la paix au 1<sup>er</sup> février 2012 : organigrammes

## A. Division de l'Afrique I



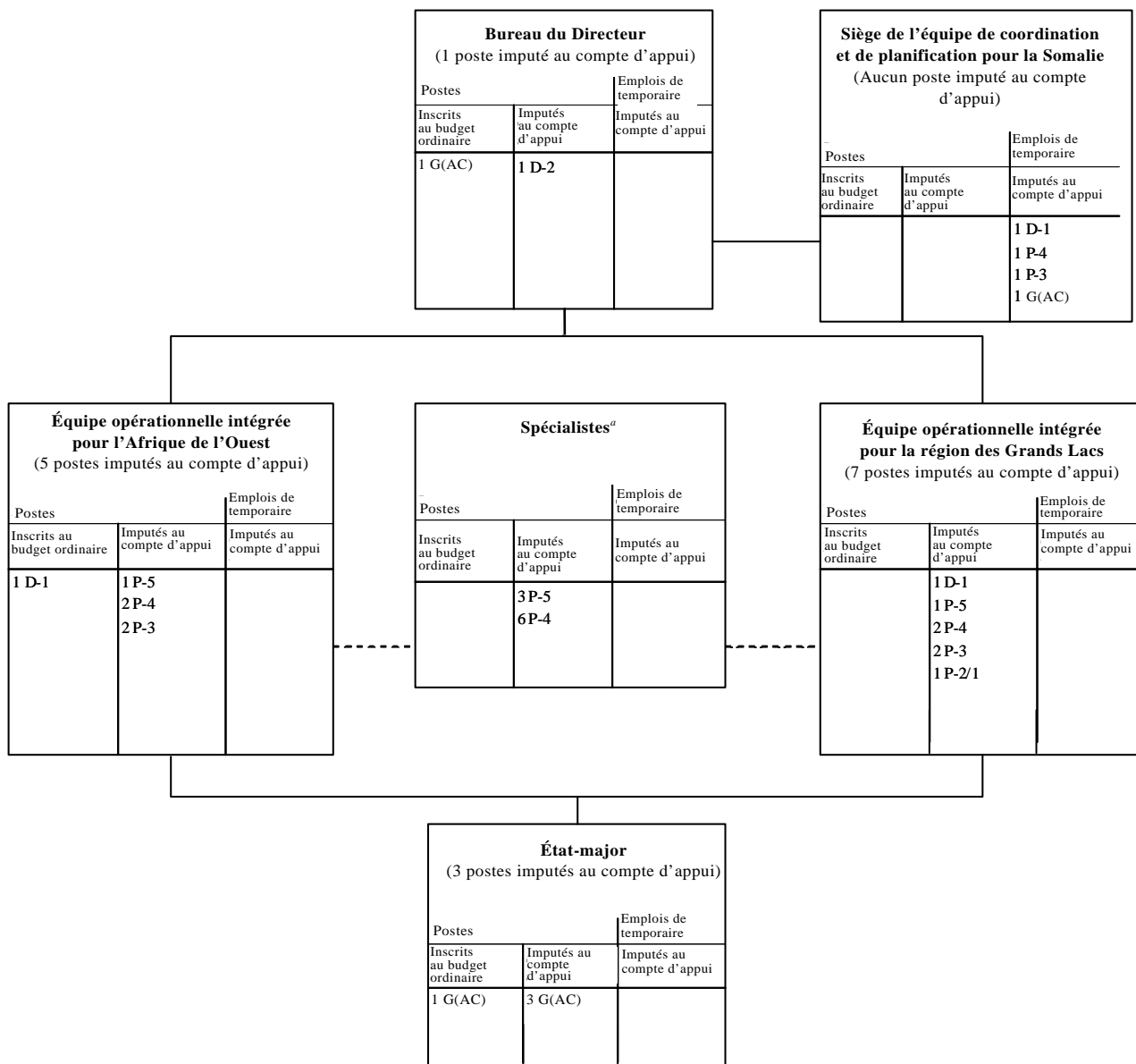
**Abbreviations :** G : agent des services généraux; AC : Autres classes; FISNUA : Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei; MINUAD : Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour; MINUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

<sup>a</sup> Les spécialistes sont inscrits au tableau d'effectifs autorisé du département ou du bureau auquel ils sont rattachés.

<sup>b</sup> Un spécialiste de l'appui hors classe P-5 a réintégré son département d'origine.

<sup>c</sup> Un officier de liaison (forces armées) P-4 et un officier de liaison (police) P-5 ont réintégré leur département d'origine.

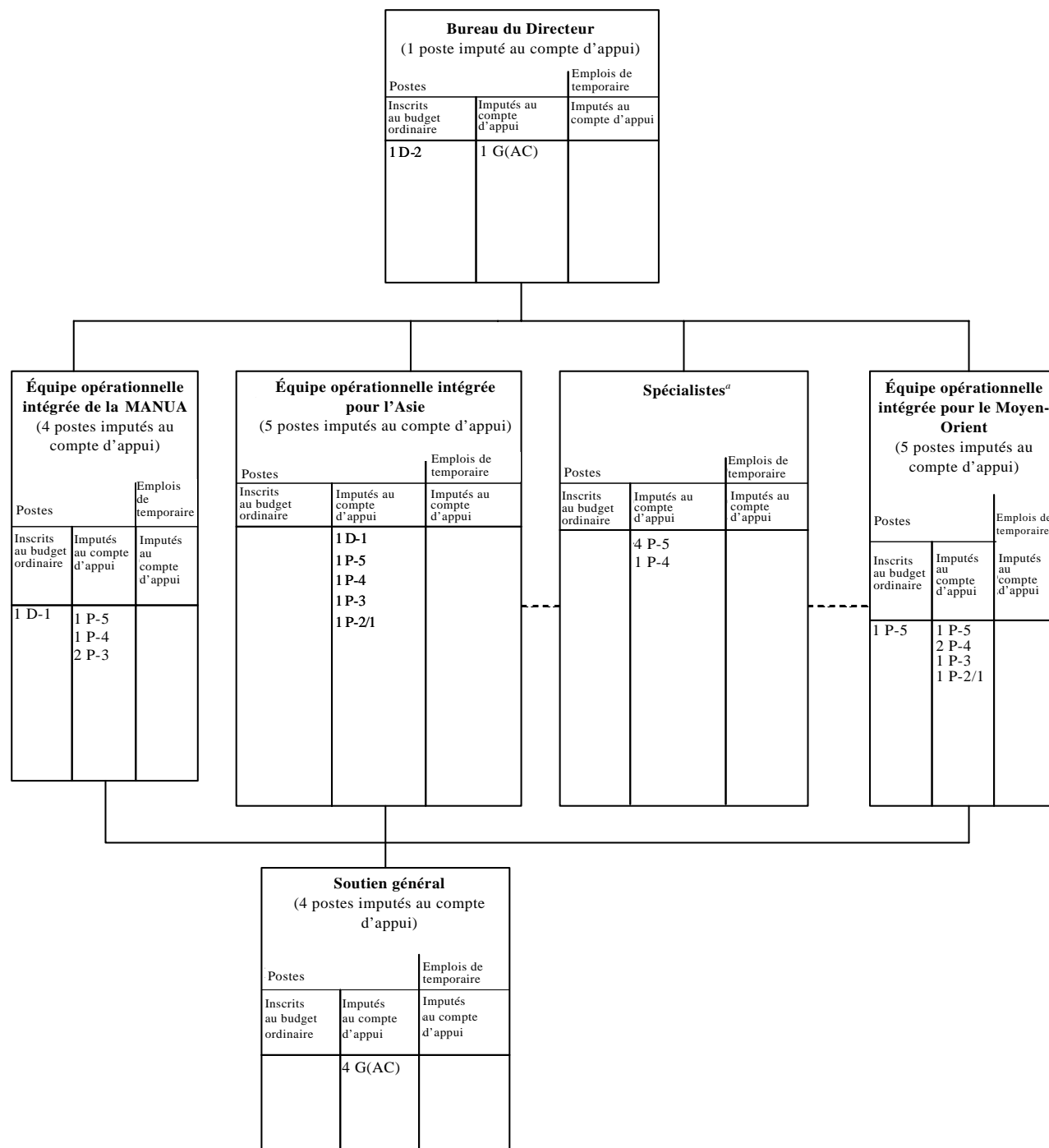
## B. Division de l'Afrique II



*Abréviations* : G : agent des services généraux; AC : Autres classes.

<sup>a</sup> Les spécialistes sont inscrits au tableau d'effectifs autorisé du département ou du bureau auquel ils sont rattachés.

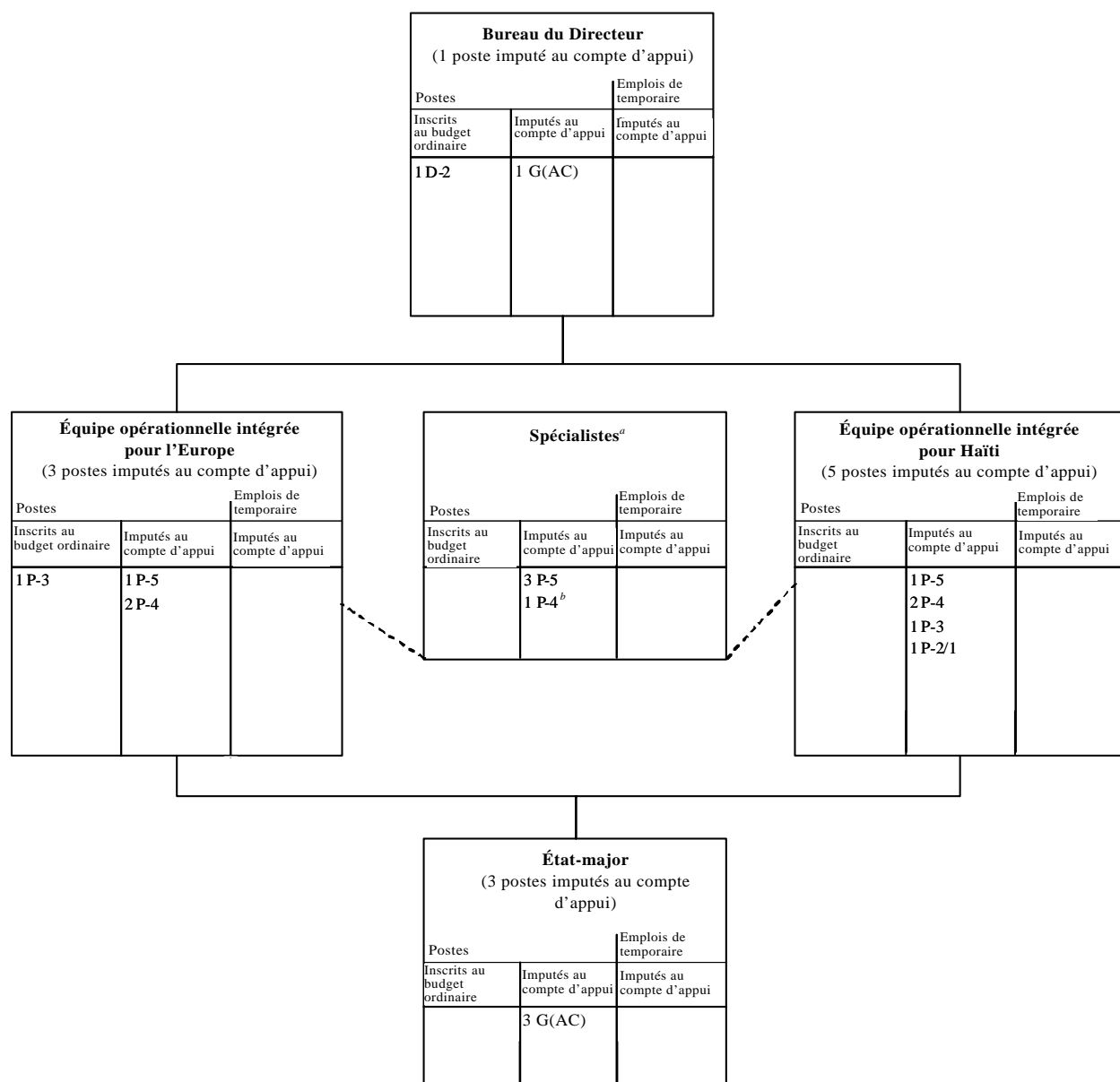
## C. Division Asie et Moyen-Orient



*Abréviations* : G : agent des services généraux; AC : Autres classes; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

<sup>a</sup> Les spécialistes sont inscrits au tableau d'effectifs autorisé du département ou du bureau auquel ils sont rattachés.

## D. Division Europe et Amérique latine



*Abréviations :* G : agent des services généraux; AC : Autres classes.

<sup>a</sup> Les spécialistes sont inscrits au tableau d'effectifs autorisé du département ou du bureau auquel ils sont rattachés.

<sup>b</sup> Un chargé de liaison (police) P-4 et un administrateur P-4 ont réintégré leur département d'origine.

## Annexe II

## Dépenses effectives et montant estimatif des dépenses pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012

	1 <sup>er</sup> juillet 2011-29 février 2012			Montant estimatif des dépenses au 30 juin 2012				Explication des écarts
	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Solde inutilisé (3) = (1) - (2)	1 <sup>er</sup> mars- 30 juin 2012 : montant estimatif des dépenses (4)	Dépenses effectives + montant estimatif des dépenses (5) = (2) + (4)	Solde inutilisé (6) = (1) - (5)	Écart en pourcentage (7) = (6) / (1)	
<b>I. Postes</b>								
Personnel recruté sur le plan international et sur le plan national	191 452,3	129 197,4	62 254,9	58 619,0	187 816,4	3 635,9	1,9	Le montant estimatif du solde inutilisé est principalement attribuable au DAM et au DOMP.
<b>II. Autres objets de dépense</b>								
Emplois de temporaire	25 048,3	13 165,8	11 882,5	7 674,9	20 840,7	4 207,6	16,8	Le montant estimatif du solde inutilisé est principalement attribuable au DAM, au DG, au DOMP et au BSCI.
Consultants	6 273,3	1 817,0	4 456,3	2 982,0	4 799,0	1 474,3	23,5	Le montant estimatif du solde inutilisé est principalement attribuable au DG.
Voyages	12 815,1	5 836,4	6 978,7	7 155,2	12 991,6	(176,5)	(1,4)	Le montant estimatif du dépassement de crédits est principalement attribuable au DOMP et au DG.
Installations et infrastructures	21 964,0	21 281,4	682,6	795,2	22 076,6	(112,6)	(0,5)	Le montant estimatif du dépassement de crédits est principalement attribuable au DG et au DOMP.
Communications	2 728,6	1 313,8	1 414,8	1 325,3	2 639,1	89,5	3,3	Le montant estimatif du solde inutilisé est principalement attribuable au DOMP et au BSCI.
Informatique	22 708,6	10 673,6	12 035,0	11 895,2	22 568,8	139,8	0,6	Le montant estimatif du solde inutilisé est principalement attribuable au BSCI.

	<i>1<sup>er</sup> juillet 2011-29 février 2012</i>			<i>Montant estimatif des dépenses au 30 juin 2012</i>				<i>Explication des écarts</i>
	<i>Montant alloué (1)</i>	<i>Dépenses (2)</i>	<i>Solde inutilisé (3) = (1) - (2)</i>	<i>1<sup>er</sup> mars- 30 juin 2012 : montant estimatif des dépenses (4)</i>	<i>Dépenses effectives + montant estimatif des dépenses (5) = (2) + (4)</i>	<i>Solde inutilisé (6) = (1) - (5)</i>	<i>Écart en pourcentage (7) = (6) / (1)</i>	
Fournitures, services et matériel divers	14 617,0	5 624,1	8 992,9	9 110,2	14 734,3	(117,3)	(0,8)	Le montant estimatif du dépassement de crédits est principalement attribuable au DOMP.
<b>Total partiel (II)</b>	<b>106 154,9</b>	<b>59 712,1</b>	<b>46 442,8</b>	<b>40 938,0</b>	<b>100 650,1</b>	<b>5 504,8</b>	<b>5,2</b>	
<b>Total (I + II)</b>	<b>297 607,2</b>	<b>188 909,5</b>	<b>108 697,7</b>	<b>99 557,0</b>	<b>288 466,5</b>	<b>9 140,7</b>	<b>3,1</b>	
Progiciel de gestion intégré	47 185,2	47 185,2	–	–	47 185,2	–	–	
<b>Total brut</b>	<b>344 792,4</b>	<b>236 094,7</b>	<b>108 697,7</b>	<b>99 557,0</b>	<b>335 651,7</b>	<b>9 140,7</b>	<b>2,7</b>	

*Abréviations* : DAM = Département de l'appui aux missions; DG = Département de la gestion; DOMP = Département des opérations de maintien de la paix;  
BSCI = Bureau des services de contrôle interne.

## Annexe III

## Ressources nécessaires : exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013

### Compte d'appui : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	189 964,6	191 452,3	187 237,7	(4 214,6)	(2,2)
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	20 393,2	25 048,3	21 130,3	(3 918,0)	(15,6)
Consultants	2 771,6	6 273,3	6 575,6	302,3	4,8
Voyages	12 954,7	12 815,1	12 177,8	(637,3)	(5,0)
Installations et infrastructure	22 510,4	21 964,0	20 450,5	(1 513,5)	(6,9)
Communications	2 703,6	2 728,6	2 446,3	(282,3)	(10,3)
Informatique	20 280,4	22 708,6	17 505,9	(5 202,7)	(22,9)
Fournitures, services et matériel divers	12 809,9	14 617,0	15 595,0	978,0	6,7
<b>Total partiel (II)</b>	<b>94 423,8</b>	<b>106 154,9</b>	<b>95 881,4</b>	<b>(10 273,5)</b>	<b>(9,7)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>284 388,4</b>	<b>297 607,2</b>	<b>283 119,1</b>	<b>(14 488,1)</b>	<b>(4,9)</b>
Proiciel de gestion intégré	57 033,0	47 185,2	37 337,6	(9 847,6)	(20,9)
<b>Total brut</b>	<b>341 421,4</b>	<b>344 792,4</b>	<b>320 456,7</b>	<b>(24 335,7)</b>	<b>(7,1)</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	29 289,0	29 685,0	28 544,1	(1 140,9)	(3,8)
<b>Total net</b>	<b>312 132,4</b>	<b>315 107,4</b>	<b>291 912,6</b>	<b>(23 194,8)</b>	<b>(7,4)</b>

### Département des opérations de maintien de la paix : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	74 492,9	75 019,7	75 059,6	39,9	0,1
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	3 295,0	4 092,5	3 038,4	(1 054,1)	(25,8)
Consultants	702,8	641,2	498,7	(142,5)	(22,2)
Voyages	6 106,0	5 375,8	5 290,7	(85,1)	(1,6)
Installations et infrastructure	1 202,3	944,8	670,9	(273,9)	(29,0)
Communications	2 010,4	1 443,3	1 108,3	(335,0)	(23,2)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Informatique	10 431,9	3 016,9	2 168,3	(848,6)	(28,1)
Fournitures, services et matériel divers	1 911,2	2 285,6	1 914,8	(370,8)	(16,2)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>25 659,6</b>	<b>17 800,1</b>	<b>14 690,1</b>	<b>(3 110,0)</b>	<b>(17,5)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>100 152,5</b>	<b>92 819,8</b>	<b>89 749,7</b>	<b>(3 070,1)</b>	<b>(3,3)</b>

### Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	4 059,3	6 227,5	6 237,3	9,8	0,2
II. Autres objets de dépense					
Voyages	628,2	148,1	376,0	227,9	153,9
Fournitures, services et matériel divers	796,5	983,6	537,1	(446,5)	(45,4)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>1 424,7</b>	<b>1 131,7</b>	<b>913,1</b>	<b>(218,6)</b>	<b>(19,3)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>5 484,0</b>	<b>7 359,2</b>	<b>7 150,4</b>	<b>(208,8)</b>	<b>(2,8)</b>

### Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	9 831,6	9 687,1	9 805,8	118,7	1,2
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	704,5	710,9	532,1	(178,8)	(25,2)
Voyages	596,9	595,9	564,4	(31,5)	(5,3)
Installations et infrastructure	1 202,3	944,8	670,9	(273,9)	(29,0)
Communications	2 010,4	1 443,3	1 108,3	(335,0)	(23,2)
Informatique	10 431,9	3 016,9	2 168,3	(848,6)	(28,1)
Fournitures, services et matériel divers	250,4	231,7	341,4	109,7	47,3
<b>Total partiel (II)</b>	<b>15 196,4</b>	<b>6 943,5</b>	<b>5 385,4</b>	<b>(1 558,1)</b>	<b>(22,4)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>25 028,0</b>	<b>16 630,6</b>	<b>15 191,2</b>	<b>(1 439,4)</b>	<b>(8,7)</b>



**Bureau des opérations**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	10 360,0	10 822,2	10 845,6	23,4	0,2
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	883,3	824,2	697,8	(126,4)	(15,3)
Voyages	963,6	981,4	903,6	(77,8)	(7,9)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>1 846,9</b>	<b>1 805,6</b>	<b>1 601,4</b>	<b>(204,2)</b>	<b>(11,3)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>12 206,9</b>	<b>12 627,8</b>	<b>12 447,0</b>	<b>(180,8)</b>	<b>(1,4)</b>

**Bureau des affaires militaires**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	25 475,7	22 879,9	22 704,5	(175,4)	(0,8)
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	89,8	182,4	185,8	3,4	1,9
Voyages	753,3	760,2	711,5	(48,7)	(6,4)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>843,1</b>	<b>942,6</b>	<b>897,3</b>	<b>(45,3)</b>	<b>(4,8)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>26 318,8</b>	<b>23 822,5</b>	<b>23 601,8</b>	<b>(220,7)</b>	<b>(0,9)</b>

**Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	16 408,3	16 373,8	16 332,6	(41,2)	(0,3)
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	94,6	532,6	456,1	(76,5)	(14,4)
Consultants	164,6	65,2	24,5	(40,7)	(62,4)
Voyages	1 072,4	1 034,3	965,2	(69,1)	(6,7)
Fournitures, services et matériel divers	31,2	32,2	31,1	(1,1)	(3,4)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>1 362,8</b>	<b>1 664,3</b>	<b>1 476,9</b>	<b>(187,4)</b>	<b>(11,3)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>17 771,1</b>	<b>18 038,1</b>	<b>17 809,5</b>	<b>(228,6)</b>	<b>(1,3)</b>

### Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	8 358,0	9 029,2	9 133,8	104,6	1,2
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	1 522,8	1 842,4	1 166,6	(675,8)	(36,7)
Consultants	538,2	576,0	474,2	(101,8)	(17,7)
Voyages	2 091,6	1 855,9	1 770,0	(85,9)	(4,6)
Fournitures, services et matériel divers	833,1	1 038,1	1 005,2	(32,9)	(3,2)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>4 985,7</b>	<b>5 312,4</b>	<b>4 416,0</b>	<b>(896,4)</b>	<b>(16,9)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>13 343,7</b>	<b>14 341,6</b>	<b>13 549,8</b>	<b>(791,8)</b>	<b>(5,5)</b>

### Département de l'appui aux missions : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	58 862,3	59 417,8	55 540,4	(3 877,4)	(6,5)
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	3 809,4	3 826,5	2 412,4	(1 414,1)	(37,0)
Consultants	163,6	289,5	76,6	(212,9)	(73,5)
Voyages	2 870,6	2 325,6	1 968,3	(357,3)	(15,4)
Communications	—	573,5	554,2	(19,3)	(3,4)
Technologies de l'information	—	7 945,3	5 394,2	(2 551,1)	(32,1)
Fournitures, services et matériel divers	1 900,8	25,0	95,0	70,0	280,0
<b>Total partiel (II)</b>	<b>8 744,4</b>	<b>14 985,4</b>	<b>10 500,7</b>	<b>(4 484,7)</b>	<b>(29,9)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>67 606,7</b>	<b>74 403,2</b>	<b>66 041,1</b>	<b>(8 362,1)</b>	<b>(11,2)</b>

### Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	8 436,4	9 437,3	9 477,6	40,3	0,4
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	682,3	805,7	773,3	(32,4)	(4,0)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Voyages	451,4	415,9	412,0	(3,9)	(0,9)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>1 133,7</b>	<b>1 221,6</b>	<b>1 185,3</b>	<b>(36,3)</b>	<b>(3,0)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>9 570,1</b>	<b>10 658,9</b>	<b>10 662,9</b>	<b>4,0</b>	<b>0,0</b>

### Division du budget et des finances

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	8 993,1	10 046,1	10 227,7	181,6	1,8
II. Autres objets de dépense					
Voyages	829,3	284,1	203,8	(80,3)	(28,3)
Fournitures, services et matériel divers	1 531,5	—	—	—	—
<b>Total partiel (II)</b>	<b>2 360,8</b>	<b>284,1</b>	<b>203,8</b>	<b>(80,3)</b>	<b>(28,3)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>11 353,9</b>	<b>10 330,2</b>	<b>10 431,5</b>	<b>101,3</b>	<b>1,0</b>

### Division du personnel des missions

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	14 100,7	13 722,1	12 762,8	(959,3)	(7,0)
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	2 535,8	2 522,8	1 506,6	(1 016,2)	(40,3)
Consultants	40,1	93,1	30,0	(63,1)	(67,8)
Voyages	372,3	374,2	328,2	(46,0)	(12,3)
Fournitures, services et matériel divers	291,6	25,0	95,0	70,0	280,0
<b>Total partiel (II)</b>	<b>3 239,8</b>	<b>3 015,1</b>	<b>1 959,8</b>	<b>(1 055,3)</b>	<b>(35,0)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>17 340,5</b>	<b>16 737,2</b>	<b>14 722,6</b>	<b>(2 014,6)</b>	<b>(12,0)</b>

**Division du soutien logistique**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	22 113,2	21 697,4	18 714,8	(2 982,6)	(13,7)
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	591,3	498,0	132,5	(365,5)	(73,4)
Consultants	123,5	196,4	46,6	(149,8)	(76,3)
Voyages	893,6	964,0	820,0	(144,0)	(14,9)
Fournitures, services et matériel divers	77,7	—	—	—	—
<b>Total partiel (II)</b>	<b>1 686,1</b>	<b>1 658,4</b>	<b>999,1</b>	<b>(659,3)</b>	<b>(39,8)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>23 799,3</b>	<b>23 355,8</b>	<b>19 713,9</b>	<b>(3 641,9)</b>	<b>(15,6)</b>

**Division de l'informatique et des communications**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	5 218,9	4 514,9	4 357,5	(157,4)	(3,5)
II. Autres objets de dépense					
Voyages	324,0	287,4	204,3	(83,1)	(28,9)
Communications	—	573,5	554,2	(19,3)	(3,4)
Informatique	—	7 945,3	5 394,2	(2 551,1)	(32,1)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>324,0</b>	<b>8 806,2</b>	<b>6 152,7</b>	<b>(2 653,5)</b>	<b>(30,1)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>5 542,9</b>	<b>13 321,1</b>	<b>10 510,2</b>	<b>(2 810,9)</b>	<b>(21,1)</b>

**Département de la gestion : total**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	33 053,1	33 055,1	33 744,3	689,2	2,1
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	7 222,3	7 203,5	6 517,6	(685,9)	(9,5)
Consultants	735,6	3 835,6	4 611,8	776,2	20,2
Voyages	1 902,4	2 135,4	2 239,5	104,1	4,9

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Installations et infrastructure	21 114,9	20 818,1	19 557,3	(1 260,8)	(6,1)
Communications	523,6	482,7	519,6	36,9	7,6
Informatique	9 385,9	11 103,5	9 219,9	(1 883,6)	(17,0)
Fournitures, services et matériel divers	8 828,1	9 702,1	10 013,1	311,0	3,2
<b>Total partiel (II)</b>	<b>49 712,8</b>	<b>55 280,9</b>	<b>52 678,8</b>	<b>(2 602,1)</b>	<b>(4,7)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>82 765,9</b>	<b>88 336,0</b>	<b>86 423,1</b>	<b>(1 912,9)</b>	<b>(2,2)</b>
Progiciel de gestion intégré	57 033,0	47 185,2	37 337,6	(9 847,6)	(20,9)
<b>Total</b>	<b>139 798,9</b>	<b>135 521,2</b>	<b>123 760,7</b>	<b>(11 760,5)</b>	<b>(8,7)</b>

### Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	1 359,1	1 343,6	1 333,0	(10,6)	(0,8)
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	500,8	608,4	413,0	(195,4)	(32,1)
Consultants	55,0	198,0	110,0	(88,0)	(44,4)
Voyages	178,1	172,7	177,0	4,3	2,5
Installations et infrastructure	21 114,9	20 818,1	19 557,3	(1 260,8)	(6,1)
Communications	429,8	482,7	519,6	36,9	7,6
Informatique	57 672,9	48 252,4	38 378,0	(9 874,4)	(20,5)
Fournitures, services et matériel divers	7 012,8	8 407,1	8 519,3	112,2	1,3
<b>Total partiel (II)</b>	<b>86 964,3</b>	<b>78 939,4</b>	<b>67 674,2</b>	<b>(11 265,2)</b>	<b>(14,3)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>88 323,4</b>	<b>80 283,0</b>	<b>69 007,2</b>	<b>(11 275,8)</b>	<b>(14,0)</b>

### Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	12 885,4	12 832,2	13 107,9	275,7	2,1
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	1 838,7	2 260,2	2 152,1	(108,1)	(4,8)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Consultants	359,6	3 133,0	4 013,3	880,3	28,1
Voyages	206,7	339,3	544,5	205,2	60,5
Informatique	771,2	899,4	1 097,9	198,5	22,1
Fournitures, services et matériel divers	507,3	305,5	272,0	(33,5)	(11,0)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>3 683,5</b>	<b>6 937,4</b>	<b>8 079,8</b>	<b>1 142,4</b>	<b>16,5</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>16 568,9</b>	<b>19 769,6</b>	<b>21 187,7</b>	<b>1 418,1</b>	<b>7,2</b>

### Bureau de la gestion des ressources humaines

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	6 595,9	6 382,3	6 496,1	113,8	1,8
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	2 396,3	2 392,6	2 578,0	185,4	7,7
Consultants	247,8	15,0	45,0	30,0	200,0
Voyages	363,8	351,3	293,8	(57,5)	(16,4)
Communications	93,8	—	—	—	—
Informatique	1 474,7	1 963,8	1 992,0	28,2	1,4
Fournitures, services et matériel divers	221,1	218,7	190,0	(28,7)	(13,1)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>4 797,5</b>	<b>4 941,4</b>	<b>5 098,8</b>	<b>157,4</b>	<b>3,2</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>11 393,4</b>	<b>11 323,7</b>	<b>11 594,9</b>	<b>271,2</b>	<b>2,4</b>

### Bureau des services centraux d'appui

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	10 499,2	10 778,3	10 907,8	129,5	1,2
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	910,4	1 370,5	1 179,9	(190,6)	(13,9)
Consultants	73,2	489,6	443,5	(46,1)	(9,4)
Voyages	799,3	843,2	849,8	6,6	0,8
Informatique			112,0	112,0	—

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Fournitures, services et matériel divers	1 070,9	770,8	1 031,8	261,0	33,9
<b>Total partiel (II)</b>	<b>2 853,8</b>	<b>3 474,1</b>	<b>3 617,0</b>	<b>142,9</b>	<b>4,1</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>13 353,0</b>	<b>14 252,4</b>	<b>14 524,8</b>	<b>272,4</b>	<b>1,9</b>

### Bureau de l'informatique et des communications

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	1 713,5	1 718,7	1 899,5	180,8	10,5
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	1 576,1	571,8	194,6	(377,2)	(66,0)
Voyages	354,5	428,9	374,4	(54,5)	(12,7)
Informatique	6 500,1	7 173,1	4 977,6	(2 195,5)	(30,6)
Fournitures, services et matériel divers	16,0	—	—	—	—
<b>Total partiel (II)</b>	<b>8 446,7</b>	<b>8 173,8</b>	<b>5 546,6</b>	<b>(2 627,2)</b>	<b>(32,1)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>10 160,2</b>	<b>9 892,5</b>	<b>7 446,1</b>	<b>(2 446,4)</b>	<b>(24,7)</b>

*Note* : En application de la résolution 66/246 de l'Assemblée générale et conformément à la présentation retenue pour les dépenses récurrentes relatives aux installations et à l'infrastructure ainsi qu'à l'informatique et aux communications, les crédits demandés ici, de même que les montants correspondants des crédits ouverts pour 2011/12 et des dépenses effectuées en 2010/11, ont été présentées dans le projet de budget du Service administratif.

### Bureau des services de contrôle interne

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	15 624,3	16 065,0	14 979,0	(1 086,0)	(6,8)
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	5 088,6	8 382,1	7 740,9	(641,2)	(7,6)
Consultants	281,9	408,0	391,0	(17,0)	(4,2)
Voyages	998,3	1 603,5	1 373,6	(229,9)	(14,3)
Installations et infrastructure	171,9	175,6	197,3	21,7	12,4
Communications	121,6	139,7	161,9	22,2	15,9
Informatique	311,9	454,2	476,1	21,9	4,8

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Fournitures, services et matériel divers	111,3	138,5	154,6	16,1	11,6
<b>Total partiel (II)</b>	<b>7 085,5</b>	<b>11 301,6</b>	<b>10 495,4</b>	<b>(806,2)</b>	<b>(7,1)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>22 709,8</b>	<b>27 366,6</b>	<b>25 474,4</b>	<b>(1 892,2)</b>	<b>(6,9)</b>

### Cabinet du Secrétaire général

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	957,1	850,8	859,3	8,5	1,0
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	104,4	91,8	247,4	155,6	169,5
Installations et infrastructure	4,1	2,5	3,5	1,0	40,0
Communications	8,2	8,4	14,6	6,2	73,8
Informatique	14,4	14,0	20,1	6,1	43,6
Fournitures, services et matériel divers	—	—	1,0	1,0	—
<b>Total partiel (II)</b>	<b>131,1</b>	<b>116,7</b>	<b>286,6</b>	<b>169,9</b>	<b>145,6</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>1 088,2</b>	<b>967,5</b>	<b>1 145,9</b>	<b>178,4</b>	<b>18,4</b>

### Bureau de l'administration de la justice

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	—	—	—	—	—
II. Autres objets de dépense					
Fournitures, services et matériel divers	—	2 379,7	3 321,8	942,1	39,6
<b>Total partiel (II)</b>	<b>—</b>	<b>2 379,7</b>	<b>3 321,8</b>	<b>942,1</b>	<b>39,6</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>—</b>	<b>2 379,7</b>	<b>3 321,8</b>	<b>942,1</b>	<b>39,6</b>



### Bureau de l'aide juridique au personnel

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	—	—	—	—	—
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	36,5	96,8	75,6	(21,2)	(21,9)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>36,5</b>	<b>96,8</b>	<b>75,6</b>	<b>(21,2)</b>	<b>(21,9)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>36,5</b>	<b>96,8</b>	<b>75,6</b>	<b>(21,2)</b>	<b>(21,9)</b>

### Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	1 106,5	1 191,3	1 206,4	15,1	1,3
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	262,8	294,1	254,7	(39,4)	(13,4)
Consultants	—	182,0	70,0	(112,0)	(61,5)
Voyages	114,8	158,8	159,0	0,2	0,1
Installations et infrastructure	1,5	1,5	—	(1,5)	(100,0)
Communications	9,8	9,4	9,6	0,2	2,1
Informatique	8,8	10,8	7,5	(3,3)	(30,6)
Fournitures, services et matériel divers	37,2	31,9	28,5	(3,4)	(10,7)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>434,9</b>	<b>688,5</b>	<b>529,3</b>	<b>(159,2)</b>	<b>(23,1)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>1 541,4</b>	<b>1 879,8</b>	<b>1 735,7</b>	<b>(144,1)</b>	<b>(7,7)</b>

### Bureau de la déontologie

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	—	—	—	—	—
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	256,2	257,2	225,4	(31,8)	(12,4)
Consultants	721,9	792,0	835,9	43,9	5,5

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Voyages	77,2	68,5	72,3	3,8	5,5
Installations et infrastructure	1,0	1,0	1,0	–	–
Communications	2,8	2,8	2,8	–	–
Informatique	3,1	3,1	7,4	4,3	138,7
Fournitures, services et matériel divers	4,0	24,4	48,0	23,6	96,7
<b>Total partiel (II)</b>	<b>1 066,2</b>	<b>1 149,0</b>	<b>1 192,8</b>	<b>43,8</b>	<b>3,8</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>1 066,2</b>	<b>1 149,0</b>	<b>1 192,8</b>	<b>43,8</b>	<b>3,8</b>

### Bureau des affaires juridiques

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	2 607,3	2 641,5	2 623,2	(18,3)	(0,7)
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	166,3	600,9	456,1	(144,8)	(24,1)
Consultants	131,7	75,0	75,0	–	–
Voyages	35,3	33,1	34,0	0,9	2,7
Installations et infrastructure	7,5	9,0	9,0	–	–
Communications	17,6	35,9	42,4	6,5	18,1
Informatique	91,1	85,3	115,7	30,4	35,6
Fournitures, services et matériel divers	3,5	3,5	5,3	1,8	51,4
<b>Total partiel (II)</b>	<b>453,0</b>	<b>842,7</b>	<b>737,5</b>	<b>(105,2)</b>	<b>(12,5)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>3 060,3</b>	<b>3 484,2</b>	<b>3 360,7</b>	<b>(123,5)</b>	<b>(3,5)</b>

### Département de l'information

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	643,5	575,0	576,5	1,5	0,3
II. Autres objets de dépense					
Consultants	34,1	50,0	16,6	(33,4)	(66,8)
Voyages	66,2	68,6	64,7	(3,9)	(5,7)
Installations et infrastructure	2,0	2,0	2,0	–	–

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Communications	5,6	6,3	6,3	–	–
Informatique	13,7	8,8	39,4	30,6	347,7
Fournitures, services et matériel divers	1,9	5,8	4,1	(1,7)	(29,3)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>123,5</b>	<b>141,5</b>	<b>133,1</b>	<b>(8,4)</b>	<b>(5,9)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>767,0</b>	<b>716,5</b>	<b>709,6</b>	<b>(6,9)</b>	<b>(1,0)</b>

### Département de la sûreté et de la sécurité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	2 617,6	2 636,1	2 649,0	12,9	0,5
II. Autres objets de dépense					
Voyages	783,9	1 045,8	975,7	(70,1)	(6,7)
Installations et infrastructure	5,2	9,0	9,0	–	–
Communications	2,5	25,2	25,2	–	–
Informatique	16,0	65,1	55,8	(9,3)	(14,3)
Fournitures, services et matériel divers	11,9	20,5	8,8	(11,7)	(57,1)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>819,5</b>	<b>1 165,6</b>	<b>1 074,5</b>	<b>(91,1)</b>	<b>(7,8)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>3 437,1</b>	<b>3 801,7</b>	<b>3 723,5</b>	<b>(78,2)</b>	<b>(2,1)</b>

### Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2010/11) (1)	Montant alloué (2011/12) (2)	Dépenses prévues (2012/13) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	–	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Emplois de temporaire	151,7	202,9	161,8	(41,1)	(20,3)
Installations et infrastructure	–	0,5	0,5	–	–
Communications	1,5	1,4	1,4	–	–
Informatique	3,6	1,6	1,5	(0,1)	(6,3)
<b>Total partiel (II)</b>	<b>156,8</b>	<b>206,4</b>	<b>165,2</b>	<b>(41,2)</b>	<b>(20,0)</b>
<b>Total (I et II)</b>	<b>156,8</b>	<b>206,4</b>	<b>165,2</b>	<b>(41,2)</b>	<b>(20,0)</b>

## Annexe IV

Postes prévus pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées								Total
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Service mobile	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Personnel recruté sur le plan national	Service de sécurité	VNU (recrutés sur le plan national)	Total partiel	
<b>Compte d'appui, total général</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	8	23	115	403	291	28	<b>868</b>	29	31	339	24	3	1	<b>427</b>	<b>1 295</b>
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	(1)	(1)	(5)	(9)	–	<b>(16)</b>	–	(1)	(19)	–	–	–	<b>(20)</b>	<b>(36)</b>
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	8	22	114	399	281	28	<b>852</b>	29	30	320	24	3	1	<b>407</b>	<b>1 259</b>
<b>Variation nette</b>	–	–	–	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	<b>(4)</b>	<b>(10)</b>	–	<b>(16)</b>	–	<b>(1)</b>	<b>(19)</b>	–	–	–	<b>(20)</b>	<b>(36)</b>
<b>Département des opérations de maintien de la paix</b>																	
<b>Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	–	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>3</b>	–	<b>25</b>	<b>11</b>	–	–	<b>20</b>	–	<b>1</b>	<b>32</b>	<b>57</b>
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	–	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>3</b>	–	<b>25</b>	<b>11</b>	–	–	<b>20</b>	–	<b>1</b>	<b>32</b>	<b>57</b>
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

Le tableau d'effectifs tient compte de la création du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 2010, en application de la résolution 64/835 de l'Assemblée générale.

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées							
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Service mobile	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Personnel recruté sur le plan national	Service de sécurité	VNU (recrutés sur le plan national)	Total partiel	Total
<b>Bureau du Secrétaire général adjoint</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	1	2	5	11	21	4	44	–	2	23	–	–	–	25	69
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d’emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	1	2	5	11	21	4	44	–	2	23	–	–	–	25	69
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Bureau des opérations</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	1	3	10	20	12	5	51	–	–	18	–	–	–	18	69
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d’emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	1	3	10	20	12	5	51	–	–	18	–	–	–	18	69
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Le tableau d’effectifs tient compte du transfert de 8 postes [1 P-5, 3 P-4, 2 P-3 et 2 G(AC)] de l’Équipe d’appui aux activités de paix de l’Union africaine (au sein du Bureau des opérations) au Bureau des Nations Unies auprès de l’Union africaine, créé le 1 <sup>er</sup> juillet 2010.																	
<b>Bureau des affaires militaires</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	1	1	11	87	16	–	116	–	–	17	–	–	–	17	133
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées							
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Service mobile	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Personnel recruté sur le plan national	Service de sécurité	VNU (recrutés sur le plan national)	Total partiel	Total
Transformation d'emplois de temporaire en postes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de postes proposé pour 2012/13	-	-	1	1	11	87	16	-	<b>116</b>	-	-	17	-	-	-	<b>17</b>	<b>133</b>
<b>Variation nette</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	-	-	-	2	10	45	26	-	<b>83</b>	-	-	17	-	-	-	<b>17</b>	<b>100</b>
Nouveaux postes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Postes supprimés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transformation d'emplois de temporaire en postes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements	-	-	-	-	-	1	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de postes proposé pour 2012/13	-	-	-	2	10	46	25	-	<b>83</b>	-	-	17	-	-	-	<b>17</b>	<b>100</b>
<b>Variation nette</b>	-	-	-	-	-	<b>1</b>	<b>(1)</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Division des politiques, de l'évaluation et de la formation</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	-	-	1	2	6	21	13	1	<b>44</b>	-	-	13	-	-	-	<b>13</b>	<b>57</b>
Nouveaux postes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Postes supprimés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transformation d'emplois de temporaire en postes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées								Total
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Service mobile	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Personnel recruté sur le plan national	Service de sécurité	VNU (recrutés sur le plan national)	Total partiel		
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	1	2	6	21	13	1	44	–	–	13	–	–	–	13	57	
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Total, Département des opérations de maintien de la paix																		
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	4	10	44	204	91	10	363	11	2	88	20	–	1	122	485	
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Reclassements	–	–	–	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	4	10	44	205	90	10	363	11	2	88	20	–	1	122	485	
Variation nette	–	–	–	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Département de l'appui aux missions																		
Bureau du Secrétaire général adjoint																		
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	1	16	15	9	1	42	–	1	16	–	–	–	17	59	
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	1	16	15	9	1	42	–	1	16	–	–	–	17	59	
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Division du budget et des finances des missions																		
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	1	1	3	15	21	2	43	–	4	27	–	–	–	31	74	

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées							
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Service mobile	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Personnel recruté sur le plan national	Service de sécurité	VNU (recrutés sur le plan national)	Total partiel	Total
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	1	1	3	15	21	2	<b>43</b>	–	4	27	–	–	–	<b>31</b>	<b>74</b>
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Division du personnel des missions</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	1	2	7	11	23	2	<b>46</b>	–	8	58	–	–	–	<b>66</b>	<b>112</b>
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	(1)	(1)	(1)	–	<b>(3)</b>	–	–	(10)	–	–	–	<b>(10)</b>	<b>(13)</b>
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	1	2	6	10	22	2	<b>43</b>	–	8	48	–	–	–	<b>56</b>	<b>99</b>
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	(1)	(1)	(1)	–	<b>(3)</b>	–	–	(10)	–	–	–	<b>(10)</b>	<b>(13)</b>
<b>Division du soutien logistique</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	3	9	39	53	–	<b>104</b>	–	3	41	–	–	–	<b>44</b>	<b>148</b>
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	(1)	–	(4)	(8)	–	<b>(13)</b>	–	(1)	(9)	–	–	–	<b>(10)</b>	<b>(23)</b>
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–



	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées							
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Service mobile	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Personnel recruté sur le plan national	Service de sécurité	VNU (recrutés sur le plan national)	Total partiel	Total
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	2	9	35	45	–	<b>91</b>	–	2	32	–	–	–	<b>34</b>	<b>125</b>
<b>Variation nette</b>	–	–	–	<b>(1)</b>	–	<b>(4)</b>	<b>(8)</b>	–	<b>(13)</b>	–	<b>(1)</b>	<b>(9)</b>	–	–	–	<b>(10)</b>	<b>(23)</b>
<b>Division de l'informatique et des communications</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	1	1	2	7	7	–	<b>18</b>	–	5	8	–	–	–	<b>13</b>	<b>31</b>
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	1	1	2	7	7	–	<b>18</b>	–	3	8	–	–	–	<b>11</b>	<b>29</b>
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	<b>(2)</b>	–	–	–	–	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>
<b>Total, Département de l'appui aux missions</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	3	8	37	87	113	5	<b>253</b>	–	21	150	–	–	–	<b>171</b>	<b>424</b>
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	(1)	(1)	(5)	(9)	–	<b>(16)</b>	–	(1)	(19)	–	–	–	<b>(20)</b>	<b>(36)</b>
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	3	7	36	82	104	5	<b>237</b>	–	18	131	–	–	–	<b>149</b>	<b>386</b>
<b>Variation nette</b>	–	–	–	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	<b>(5)</b>	<b>(9)</b>	–	<b>(16)</b>	–	<b>(3)</b>	<b>(19)</b>	–	–	–	<b>(22)</b>	<b>(38)</b>
<b>Département de la gestion</b>																	
<b>Bureau du Secrétaire général adjoint</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	1	–	3	3	–	<b>7</b>	–	–	1	–	–	–	<b>1</b>	<b>8</b>

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées							
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Service mobile	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Personnel recruté sur le plan national	Service de sécurité	VNU (recrutés sur le plan national)	Total partiel	Total
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	1	–	3	3	–	<b>7</b>	–	–	1	–	–	–	<b>1</b>	<b>8</b>
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	1	1	6	23	19	1	<b>51</b>	–	4	40	–	–	–	<b>44</b>	<b>95</b>
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	1	1	6	23	19	1	<b>51</b>	–	4	40	–	–	–	<b>44</b>	<b>95</b>
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Bureau de la gestion des ressources humaines</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	–	2	15	9	1	<b>27</b>	–	1	19	–	–	–	<b>20</b>	<b>47</b>
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées							
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Service mobile	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Personnel recruté sur le plan national	Service de sécurité	VNU (recrutés sur le plan national)	Total partiel	Total
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	–	2	15	9	1	27	–	1	19	–	–	–	20	47
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Bureau des services centraux d'appui</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	1	4	19	21	5	50	–	1	27	–	–	–	28	78
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	1	4	19	21	5	50	–	1	27	–	–	–	28	78
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Bureau de l'informatique et des communications</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	–	–	3	4	3	10	–	1	1	–	–	–	2	12
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	2
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	–	–	3	4	3	10	–	3	1	–	–	–	4	14
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	2
<b>Total, Département de la gestion</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	1	3	12	63	56	10	145	–	7	88	–	–	–	95	240
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées							
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Service mobile	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Personnel recruté sur le plan national	Service de sécurité	VNU (recrutés sur le plan national)	Total partiel	Total
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d’emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	2
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	1	3	12	63	56	10	145	–	9	88	–	–	–	97	242
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	2
Bureau des services de contrôle interne																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	1	11	35	23	–	70	16	1	6	4	–	–	27	97
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d’emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	1	11	35	23	–	70	16	1	6	4	–	–	27	97
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Cabinet du Secrétaire général																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	1	2	–	–	–	3	–	–	2	–	–	–	2	5
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d’emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées							
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Service mobile	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Personnel recruté sur le plan national	Service de sécurité	VNU (recrutés sur le plan national)	Total partiel	Total
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	1	2	–	–	–	3	–	–	2	–	–	–	2	5
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	–	3	–	2	–	5	2	–	–	–	–	–	2	7
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	–	3	–	2	–	5	2	–	–	–	–	–	2	7
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Bureau des affaires juridiques</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	–	5	6	1	1	13	–	–	2	–	–	–	2	15
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	–	5	6	1	1	13	–	–	2	–	–	–	2	15
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Département de l'information</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	–	–	2	–	1	3	–	–	1	–	–	–	1	4
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées							
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Service mobile	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Personnel recruté sur le plan national	Service de sécurité	VNU (recrutés sur le plan national)	Total partiel	Total
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	–	–	2	–	1	3	–	–	1	–	–	–	1	4
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Département de la sûreté et de la sécurité</b>																	
Postes approuvés pour 2011/12	–	–	–	–	1	6	5	1	13	–	–	2	–	3	–	5	18
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes supprimés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transformation d'emplois de temporaire en postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nombre de postes proposé pour 2012/13	–	–	–	–	1	6	5	1	13	–	–	2	–	3	–	5	18
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

*Abréviations* : SGA = secrétaire général adjoint; SSG = sous-secrétaire général; VNU = Volontaire des Nations Unies.

## Annexe V

### **Postes : changements proposés pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013**

#### **Transferts**

##### **Département des opérations de maintien de la paix**

##### **Bureau des opérations**

*Division de l'Afrique I/Équipe d'appui aux activités de paix de l'Union africaine*

Transfert de l'Équipe d'appui aux activités de paix de l'Union africaine et de ses 2 postes [1 spécialiste des questions politiques (hors classe) (P-5) et 1 spécialiste des questions politiques (P-4)] au Bureau du Sous-Secrétaire général

##### **Département de l'appui aux missions**

##### **Division du personnel des missions**

*Service de la gestion du personnel des missions/Section des indemnités et des voyages*

Transfert de 1 poste d'assistant chargé des ressources humaines [G(1°C)] au Bureau du Chef du Service

*Service du soutien spécialisé au personnel des missions/Section de l'encadrement des politiques et de la structuration organisationnelle*

Transfert de 1 poste de fonctionnaire des ressources humaines (P-2) à la Section de l'assurance qualité et de la gestion de l'information

*Service du soutien spécialisé au personnel des missions/Section de l'encadrement des politiques et de la structuration organisationnelle*

Transfert de 3 postes (1 poste de spécialiste des ressources humaines (P-4), 1 poste de spécialiste des ressources humaines (P-3) et 1 poste d'assistant chargé des ressources humaines [G(AC)]) à la Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières

*Service du soutien spécialisé au personnel des missions/Section de l'assurance qualité et de la gestion de l'information*

Transfert de 1 poste de spécialiste des ressources humaines (P-3) à la Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières

##### **Division de l'informatique et des communications**

*Service de l'informatique opérationnelle*

Transfert de 2 postes de technicien télécommunications [agents des services généraux (1<sup>re</sup> classe)] au Service de la gestion de l'infrastructure (Bureau de l'informatique et des communications du Département de la gestion)

### **Bureau des services de contrôle interne**

#### *Division des investigations de la MINUS*

Transfert de 1 poste d'assistant aux enquêtes (agent du Service mobile) à la Division des investigations de la MINUSS

#### *Division de l'audit interne de la MINUS*

Transfert de 9 postes [1 chef des auditeurs résidents (P-5), 6 auditeurs résidents (3 P-4 et 3 P-3) et 2 assistants d'audit (agents du Service mobile)] à la Division de l'audit interne de la MINUSS

#### *Division de l'audit interne de la MINUL*

Transfert de 1 poste d'auditeur résident (P-4) à la Division de l'audit interne de l'ONUCI

#### *Division de l'audit interne de la MINUAD*

Transfert de 2 postes d'auditeur résident (P-4) à la Division de l'audit interne du Centre d'audit régional à Entebbe (Ouganda)

#### *Division de l'audit interne de la MINUS*

Transfert de 2 postes [1 auditeur résident (P-4) et 1 assistant d'audit (agent du Service mobile)] à la Division de l'audit interne du Centre d'audit régional à Entebbe (Ouganda)

#### *Division de l'audit interne de la MONUSCO*

Transfert de 1 poste d'auditeur résident (P-4) à la Division de l'audit interne du Centre d'audit régional à Entebbe (Ouganda)

## **Réaffectations/reclassements**

### **Département des opérations de maintien de la paix**

#### *Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité/*

#### *Division de la police/Bureau du Conseiller pour les questions de police*

Réaffectation et reclassement de 1 poste de spécialiste de la gestion administrative (P-3) en poste de conseiller en communication pour les questions de police (P-4)

### **Département de l'appui aux missions**

#### *Division du personnel des missions/Service de la gestion du personnel des missions/Section de l'Afrique I*

Réaffectation de 1 poste de spécialiste des ressources humaines (P-3), qui deviendra un poste d'administrateur de programme (P-3) au Bureau du Directeur



## **Restructurations**

### **Département de l'appui aux missions**

#### *Division du personnel des missions*

Au Service de la gestion du personnel des missions, changement de nom de la Section des indemnités et des voyages, qui deviendrait l'Équipe des indemnités et des voyages

#### *Division du soutien logistique*

Changement de nom du Service de soutien aux opérations, qui deviendrait la Section du soutien aux opérations; du Service de soutien spécialisé, qui deviendrait le Service de soutien stratégique; et du Service des transports et des mouvements, qui deviendrait le Service stratégique des transports

### **Département de la gestion**

#### *Bureau des services centraux d'appui*

À la Section de la logistique et des transports de la Division des achats, fusion de l'Équipe des mouvements stratégiques de marchandises et du Groupe des affrètements ponctuels et des opérations de transit pour former l'Équipe des mouvements stratégiques

## **Suppressions**

### **Département de l'appui aux missions**

#### **Division du personnel des missions**

##### *Service de la gestion du personnel des missions/Section des indemnités et des voyages*

Suppression de 2 postes (1 poste de chef de section (P-5) et 1 poste d'assistant chargé des ressources humaines [G(AC)]), parallèlement à la création de 2 postes identiques à la Section de la gestion des ressources humaines des missions de la Base d'appui des Nations Unies de Valence

##### *Service de la gestion du personnel des missions/Section des indemnités et des voyages*

Suppression de 1 poste de spécialiste des ressources humaines (P-4), parallèlement à la création d'un poste identique au Groupe du renforcement des capacités de la Base d'appui des Nations Unies de Valence

##### *Service de la gestion du personnel des missions/Section de l'Europe et des Amériques*

Suppression de 1 poste d'assistant ressources humaines [G(AC)], parallèlement à la création d'un poste identique au Groupe du recrutement de la Base d'appui des Nations Unies de Valence

*Service du soutien spécialisé au personnel des missions/Section de l'assurance qualité et de la gestion de l'information*

Suppression de 3 postes (1 poste de spécialiste des ressources humaines (P-3) et 2 postes d'assistant ressources humaines [G(AC)]), parallèlement à la création de postes identiques au Groupe du renforcement des capacités de la Base d'appui des Nations Unies de Valence

*Service du soutien spécialisé au personnel des missions/Section de l'encadrement des politiques et de la structuration organisationnelle*

Suppression de 4 postes d'assistant ressources humaines [G(AC)], parallèlement à la création de postes identiques au Groupe du recrutement de la Base d'appui des Nations Unies de Valence

*Service de la gestion du personnel des missions/Section de l'Europe et des Amériques*

Suppression de 1 poste d'assistant ressources humaines [G(AC)]

*Service du soutien spécialisé au personnel des missions/Section de l'assurance qualité et de la gestion de l'information*

Suppression de 1 poste d'assistant ressources humaines [G(AC)]

**Division du soutien logistique**

*Service du soutien aux opérations/Bureau du Chef*

Suppression de 2 postes (1 poste de chef du Service de soutien aux opérations (D-1), 1 poste d'assistant administratif [G(AC)]), parallèlement à la création de postes identiques au Bureau du Directeur de la BSLB

*Service du soutien aux opérations/Section des opérations logistiques*

Suppression de 2 postes (1 poste de fonctionnaire du soutien logistique (P-3) et 1 poste d'assistant logisticien [G(AC)]), parallèlement à la création de postes identiques à la Section de la gestion des biens de la BSLB

*Service du soutien aux opérations/Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide*

Suppression de 4 postes (1 poste de chef du Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide (P-4), 1 poste de spécialiste des stocks stratégiques pour déploiement rapide (P-3), 1 poste d'assistant aux finances [G(1°C)], 1 poste d'assistant administratif [G(AC)]), parallèlement à la création de postes identiques au Bureau du Chef du Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide, au sein du Service de la logistique de la BSLB

*Service du soutien spécialisé/Section des approvisionnements*

Suppression de 3 postes (1 poste de fonctionnaire de l'approvisionnement (P-4) et 2 postes d'assistant à l'approvisionnement [G(AC)]), parallèlement à la création de postes identiques au Bureau du Chef du Groupe du service à la clientèle, au sein du Service de la logistique de la BSLB

*Service du soutien spécialisé/Section des approvisionnements*

Suppression de 1 poste de fonctionnaire de l'approvisionnement (P-3), parallèlement à la création d'un poste identique à la Section des services d'entreposage et de distribution de la BSLB

*Service du soutien spécialisé/Section des approvisionnements*

Suppression de 1 poste de fonctionnaire de l'approvisionnement (P-4), parallèlement à la création d'un poste identique au Bureau du Directeur de la BSLB

*Service du soutien spécialisé/Section du génie*

Suppression de 5 postes (3 postes d'ingénieur (P-3) et 2 postes d'assistant logisticien [G(AC)]), parallèlement à la création de postes identiques au Centre des normes et des études techniques de la BSLB

*Service du soutien spécialisé/Section du génie*

Suppression de 2 postes d'ingénieur (1 P-4 et 1 P-3), parallèlement à la création de postes identiques à la Section de la gestion des biens de la BSLB

*Service des transports et des mouvements/Section du transport de surface*

Suppression de 3 postes (1 poste de fonctionnaire des transports (P-3) et 2 postes d'assistant aux transports [G(AC)]), parallèlement à la création de postes identiques à la Section de la gestion des biens de la BSLB

*Note* : Les crédits réservés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) étant limités à une période de 12 mois, les opérations décrites ci-dessus ne s'appliquent pas aux emplois de temporaire ainsi financés.

*Abréviations* : G(AC) = agent des services généraux (Autres classes); G(1°C) = agent des services généraux (1<sup>re</sup> classe); MONUSCO = Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo; MINUAD = Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour; BSLB = Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie); MINUL = Mission des Nations Unies au Libéria; MINUS = Mission des Nations Unies au Soudan; MINUSS = Mission des Nations Unies au Soudan du Sud; ONUCI = Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

*Glossaire*

Suppression de poste : cessation du financement d'un poste de caractère continu.

Réaffectation de poste : transfert d'un poste de caractère continu d'une entité à une autre, accompagné d'un changement des fonctions assurées par le titulaire.

Reclassement de poste : changement de la classe ou catégorie d'un poste de caractère continu.

Transfert de poste : transfert d'un poste de caractère continu d'une entité à une autre, sans changement des fonctions approuvées correspondantes.

## Annexe VI

### Emplois de temporaire proposés pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013

Unité administrative	Division/Service/Section/Groupe	Propositions du Secrétaire général (A/66/721)					Nombre d'années d'existence
		Nombre d'emplois de temporaire proposés	Classe	Titre fonctionnel	Statut		
Département des opérations de maintien de la paix	Bureau du Secrétaire général adjoint	Secrétariat	1	P-4	Spécialiste de la résilience de l'Organisation	Reconduction	2
			1	G(AC)	Assistant d'équipe (résilience de l'Organisation)	Reconduction	2
		Service administratif	–	4 mois, 3 P-3	Fonctionnaires d'administration (remplacement de fonctionnaires en congé maternité ou arrêt maladie de longue durée)	Reconduction	–
			–	4 mois, 3 G(AC)	Assistants (remplacement de fonctionnaires en congé maternité ou arrêt maladie de longue durée)	Reconduction	–
	Total partiel		2				
	Bureau des opérations	Bureau du Sous-Secrétaire général, Équipe d'appui aux activités de paix de l'Union africaine	1	G(AC)	Assistant d'équipe	Reconduction	5
		Division de l'Afrique II, Équipe de coordination et de planification pour la Somalie	1	D-1	Administrateur général	Reconduction	2
			1	P-4	Spécialiste des questions politiques	Reconduction	2
			1	P-3	Spécialiste des questions politiques	Reconduction	2
1			G(AC)	Assistant d'équipe	Reconduction	2	
Total partiel		5					
Bureau des affaires militaires	Service de la planification militaire	1	G(AC)	Assistant d'équipe	Reconduction	2	
	Service des opérations militaires en cours	1	G(AC)	Assistant d'équipe	Reconduction	2	

		Propositions du Secrétaire général (A/66/721)					
Unité administrative	Division/Service/Section/Groupe		Nombre d'emplois de temporaire proposés	Classe	Titre fonctionnel	Statut	Nombre d'années d'existence
Total partiel			2				
Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	Service consultatif pour les questions de droit pénal et les questions judiciaires	1	P-4	Spécialiste des questions judiciaires	Reconduction	1	
		1	P-4	Spécialiste des questions judiciaires (droit islamique)	Reconduction	2	
		1	P-3	Spécialiste des questions pénitentiaires (constitution des forces)	Reconduction	2	
Total partiel			3				
Division des politiques, de l'évaluation et de la formation	Bureau du Directeur	1	P-5	Coordonnateur hors classe	Reconduction	5	
		1	P-4	Coordonnateur	Reconduction	5	
		1	G(AC)	Assistant d'équipe	Reconduction	5	
	Service des politiques et des pratiques optimales	1	P-4	Coordonnateur	Reconduction	1	
		2	P-3	Coordonnateur	Reconduction	4	
	Service intégré de formation	1	P-4	Formateur du programme SMART de formation des cadres	Reconduction	4	
		1	P-3	Formateur du programme SMART de formation des cadres	Reconduction	4	
Total partiel			8				
Total partiel des emplois de temporaire proposés			20				
Département de l'appui aux missions	Bureau du Secrétaire général adjoint	Équipe du Siège chargée de l'appui à l'UNSOA	1	P-5	Spécialiste de l'appui (hors classe)	Reconduction	2
			1	P-4	Spécialiste de l'appui	Reconduction	2
			1	G(AC)	Assistant administratif	Reconduction	2
	Équipe chargée de coordonner la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions	1	D-1	Chef d'équipe (stratégie globale d'appui aux missions)	Reconduction	2	
		Bureau du Sous-Secrétaire général	1	D-2	Directeur	Nouveau	—
Total partiel			5				

		Propositions du Secrétaire général (A/66/721)				
Unité administrative	Division/Service/Section/Groupe	Nombre d'emplois de temporaire proposés	Classe	Titre fonctionnel	Statut	Nombre d'années d'existence
	Division du personnel des missions	Bureau du Directeur	– 6 mois, 1 P-4	Spécialiste des ressources humaines	Nouveau	–
		Section de l'assurance qualité et de la gestion de l'information	1 P-3	Spécialiste des ressources humaines (administration de la justice)	Reconduction	3
		Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	– 6 mois, 12 P-3	Spécialiste des ressources humaines (responsable de groupe professionnel)	Reconduction	–
			– 6 mois, 4 G(AC)	Assistants à la gestion des ressources humaines (groupes professionnels)	Reconduction	–
	<b>Total partiel</b>		<b>1</b>			
	Division du soutien logistique	Section des transports aériens	1 P-3	Fonctionnaire du transport aérien	Reconduction	4
	<b>Total partiel</b>		<b>1</b>			
	<b>Total partiel des emplois de temporaire proposés</b>		<b>7</b>			
Département de la gestion	Bureau du Secrétaire général adjoint	Service administratif	– 6 mois, P-4	Fonctionnaires d'administration (remplacement de fonctionnaires en congé maternité ou arrêt maladie de longue durée)	Reconduction	–
			– 6 mois, G(AC)	Assistant administratif (remplacement de fonctionnaires en congé maternité ou arrêt maladie de longue durée)	Reconduction	–
		Comité des marchés du Siège	1 P-4	Spécialiste du développement des capacités	Reconduction	3
			1 G(AC)	Formateur analyste adjoint	Reconduction	3
	<b>Total partiel</b>		<b>2</b>			

Unité administrative	Division/Service/Section/Groupe	Propositions du Secrétaire général (A/66/721)					
		Nombre d'emplois de temporaire proposés	Classe	Titre fonctionnel	Statut	Nombre d'années d'existence	
	Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	Bureau du Contrôleur	1	P-5	Chef de projet (projet IPSAS)	Nouveau	–
			1	P-4	Spécialiste des normes IPSAS	Reconduction	1
			2	P-3	Spécialistes des normes IPSAS	Reconduction	1
		Division de la comptabilité	1	P-4	Fonctionnaire chargé de l'appui aux politiques et de la formation	Reconduction	5
			1	P-4	Fonctionnaire chargé des stocks stratégiques pour déploiement rapide	Reconduction	>5
			3	G(AC)	Assistants aux finances	Reconduction	>5
			1	G(AC)	Assistants aux finances (assurance)	Reconduction	2
			Trésorerie	1	P-3	Fonctionnaire des finances	Reconduction
		1		P-2	Fonctionnaire des finances (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	Reconduction	2
		Service de l'informatique financière	1	P-4	Spécialiste des systèmes informatiques	Reconduction	5
			1	P-2	Spécialiste des systèmes informatiques	Reconduction	5
			1	G(AC)	Assistant informaticien	Reconduction	5
	Division du financement des opérations de maintien de la paix	1	P-4	Fonctionnaire des finances et du budget	Nouveau	–	
		2	P-3	Fonctionnaires des finances et du budget	Reconduction	5	
	Total partiel		18				
	Bureau de la gestion des ressources humaines	Service des politiques en matière de ressources humaines	1	P-3	Juriste	Reconduction	3
			1	P-2	Juriste	Reconduction	3
		Division du perfectionnement, de la valorisation et de l'administration des ressources humaines	1	P-3	Spécialiste des ressources humaines (mobilité)	Reconduction	3
1			P-3	Spécialiste des ressources humaines (suivi des résultats)	Reconduction	3	
1			G(AC)	Assistant aux ressources humaines (mobilité)	Reconduction	3	

		Propositions du Secrétaire général (A/66/721)				
Unité administrative	Division/Service/Section/Groupe	Nombre d'emplois de temporaire proposés	Classe	Titre fonctionnel	Statut	Nombre d'années d'existence
	Section de l'informatique ressources humaines (Siège)	1	P-4	Chef de projet	Reconduction	3
		1	P-4	Chef de projet (entrepôt de données)	Reconduction	3
		2	P-3	Analystes des systèmes de gestion	Nouveau	–
		1	G(AC)	Analyste assistant des systèmes de gestion	Nouveau	–
		1	G(AC)	Assistant (service d'assistance SIG)	Reconduction	3
	Section de l'informatique ressources humaines (Bangkok)	1	P-3	Programmeur	Reconduction	1
		1	P-3	Analyste chargé de l'appui au développement et à l'exploitation	Reconduction	3
		1	P-2	Spécialiste adjoint du soutien logiciel	Reconduction	3
		1	G(1°C)	Assistant au contrôle du système	Nouveau	–
		1	G(1°C)	Responsable de l'assistance aux utilisateurs (service d'assistance)	Reconduction	3
		6	G(AC)	Responsables de l'assistance aux utilisateurs (service d'assistance)	Reconduction	3
		1	G(AC)	Administrateur de base de données	Reconduction	3
		1	G(AC)	Assistant administratif	Reconduction	3
	Division de la planification stratégique	–	6 mois, P-4	Spécialiste des ressources humaines	Reconduction	–
<b>Total partiel</b>		<b>24</b>				
Bureau des services centraux d'appui	Bureau du Sous-Secrétaire général	1	P-3	Fonctionnaire d'administration	Reconduction	3
	Division des achats	3	P-3	Fonctionnaires des achats (véhicules/génie/logistique)	Reconduction	2
		1	P-3	Fonctionnaire des achats (agrément des fournisseurs)	Reconduction	1
		3	G(AC)	Assistants aux achats	Reconduction	4
	Division de la gestion des installations et des services commerciaux	1	P-3	Spécialiste de la planification des bureaux	Reconduction	3



		Propositions du Secrétaire général (A/66/721)				
Unité administrative	Division/Service/Section/Groupe	Nombre d'emplois de temporaire proposés	Classe	Titre fonctionnel	Statut	Nombre d'années d'existence
	Division de la gestion des installations et des services commerciaux	1	P-2	Administrateur auxiliaire de gestion de l'information	Reconduction	3
	<b>Total partiel</b>	<b>10</b>				
Département de la gestion	Section de l'informatique des missions	1	P-4	Chef de projet (module de gestion de la relation client du projet de gestion des états du matériel appartenant aux contingents)	Reconduction	3
		1	P-3	Spécialiste des systèmes informatiques (module de gestion de la relation client du projet de gestion des états du matériel appartenant aux contingents)	Reconduction	3
		1	P-3	Spécialiste des systèmes informatiques (Système de gestion des carburants)	Nouveau	–
	<b>Total partiel</b>	<b>3</b>				
<b>Total partiel des emplois de temporaire proposés</b>		<b>57</b>				
Bureau des services de contrôle interne	Service administratif	–	4 mois, 1 P-3	Vérificateur des comptes (remplacement de fonctionnaires en congé maternité ou arrêt maladie de longue durée)	Reconduction	–
		–	4 mois, 1 P-3	Enquêteur (remplacement de fonctionnaires en congé maternité ou arrêt maladie de longue durée)	Reconduction	–
		–	4 mois, 3 G(AC)	Assistants (remplacement de fonctionnaires en congé maternité ou arrêt maladie de longue durée)	Reconduction	–
	<b>Total partiel</b>	<b>–</b>				
	Division des investigations	1	P-5	Enquêteur hors classe	Reconduction	3
		3	P-4	Enquêteurs	Reconduction	3

		Propositions du Secrétaire général (A/66/721)				
Unité administrative	Division/Service/Section/Groupe	Nombre d'emplois de temporaire proposés	Classe	Titre fonctionnel	Statut	Nombre d'années d'existence
		1	P-3	Enquêteur	Reconduction	5
		1	P-3	Fonctionnaire d'administration	Reconduction	3
		1	G(AC)	Assistant aux investigations	Nouveau	–
		1	G(AC)	Assistant administratif	Reconduction	3
		1	G(AC)	Assistant de bureau	Reconduction	3
		1	G(AC)	Assistant informaticien	Reconduction	5
	Vienne	1	D-1	Directeur adjoint	Reconduction	5
		1	P-5	Enquêteur hors classe	Reconduction	5
		1	P-4	Enquêteur spécialisé dans les analyses techniques	Reconduction	5
		1	P-4	Enquêteur	Reconduction	5
		7	P-3	Enquêteurs	Reconduction	5
		1	G(1°C)	Assistant aux investigations	Reconduction	5
		1	G(AC)	Assistant aux investigations	Reconduction	>5
		1	G(AC)	Assistant informaticien	Reconduction	5
	Nairobi	1	D-1	Directeur adjoint	Reconduction	3
		1	P-5	Enquêteur hors classe	Reconduction	3
		1	P-4	Enquêteur spécialisé dans les analyses techniques	Reconduction	3
		3	P-4	Enquêteurs	Reconduction	5
		1	P-4	Enquêteur	Reconduction	1
		6	P-3	Enquêteurs	Reconduction	5
		1	P-3	Enquêteur	Reconduction	1
		1	G(AC)	Assistant administratif	Reconduction	3
		3	G(AC)	Assistant aux investigations	Reconduction	5
	MINUSTAH	1	P-4	Enquêteur résident	Reconduction	3
	MONUSCO	1	P-4	Enquêteur résident principal	Reconduction	3
		1	P-3	Enquêteur résident	Reconduction	>5
		1	GN	Assistant administratif	Reconduction	3
	MINUL	1	P-4	Enquêteur résident principal	Reconduction	3

		Propositions du Secrétaire général (A/66/721)				
Unité administrative	Division/Service/Section/Groupe	Nombre d'emplois de temporaire proposés	Classe	Titre fonctionnel	Statut	Nombre d'années d'existence
		2	P-3	Enquêteurs résidents	Reconduction	5
		1	GN	Assistant administratif	Reconduction	5
	MINUSS	1	P-4	Enquêteur résident principal	Reconduction	>5
		2	P-3	Enquêteurs résidents	Reconduction	>5
	ONUCI	1	P-4	Enquêteur résident	Reconduction	>5
	<b>Total partiel</b>	<b>54</b>				
	Division de l'audit interne	1	P-4	Auditeur	Reconduction	3
	Siège UNSOA	1	P-4	Auditeur résident	Reconduction	3
	<b>Total partiel</b>	<b>2</b>				
	<b>Total partiel des emplois de temporaire proposés</b>	<b>56</b>				
<b>Cabinet du Secrétaire général</b>		1	D-1	Coordonnateur pour les questions relatives à la situation des femmes au Secrétariat	Nouveau	–
		1	G(AC)	Assistant administratif	Nouveau	–
		– 6 mois, 2	G(AC)	Assistants administratifs	Reconduction	–
	<b>Total partiel des emplois de temporaire proposés</b>	<b>2</b>				
<b>Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies</b>		1	P-4	Chargé de dossiers	Reconduction	2
		1	G(AC)	Assistant administratif	Reconduction	2
	<b>Total partiel des emplois de temporaire proposés</b>	<b>2</b>				
<b>Bureau de la déontologie</b>		1	P-3	Déontologue	Reconduction	4
		1	G(AC)	Assistant administratif	Reconduction	4
	<b>Total partiel des emplois de temporaire proposés</b>	<b>2</b>				

		Propositions du Secrétaire général (A/66/721)				
Unité administrative	Division/Service/Section/Groupe	Nombre d'emplois de temporaire proposés	Classe	Titre fonctionnel	Statut	Nombre d'années d'existence
Bureau des affaires juridiques	Division des questions juridiques générales	1	P-4	Juriste	Reconduction	3
		1	P-4	Juriste	Reconduction	1
		1	P-3	Juriste	Reconduction	1
Total partiel des emplois de temporaire proposés		3				
Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires		1	P-4	Fonctionnaire d'administration	Reconduction	2
Total partiel des emplois de temporaire proposés		1				
Total des emplois de temporaire d'une durée de 12 mois		150 <sup>a</sup>				
Total des mois de travail pour les emplois de temporaire d'une durée inférieure à 12 mois		176				

*Note* : L'effectif total approuvé pour 2011/12 était de 162 emplois de temporaire de 12 mois et de 92 mois pour les emplois d'une durée inférieure à 12 mois.

*Abréviations* : G(AC) = agent des services généraux (Autres classes), G(1<sup>re</sup> C) = agent des services généraux (1<sup>re</sup> classe), GN = agent des services généraux recruté sur le plan national, SIG = Système intégré de gestion, IPSAS = Normes comptables internationales pour le secteur public, MINUSTAH = Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, MONUSCO = Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, MINUL = Mission des Nations Unies au Libéria, MINUSS = Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, ONUCI = Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, UNSOA = Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie.

*Glossaire* : Reconduction : emploi de temporaire approuvé pour l'exercice antérieur, qu'il est proposé de maintenir pour l'exercice suivant.  
Nouveau : emploi de temporaire proposé pour la première fois pour l'exercice suivant.

<sup>a</sup> Sur les 150 emplois de temporaire proposés, 11 sont nouveaux; 23 emplois de temporaire approuvés pour 2011/12 n'ont pas été reconduits pour 2012/13.